



Fraternité · Justice · Travail

REPUBLIQUE DU BENIN

2015

LOI DE FINANCES

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2015-2017

Version actualisée

18 decembre 2014

SOMMAIRE

LISTES DES TABLEAUX	3
LISTES DES GRAPHIQUES.....	3
INTRODUCTION.....	4
PARTIE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE SUR LA PERIODE 2011- 2014.	6
1. SITUATION ECONOMIQUE SUR LA PERIODE 2011-2013	6
2. RETOUR SUR LES PREVISIONS DE CROISSANCE 2014	11
3. SITUATION FINANCIERE SUR LA PERIODE 2011-2014.....	15
3.1. Opérations financières de l'Etat de 2011 à 2013	15
3.2. Prévisions des opérations financières de l'Etat pour 2014	18
3.3. Situation financière des entreprises publiques	20
3.4. Contribution financière de l'Etat aux établissements à caractère public	23
3.5. Situation de la sécurité sociale	24
PARTIE 2 : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2015-2017.....	28
1. PERSPECTIVES DE CROISSANCE 2015-2017.....	28
1.1. Orientations Economiques du Budget Général de l'Etat	28
1.2. Cadrage macroéconomique à moyen terme 2015-2017.....	32
1.3. Analyse des risques	36
2. PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES 2015-2017.....	37
2.1. Opérations Financières de l'Etat pour 2015-2017.....	37
2.2. Perspectives des finances locales.....	43
2.3. Perspectives des contributions de l'Etat aux établissements à caractère public	44
2.4. Perspectives en matière de sécurité sociale.....	44
2.5. Stratégie d'endettement et perspectives de l'endettement publique 2015-2017	45
CONCLUSION	47

LISTES DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Taux de croissance par secteur d'activité de 2007 à 2013</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 2 : Taux de croissance des éléments de la demande de 2007 à 2013</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 3: Croissance sectorielle en 2014.....</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 4: Evolution des finances publiques de 2011 à 2014.....</i>	<i>19</i>
<i>Tableau 5: Situation des entreprises publiques et offices d'Etat au 31 décembre 2011 (en milliards FCFA).....</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 6: Principaux résultats et hypothèses de base du cadrage macroéconomique 2015-2017.....</i>	<i>35</i>
<i>Tableau 7: Prévisions des finances publiques de 2015-2017 (en milliards FCFA).....</i>	<i>38</i>
<i>Tableau 8 : Répartition du PIP par secteurs</i>	<i>40</i>
<i>Tableau 9: Prévisions des recettes de l'Etat (en milliards FCFA)</i>	<i>42</i>

LISTES DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1: Evolution du taux de croissance de 2003 à 2013</i>	<i>6</i>
<i>Graphique 2: Evolution du taux d'inflation de 2002 à 2013</i>	<i>10</i>
<i>Graphique 3: Evolution de la réalisation financière du PIP par grand secteur (en milliards de FCFA)..</i>	<i>17</i>
<i>Graphique 4: Structure de la contribution financière de l'Etat aux établissements à caractère public par ministère sur la période 2011-2014</i>	<i>24</i>
<i>Graphique 5: Evolution des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS de 2011 à 2014.....</i>	<i>25</i>
<i>Graphique 6: Evolution des produits et charges de la CNSS de 2011 à 2013.....</i>	<i>26</i>
<i>Graphique 7: Evolution des produits et charges du FNRB de 2011 à 2014.....</i>	<i>27</i>
<i>Graphique 8: Produits et charges de la CNSS de 2014 à 2017.....</i>	<i>44</i>

INTRODUCTION

Le Budget Général de l'Etat est un important instrument de politique économique du Gouvernement. Il constitue l'expression chiffrée de la stratégie de développement socio-économique du Gouvernement.

Son élaboration implique ex-ante des choix stratégiques et nécessite non seulement des données récentes et objectives sur la conjoncture nationale mais aussi sur l'évolution actuelle et future de la conjoncture internationale.

En conformité avec la nouvelle loi organique N°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, les options stratégiques retenues par le Gouvernement dans le cadre de la Loi de Finances 2015 feront l'objet d'un débat à l'Assemblée Nationale. Ce Débat participe du renforcement des pouvoirs de contrôle de l'institution parlementaire afin d'améliorer l'information de cette dernière sur l'évolution des finances publiques à moyen terme.

Dans ce cadre, il est prévu que le Gouvernement présente dans le cadre de ce Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), au plus tard le 30 juin de l'année courante, les documents budgétaires pluriannuels à savoir le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel (DPBEP) et les Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD). Ces documents offrent aux parlementaires une première estimation de l'évolution de la situation budgétaire et des besoins de crédits du Gouvernement en amont de la discussion sur le projet de loi de Finances de l'année à venir.

Le présent document satisfait cette exigence de la nouvelle loi organique relative aux lois de finances. Il décrit l'évolution de la conjoncture économique nationale et financière de l'administration publique ainsi que les perspectives compatibles avec l'orientation globale retenue pour les trois prochaines années.

A cet effet, les perspectives économiques se fondent sur l'orientation quinquennale du Gouvernement 2012-2016 qui axe **la politique économique sur le développement de l'entreprise et de l'initiative privée** avec des points d'application annuels. Ainsi, après le rétablissement des équilibres macroéconomiques en 2007, l'accélération des réformes structurelles et de la dynamisation du secteur privé respectivement en 2008 et 2009, le

renforcement des infrastructures de base en 2010 et la mise en place des bases de l'émergence en 2011 et 2012, les points d'application retenus pour les années 2013 et 2014 s'inscrivent dans le cadre de mise en œuvre des recommandations du Plan de Relance de la Croissance Economique avec un accent particulier sur la promotion de l'emploi des jeunes.

Pour 2015, la définition de la politique économique du Gouvernement s'effectue dans un contexte particulier marqué par l'entrée probable en vigueur du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO dès le 1^{er} Janvier 2015, l'arrivée à terme des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la transition vers les Objectifs de Développement Durable (ODD) ainsi que la mise en application de la loi organique N°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances.

A cet effet, les points d'application à retenir pour la gestion 2015 devraient être orientés vers le renforcement du potentiel de production de l'économie afin d'aboutir à terme à une véritable transformation structurelle.

Le présent Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle s'articule autour de deux grandes parties. La première présente la situation économique nationale et les finances de l'Administration publique (administration centrale, entreprises et offices publics) sur les trois dernières années. Quant à la seconde partie, elle met l'accent sur les perspectives économiques et financières à moyen terme (2015-2017).

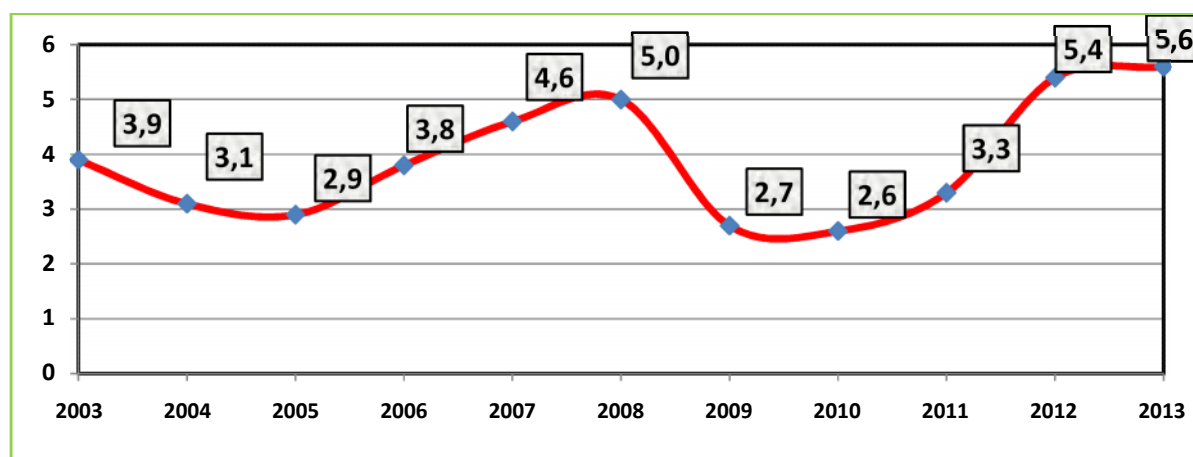
PARTIE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE SUR LA PERIODE 2011-2014.

Cette partie fait le bilan de l'activité économique et financière sur la période 2011-2014. Elle présente d'abord l'évolution de la croissance économique et de l'inflation sur la période 2011-2013, aborde ensuite le retour sur les prévisions de croissance 2014 au regard des développements récents de l'économie nationale et expose enfin la situation des finances publiques sur la période 2011-2014.

1. SITUATION ECONOMIQUE SUR LA PERIODE 2011-2013

La reprise économique enregistrée en 2011, après deux années de ralentissement, s'est consolidée en 2012 et en 2013. Le taux de croissance économique est passé de 3,3% en 2011 à 5,4% en 2012 puis à 5,6% en 2013. L'amélioration de l'activité économique provient principalement de : (i) la hausse de la production de coton avec comme corollaire la bonne tenue des activités d'égrenage et de trituration ; (ii) la bonne tenue des activités de commerce, en lien avec le dynamisme du trafic au port de Cotonou sur la période 2011-2013 ; (iii) la bonne performance observée au niveau des autres services, particulièrement les transports, les télécommunications et les banques.

Graphique 1: Evolution du taux de croissance de 2003 à 2013



La valeur ajoutée du secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) a connu sur la période 2011-2013 un taux de croissance annuel moyen de 6,0% et une contribution moyenne à la croissance

de 2,3% imputable aux mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour relancer la production agricole.

La production cotonnière est passée de 174.000 tonnes au cours de la campagne 2011-2012 à 307.354,785 tonnes en 2013-2014 en lien avec : (i) le rétablissement de la confiance des producteurs de coton du fait de la reprise à titre exceptionnel et transitoire de la gestion de la filière par l'Etat ; (ii) l'augmentation des superficies emblavées ; (iii) le renforcement de l'encadrement des producteurs ; (iv) la hausse du prix au producteur et la baisse du prix des intrants.

La bonne performance de la production vivrière au cours de la période sous revue est consécutive au caractère soutenu de la demande locale et sous-régionale, notamment par la constitution des stocks tampon par l'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA) et à la mise à disposition des producteurs des intrants spécifiques.

Tableau 1 : Taux de croissance par secteur d'activité de 2007 à 2013

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	4,2	3,6	2,5	1,5	5,2	6,4	6,3
Secteur secondaire	3,4	4,4	3,2	3,5	2,8	3,6	4,4
Secteur tertiaire	5,7	7,2	2,6	2,6	2,3	5,4	5,7
Services non marchands	4,6	5,0	4,7	3,3	2,9	4,5	4,4
DTI ET TVA	4,9	5,0	-0,5	5,9	-0,3	5,3	5,8
PIB	4,6	5,0	2,7	2,6	3,3	5,4	5,6

Source: INSAE, février 2014

Au niveau du secteur secondaire (industries extractive et manufacturière, Bâtiments et Travaux Publics, énergies), la valeur ajoutée a enregistré un accroissement annuel moyen de 3,6% et une contribution moyenne à la croissance de 0,5%. L'industrie manufacturière représente environ 60% de la valeur ajoutée du secteur secondaire et est principalement constituée des usines d'égrenage, de trituration et de transformation (moderne et artisanale) de produits agricoles. En conséquence, l'amélioration de la production agricole enregistrée au cours de la période 2011-2013 a contribué au dynamisme du secteur secondaire. En outre, la politique des grands travaux, avec particulièrement la mise en place des infrastructures socioéconomiques, et l'amélioration de l'offre d'eau et d'énergie électrique ont également soutenu la croissance du secteur secondaire.

L'activité au niveau du secteur tertiaire (commerce, transports, télécommunications, banques, assurances et autres services) a connu sur la période 2011-2013, un taux de croissance annuel moyen de 4,4% et une contribution moyenne à la croissance de 1,4%. Cette performance résulte entre autres, du dynamisme au port de Cotonou, qui a enregistré une hausse de plus de 10% de son trafic sur la période sous revue. Par ailleurs, la bonne tenue des activités au niveau des secteurs primaire et secondaire combinée avec la relance des activités au port de Cotonou ont induit une accélération des activités au niveau des autres services, notamment les transports et les télécommunications.

Les services non marchands restent dominés par l'Administration publique. Sur la période 2011-2013, la valeur ajoutée des services non marchands s'est accrue en moyenne de 3,9% par an avec une contribution moyenne à la croissance de 0,4%. Cette dynamique est notamment le résultat des nouveaux recrutements et des versements dans la fonction publique ainsi que de l'augmentation des primes et points indiciaires accordés par le Gouvernement aux travailleurs.

Du côté de la demande, la croissance économique a été soutenue principalement par la consommation, les investissements et le commerce extérieur. La consommation finale tirée par la consommation des ménages (environ 80% du PIB), a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,1% avec une contribution à la croissance de 3,5%. La hausse de la consommation des ménages résulte de l'amélioration des revenus tirés des activités et des avantages salariaux accordés par le Gouvernement aux fonctionnaires de l'Administration publique. En ce qui concerne la consommation de l'Administration publique, elle est restée contenue avec un taux de croissance annuel moyen de 3,7% et ceci en liaison avec la gestion prudente par le Gouvernement des finances publiques. Quant aux investissements, ils ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 19,2% tirés aussi bien par les investissements publics que privés notamment, dans l'exploration et l'exploitation des champs pétrolifères.

S'agissant du commerce extérieur, il a été marqué par une hausse des exportations et des importations de biens et services, particulièrement en 2012 et 2013. Les exportations de biens représentent en moyenne 17,3% du PIB et leur hausse est tirée par l'amélioration de la production du coton fibre et la bonne tenue de la demande extérieure de certains produits, notamment le karité, le bois et les noix de cajou. Les importations de biens représentent en

moyenne 24,7% du PIB et sont majoritairement constituées des produits alimentaires et des biens d'équipements. Sur la période 2011-2013, les importations ont fortement augmenté consécutivement à l'exploration pétrolière qui a nécessité des importations de plates-formes dont le coût est évalué à 445 milliards FCFA en 2013. Par ailleurs, la hausse des importations de biens s'explique aussi par l'amélioration de la consommation des ménages et de la demande nigériane des produits alimentaires, en particulier le riz, les huiles alimentaires, les viandes et les abats.

Tableau 2 : Taux de croissance des éléments de la demande de 2007 à 2013

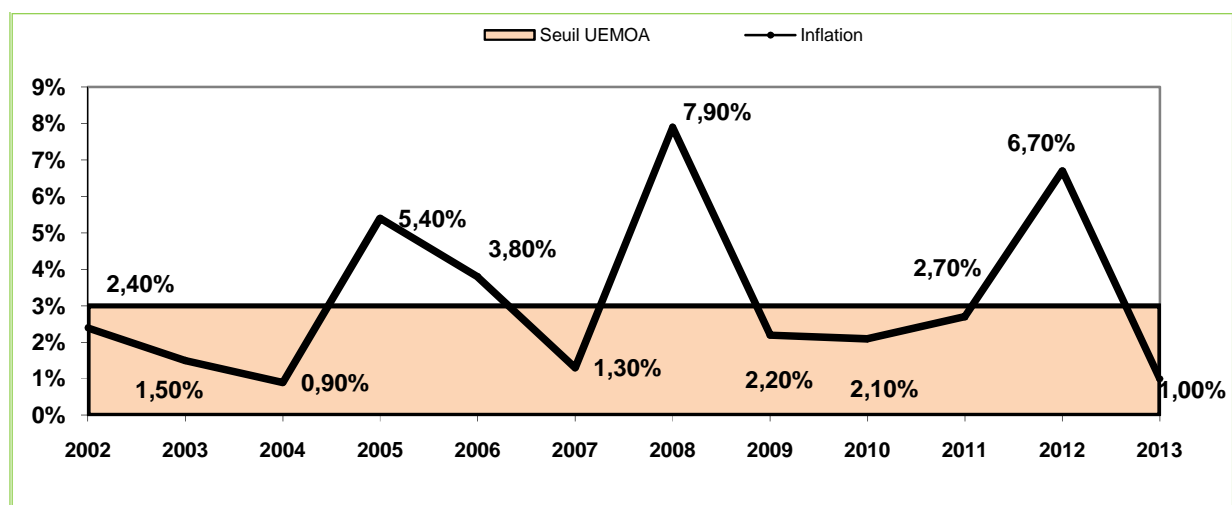
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB	2,7	5,0	2,7	2,6	3,3	5,4	5,6
Consommation finale	2,8	3,8	3,2	3,1	3,0	4,6	4,7
Ménages	2,6	3,6	3,0	3,1	3,1	4,7	4,8
Administration	4,1	4,9	4,6	2,9	2,7	4,3	4,2
Formation Brute de Capital	4,4	3,2	4,1	-4,2	4,7	11,6	41,4
FBCF	6,0	8,3	2,6	-5,9	5,4	4,6	45,0
Privée	6,7	8,3	-10,3	2,6	2,1	6,8	74,8
Publique	5,0	8,3	21,6	-15,1	9,8	1,9	7,1
Exportations	13,3	11,0	-5,0	2,9	-1,1	9,0	12,0
Importations	8,0	7,0	-3,0	0,8	-1,0	10,0	27,5

Source : INSAE, février 2014

En lien avec l'évolution des exportations et des importations de biens, la balance commerciale est ressortie déficitaire sur toute la période, passant de 7,5% du PIB en 2011 à 15,8% du PIB en 2013. Tout comme la balance commerciale, la balance courante est restée déficitaire et ce malgré l'augmentation constante des transferts courants vers le Bénin, en particulier les transferts de fonds des migrants. Le déficit courant représente 15,8% du PIB en 2013 contre 7,1% en 2011. Quant au solde global de la balance des paiements, il bénéficie de l'afflux important des Investissements Directs Etrangers (IDE) liés entre autres à l'exploration pétrolière et dans une moindre mesure à l'amélioration du niveau des aides publiques au développement ainsi qu'aux investissements privés. En somme, le solde global ressort excédentaire et représente 2,4% du PIB en 2013 et 1,8% en 2012 contre un déficit de 0,3% du PIB en 2011.

A l'exception de l'année 2012, l'inflation a été contenue dans la limite des 3% prescrite par les critères de convergence de l'UEMOA. Le taux d'inflation est de 2,7% en 2011 et de 1,0% en 2013 contre 6,7% en 2012. Cette envolée des prix observée en 2012 est induite par la réduction d'environ 50% des subventions à l'essence au Nigeria en janvier 2012 avec pour corollaire une flambée du prix de l'essence vendue dans le secteur informel au Bénin, une hausse des coûts de transport et des autres biens et services. Quant à la détente des prix en 2012 et en 2013, elle résulte principalement de la disponibilité des produits alimentaires, notamment les vivriers.

Graphique 2: Evolution du taux d'inflation de 2002 à 2013



Sur la période sous revue, la situation monétaire s'est caractérisée par : (i) une consolidation des Avoirs Extérieurs Nets (AEN) avec une hausse de 23,4% entre 2011 et 2013, conséquence du solde global excédentaire de la balance des paiements ; (ii) une augmentation de 17,7% du crédit intérieur constitué du crédit à l'économie et de la Position Nette du Gouvernement (PNG). Le crédit à l'économie s'est accru de 21,0% entre 2011 et 2013, témoignant ainsi du rôle important des institutions financières pour le financement du secteur privé. En ce qui concerne la PNG, elle est créditrice et s'est consolidée vis-à-vis du système bancaire en s'établissant à 140,4 milliards FCFA à fin 2013 contre 95,4 milliards FCFA à fin 2011. Au total, la masse monétaire a enregistré une augmentation de 24,8% au cours de la période sous revue en s'établissant à 1721,71 milliards FCFA en 2013 contre 1469,48 milliards FCFA en 2011.

2. RETOUR SUR LES PREVISIONS DE CROISSANCE 2014

La conjoncture économique au premier semestre a été entre autres marquée par la grève généralisée dans l'Administration publique, le délestage électrique et les activités de commercialisation et d'égrenage decoton-graine.

La grève dans l'Administration publique a démarré en janvier 2014 et s'est poursuivie jusqu'à mi-avril 2014. Elle se caractérise par trois jours de cessation d'activités, dans la plupart des administrations, sur les cinq jours ouvrés que compte la semaine. Elle a entraîné un ralentissement de l'activité au niveau des écoles, des collèges et lycées, des universités, des hôpitaux, de l'administration centrale des finances et la justice. En conséquence, les effets de premier tour de la grève se ressentent sur la qualité des services publics et donc sur les services non marchands. Les effets de second tour sur l'économie nationale sont relativement faibles, car les régies financières n'avaient pas observé les mouvements de grève. Au total, l'effet global de la grève de l'Administration publique au premier trimestre 2014 reste faible sur la croissance économique.

Le premier trimestre 2014 a également connu une aggravation du délestage électrique induite par la baisse de l'offre d'énergie. Cette crise énergétique pourrait affecter la dynamique économique par plusieurs canaux dont notamment : (i) la hausse de la production propre de la SBEE avec pour conséquence une baisse de ses marges ; (ii) la hausse des coûts de production des entreprises en raison d'une utilisation plus accrue des groupes électrogènes ; (iii) l'embellie du commerce de vente des groupes électrogènes.

S'agissant de la commercialisation du coton, les statistiques à la date du 8 juin 2014 font état de 307.354,785 tonnes decoton-graine réceptionnées au niveau des usines d'égrenage contre une prévision initiale de 350.000 tonnes.

Au regard de l'évolution de la conjoncture au 1^{er} semestre 2014, le taux de croissance pour l'année 2014 s'établirait à 5,7% contre 6,5% initialement prévu. Le cadrage détaillé est présenté à l'annexe 4.

La croissance économique en 2014 serait soutenue par :

- **la hausse de la production de coton** : pour la campagne 2014-2015, la production de

coton est projetée à 350.000 tonnes contre une estimation de 307.354,785 tonnes en 2013, soit une hausse de 14,0%. L'amélioration de la production cotonnière sera induite par : (i) les incitations accordées aux producteurs (prix du coton-graine et des intrants attractifs) ; (ii) le renforcement de l'encadrement visant un meilleur respect des itinéraires techniques ; (iii) la mise en place en quantité suffisante et à bonne date des intrants de qualité nécessaires à la production ; (iv) le paiement à bonne date des producteurs et (v) l'amélioration des conditions de stockage des intrants.

- **l'accroissement de la production agricole hors coton**, notamment par une meilleure mise en place des intrants spécifiques, l'adoption de technologies améliorées par les producteurs, le développement et la réhabilitation des infrastructures d'irrigation et de stockage, la poursuite de la mise en valeur des vallées ;
- **l'activité des industries manufacturières devrait bénéficier de la campagne agricole 2013-2014**. La valeur ajoutée de ce sous-secteur serait notamment soutenue par : (i) l'amélioration de l'activité d'égrenage de coton, du fait de l'augmentation de 27,5% de la production cotonnière lors de la campagne 2013/2014 ; (ii) la hausse de la transformation artisanale des produits agricoles en raison de la hausse de la production vivrière en 2014.
- **la dynamisation des BTP** En lien avec les grands travaux routiers¹ en cours. En dehors des routes et autres infrastructures socio-économiques publiques, d'autres grands chantiers ouverts par le secteur privé devraient contribuer à dynamiser ce secteur en 2014, à savoir la construction en cours d'un hôtel 5 étoiles « Marriott hôtel » et de deux hôtels 4 étoiles « Golden Tulip » et « Chain hôtel »² à Cotonou, etc.
- **la promotion de l'installation des Petites et Moyennes Industries (PMI) de transformation des produits agricoles** par : (i) la mise en place d'une mode de gestion intégrant le secteur privé pour les 6 usines de transformation ; (ii) le renforcement de l'unité de gestion du programme de mise à niveau des industries.

¹ Les routes Godomey-Hillacondji, Akassato-Bohicon, la route des pêches et ses bretelles d'accès, la route Pahou-ToriBossito-Allada, la route Parakou-Béroubouay, la route Savè - Oké Owo, la route frontière Burkina – Kérékou – Banikoara – Kandi – Ségbana - Frontière Nigéria, etc

² Le coût des investissements hôteliers est de 69 milliards FCFA : Marriott hôtel : 50 milliards, Chain hôtel : 10 milliards FCFA et Golden Tulip : 9 milliards FCFA.

- **le démarrage de la production de ciment par la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE) devrait conduire à une densification du tissu industriel béninois.** Il faut rappeler que cette nouvelle industrie a une capacité de production d'environ 1.300.000 tonnes de ciment et a nécessité un investissement d'environ 150 milliards FCFA. La construction de cette nouvelle cimenterie induit au moins un doublement de la capacité de production nationale en ciment.
- **l'accroissement du trafic au Port de Cotonou et du commerce extérieur** en lien avec l'amélioration de la fluidité du trafic à l'intérieur du Port, le renforcement de la sécurité dans l'enceinte portuaire et la réduction des délais de traitement des conteneurs afin de renforcer le positionnement du Port par rapport aux pays de l'hinterland et continuer de capter une partie du trafic destiné au Nigeria.
- **l'amélioration de la qualité des services administratifs** par : (i) le recrutement de nouveaux agents suite au départ massif à la retraite ; (ii) l'interconnexion des services de l'Administration publique. Toutes choses qui impacteraient positivement le sous-secteur des services non marchands. Cependant, la grève de l'Administration publique devrait contribuer à réduire la contribution des services non marchands à la croissance.
- **le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale**, à travers la généralisation de l'IFU ainsi que la mise en œuvre du Programme de Certification des Valeurs (PCV), qui contribueraient à relever le niveau des recettes fiscales et douanières. La poursuite des réformes engagées au niveau des différentes régions, notamment la stratégie de réforme 2013-2016 de l'administration des douanes et le plan d'orientation de la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID). Les droits et taxes à l'importation ainsi que la TVA bénéficieront ainsi de la bonne tenue du commerce extérieur et du dynamisme des régions financières dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Tableau 3: Croissance sectorielle en 2014

	2013	2014	
		Prévisions initiales	Prévisions révisées
Secteur Primaire	6,4	6,5	5,3
Agriculture	7,5	7,6	6,0
Elevage	3,2	3,5	3,2
Pêche et forêts	3,2	3,2	3,2
Secteur secondaire	4,4	7,6	6,9
Industries extractives	3,4	8,8	4,5
Industries manufacturières	4,8	7,3	8,6
Energies	4,8	6,5	4,5
BTP	3,4	8,8	4,5
Secteur Tertiaire	5,7	6,3	6,2
Commerce	6,4	7,5	6,7
Transports et télécoms	5,8	6,0	6,6
Banques et Assurances	4,4	5,3	5,2
Autres services	4,8	5,0	5,4
Services non Marchands	4,4	5,8	4,2
DTI et TVA intérieure	5,8	5,8	5,6
Total PIB	5,6	6,5	5,7

Source : DPC-DAGE, avril 2014.

En 2014, l'inflation devrait rester contenue dans la limite des 3% en liaison avec la disponibilité des produits alimentaires. Ainsi, il est prévu un taux d'inflation moyen de 2,0%, inférieur à la norme communautaire de 3,0%.

La balance des paiements se caractériserait, en 2014 par un accroissement de 8,0% des exportations de biens en lien avec la bonne campagne cotonnière et une baisse de 24,3% des importations. En lien avec l'évolution des exportations et des importations, le déficit commercial ressortirait à 4,4% du PIB contre 15,8% du PIB en 2013. Le déficit courant quant à lui ressortirait à 4,8% du PIB contre 15,8% du PIB un an plus tôt. Le solde global devrait ressortir excédentaire à 4,1% du PIB contre 2,4% du PIB un an plus tôt.

La situation monétaire enregistrerait en 2014, une hausse de 8,5%, tirée aussi bien par l'accroissement du crédit intérieur que des avoirs extérieurs nets du système bancaire.

3. SITUATION FINANCIERE SUR LA PERIODE 2011-2014

Cette section aborde les finances de l'Etat dans sa globalité, notamment le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE), la situation financière des entreprises et offices d'Etat, les finances locales et la situation de la sécurité sociale.

3.1.Opérations financières de l'Etat de 2011 à 2013

Les opérations financières de l'Etat ont été caractérisées par la hausse des recettes et des dépenses sur la période 2011-2013.

L'amélioration des recettes publiques est imputable à la bonne performance enregistrée dans la mobilisation des recettes aussi bien fiscales que non fiscales. Les recettes publiques sont ressorties en 2013 à 795,4 milliards FCFA représentant 19,4% du PIB contre 605,6 milliards FCFA, soit 17,6% du PIB en 2011. Les performances enregistrées au niveau des recettes douanières sont en lien avec : (i) le relèvement des valeurs dites consensuelles au niveau de certains produits notamment le riz, les viandes et abats comestibles et les huiles alimentaires ; (ii) la hausse des frais d'escorte des véhicules d'occasion qui sont passés de 25.000 FCFA à 47.000 FCFA ; (iii) le renforcement de la lutte contre la fraude ; (iv) la lutte contre la vente de l'essence frelatée en 2013 ; (v) la mise en place du guichet unique au port de Cotonou. Les recettes des Impôts sont tirées par : (i) la bonne tenue de la conjoncture nationale, ce qui s'est traduit par l'excellent comportement de l'Impôt sur les Sociétés (IS), l'Acompte sur Impôt assis sur les Bénéfices (AIB) intérieur, l'AIB au cordon douanier, la Taxe sur les Véhicules des Sociétés (TVS) et l'Acompte Forfaitaire Spécial (AFS) ; (ii) le renforcement des contrôles fiscaux et l'intensification des actions de recouvrement sur toute l'étendue du territoire national. Le taux de pression fiscale³ est passé de 15,5% en 2011 à 16,3% en 2013, en deçà de la norme communautaire de 17% prescrite par l'UEMOA.

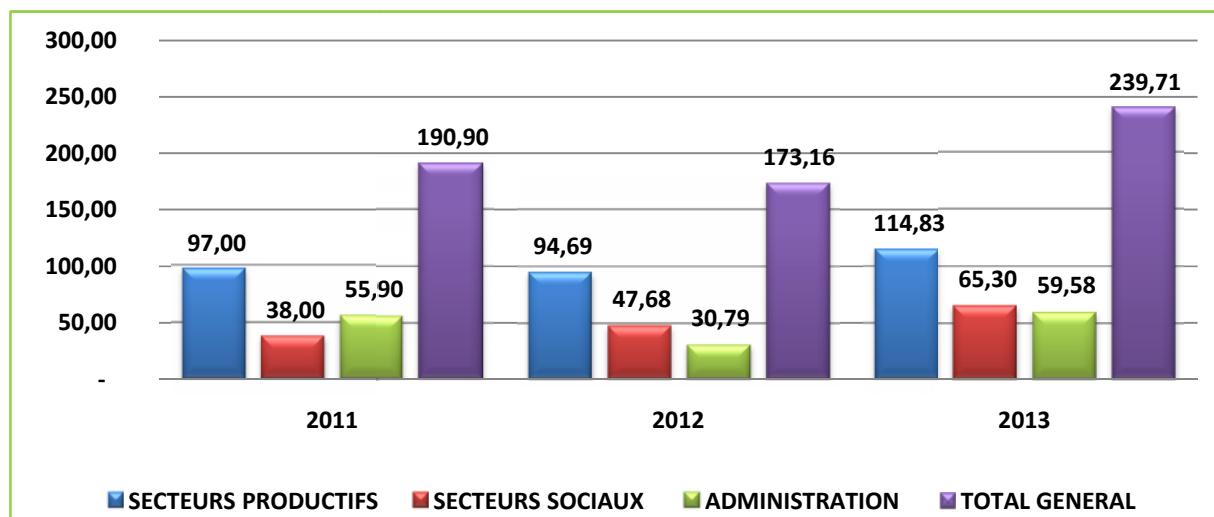
Les recettes non fiscales ont connu sur la période 2011-2013 un accroissement pour s'établir à 127,3 milliards FCFA représentant 3,1% du PIB en 2013 contre 70,9 milliards FCFA, soit 2,1% du PIB en 2011 en liaison avec l'acquisition de la licence 3G par deux opérateurs de téléphonie mobile de norme GSM (Spacotel Bénin et Etisalat Bénin).

³La pression fiscale est le rapport entre les recettes fiscales et le PIB nominal. Elle traduit l'effort de recouvrement des recettes fiscales de l'Etat pour faire face à ses charges.

Les dépenses publiques ont évolué à la hausse sur la période sous revue en passant de 754,7 milliards FCFA représentant 21,9% du PIB en 2011 à 952,0 milliards FCFA, soit 23,2% du PIB en 2013. La hausse des dépenses publiques s'explique en grande partie par les dépenses courantes en particulier les dépenses de transfert et les dépenses de fonctionnement. La hausse des dépenses de transferts s'explique entre autres par le suivi particulier et la priorisation des dépenses sociales. En ce qui concerne les dépenses de personnel, leur accroissement est imputable : (i) au reversement des agents contractuels dans la fonction publique ; (ii) à la revalorisation de 25 points de pourcentage de l'indice de traitement des agents de l'Etat en service au Ministère de l'Economie et des Finances et dans les autres ministères ; (iii) à l'octroi de primes à d'autres catégories d'agent, notamment la santé et l'enseignement supérieur. Elles représentent en 2013, 44,9% des recettes fiscales contre une norme communautaire de 35%.

Les dépenses en capital ont également contribué à la hausse des dépenses publiques, principalement en 2011 et 2013 où elles sont ressorties respectivement à 226,6 milliards FCFA (6,7% du PIB) et 288,1 milliards FCFA (7,0% du PIB), conséquence des grands travaux en cours. De même, sur la période 2011 – 2013, le montant du Programme d'Investissement Public (PIP) s'est accru de 25,6%, passant de 190,0 milliards FCFA en 2011 à 239,7 milliards FCFA en 2013. Ce résultat s'explique essentiellement par d'importants investissements dans les secteurs sociaux avec un accroissement de 71,8% portés par l'Environnement où les investissements ont doublé (206,7%), l'Education (125,0%), et les autres secteurs sociaux (78,1%), notamment la Microfinance. Les secteurs productifs ont été moins performants avec un accroissement de 18,4%, tirés essentiellement par le secteur rural (206,7%), l'eau et l'électricité (27,7%) et les services (20,1%). Au cours cette période, les investissements au profit de l'Administration se sont accrus de 6,6%.

Graphique 3: Evolution de la réalisation financière du PIP par grand secteur (en milliards de FCFA)



En lien avec l'évolution des recettes et des dépenses publiques, le déficit budgétaire base ordonnancement est ressorti en pourcentage du PIB à 3,8% en 2013 contre 2,4% en 2012 et 4,3% en 2011. Ce déficit est financé dans une large proportion sur la base des dons et prêts projets couplés avec le financement bancaire.

L'encours de la dette a connu une évolution à la baisse, en ressortant à 924,9 milliards FCFA en 2013 contre 895,37 milliards FCFA en 2011. En pourcentage du PIB, la dette publique est passée de 26,0% en 2011 à 22,6% en 2013, très en deçà de la norme communautaire de 70%. Le niveau de la dette est tiré aussi bien par la dette extérieure que par la dette intérieure.

S'agissant du service assuré de la dette publique, il présente la même tendance que l'encours. Il est ressorti à 84,7 milliards FCFA en 2013 contre 65,61 milliards FCFA en 2011. En pourcentage du PIB, il représente en moyenne 2,1%.

L'existence ces dernières années d'un marché financier régional offre aux pays de l'UEMOA et en particulier le Bénin, la possibilité de mobiliser des financements en complément de ceux obtenus auprès des partenaires techniques et financiers. Dans ce cadre, le Bénin émet des titres à court terme (bons du Trésor) et à moyen et long termes (emprunts obligataires). Ainsi, le montant des interventions de l'Etat sur le marché monétaire avoisine 240 milliards FCFA chaque année pour les bons du Trésor et le montant total des emprunts obligataires émis par l'Etat depuis 2007 s'élève à 255 milliards de FCFA. Les bons du Trésor sont émis à des taux variables (taux

moyen pondéré varie entre 5,8% et 6,5%) et ont une maturité d'un an et les emprunts obligataires ont des taux d'intérêt fixes compris entre 6% et 6,5% avec des maturités variant entre 5 et 10 ans.

3.2.Prévisions des opérations financières de l'Etat pour 2014

En 2014, les recettes publiques connaîtraient une hausse de 3,4% par rapport à 2013 pour ressortir à 822,7milliards FCFA. En pourcentage du PIB, elles représenteraient 18,6% contre 19,4% en 2013 en lien avec le repli des recettes non fiscales et les difficultés de mobilisation des recettes à la Douane. Les recettes douanières connaîtraient une hausse de 5,7% par rapport à 2013 sous l'effet de : (i) la généralisation du recours systématique par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) à l'IFU et l'arrêt de l'utilisation de numéros non spécifiques au niveau du SYDONIA++ ; (ii) l'opérationnalisation du module transit de SYDONIA++ entre le Port de Cotonou et toutes les unités douanières frontalières ; (iii) le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Les recettes des impôts enregistreraient un accroissement de 14,4% par rapport à 2013, tirées par (i) la poursuite de la réforme de la fiscalité personnelle et la généralisation de l'IFU à tous les opérateurs économiques, notamment aux postes de Douane ; (ii) le développement d'un système informatique complet intégré en vue d'accélérer les procédures et de limiter la fraude ; (iii) la dynamisation du contrôle de la Taxe Unique sur Transports Routiers (TUTR) ; (iv) le renforcement du contrôle.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ressortiraient à 90,7 milliards FCFA, en baisse de 28,8% par rapport à 2013. Cette baisse des recettes non fiscales est imputable au fait qu'en 2014, le Gouvernement ne projette pas la vente de nouvelles licences 3G.

Les dépenses publiques ressortiraient en 2014 à 927,2 milliards FCFA, en baisse de 2,6% par rapport à 2013. Cette baisse des dépenses est imputable à la maîtrise des dépenses de fonctionnement par rapport à 2013. Les dépenses de personnel pourraient connaître une hausse de 3,2% en relation avec les glissements catégoriels et les avantages accordés aux fonctionnaires de l'Etat, notamment la poursuite de la mise en œuvre de l'accord du 11 août 2011. Les dépenses en capital ressortiraient, quant à elles, en hausse de 2,3% par rapport à 2013, induite par la poursuite des grands travaux.

Le déficit budgétaire connaîtrait un repli en ressortant à 2,4% du PIB en 2014 contre 3,8% un an plus tôt. Ce déficit sera financé, tout comme les années précédentes, par les prêts et les dons projets, les appuis budgétaires et le recours au marché financier sous régional. Pour 2014, il est prévu un montant d'endettement de 1 237,31 milliards FCFA. Il représenterait 29,7% du PIB.

Tableau 4: Evolution des finances publiques de 2011 à 2014

	Réalisation		Prévision
	2012	2013	2014
Recettes totales	722,5	795,5	822,7
Recettes Fiscales	598,1	668,2	732,0
Douanes	318,1	371,6	392,8
Impôts	280,1	296,5	339,2
Recettes non fiscales	124,4	127,3	90,7
dont Trésor	95,3	93,3	56,7
Dépenses totales	815,8	952,0	927,2
Dépenses de personnel	279,4	300,3	310,0
Pensions et bourses	55,5	61,2	67,5
Transferts courants	124,5	132,3	136,6
Autres dépenses	110,0	119,0	110,4
Investissement public	217,3	288,1	294,8
Contribution budgétaire	129,6	133,8	158,6
Ressources extérieures	87,7	154,3	136,2
Intérêts	23,1	19,9	26,6
Dettes intérieure	12,5	10,1	10,8
Dettes extérieure	10,6	9,8	15,8
Prêts nets	6,0	31,2	-18,7
Déficit global (base ordonnancement)	-93,2	-156,6	-104,6
Dépenses en % PIB	21,3	23,2	21,0
Investissement public en % PIB	5,7	7,0	6,7
Déficit ord. en % PIB	-2,4	-3,8	-2,4
Solde budgétaire de base (% PIB)	0,0	0,2	0,3
Taux de pression fiscale (%)	15,6	16,3	16,6
PIB	3851,0	4104,2	4413,0

Source : CSPEF/ DGAE, avril 2014

3.3.Situation financière des entreprises publiques⁴

Le portefeuille de l'Etat comporte 162 entreprises publiques et offices d'Etat⁵. Les données ne sont disponibles que pour vingt-sept (27) entreprises dont 13 entreprises publiques à caractère économique et 14 offices à caractère social, culturel et scientifique.

Au niveau des entreprises publiques, l'Etat a accordé en 2011 une subvention de 73,24 milliards FCFA, soit 49,2% du déficit budgétaire de cette année, et a bénéficié d'une contribution au budget de 5,6 milliards FCFA. En outre, l'analyse du bénéfice net révèle que les entreprises publiques sont, pour la plupart soit déficitaires, soit dégagent des bénéfices peu conséquents.

S'agissant des offices à caractère social, culturel et scientifique, ils ont reçu une subvention de 18,8 milliards FCFA contre 238,8 millions pour la contribution au budget de l'Etat. En matière de bénéfice net, trois (3) offices ont été déficitaires. Pour les offices ayant réalisé des marges bénéficiaires, le bénéfice le plus élevé est inférieur à 1 milliard FCFA.

Par ailleurs, la plupart des entreprises publiques et offices d'Etat traînent d'importantes créances vieilles de plusieurs années. **Ce qui suggère que les structures de recouvrement soit n'existent pas au sein des dites entreprises, ou lorsqu'elles existent, ne sont pas efficaces.**

La contre-performance enregistrée dans la gestion des entreprises publiques est l'une des causes profondes qui ont suscité des réformes structurelles en leur sein. Ces réformes sont axées en général sur un partenariat public privé dans lequel l'Etat marque sa présence dans l'actionnariat. Les réformes entreprises ont permis d'aboutir à :

- la cession de l'outil industriel de la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA) ;
- la cession des parts du Bénin dans la Société des Ciments d'Onigbolo (SCO).

Plusieurs autres réformes sont en cours notamment :

- la réforme du secteur de l'énergie par l'assainissement de la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE) et la création d'une société publique de patrimoine chargée de réaliser

⁴La situation des entreprises publiques n'est disponible que pour l'année 2011.

⁵ Voir l'annexe 1 pour la liste des sociétés et offices d'Etat.

les investissements et de les entretenir ainsi que d'une société mixte de gestion, chargée de la distribution et dont le capital social sera cédé à hauteur de 51% ;

- la réhabilitation de l'Organisation Commune Bénin-Niger des Chemins de Fer (OCBN) et la réalisation du projet dénommé « La boucle ferroviaire Cotonou-Niamey-Ouaga-Abidjan-Lomé ». Il est envisagé la création d'une société multinationale au capital de 70 milliards FCFA dont 10% pour chacun des deux Etats (Benin et Niger), 20% pour leur secteur privé respectif et 40% pour le partenaire stratégique, en l'occurrence, le groupe BOLLORE ;
- la réforme de la Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP) en vue de sa transformation en Société d'économie mixte suite à un audit ;
- l'ouverture à hauteur de 80% du capital de Libercom à un opérateur télécom privé international et l'assurance de l'équilibre financier à Bénin Télécom SA par l'annulation de ses dettes qui se chiffrent à 200 milliards FCFA.

Tableau 5: Situation des entreprises publiques et offices d'Etat au 31 décembre 2011 (en milliards FCFA)

Structures	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Bénéfice net	Situation nette	Contribution versée	Total subventions reçues
Entreprises à caractère économique						
SONEB	16,61	9,28	1,57	42,41	0,56	28,71
SBEE	98,03	25,03	1,40	18,67	1,48	20,86
CNCB	7,56	2,45	0,81	7,12	1,01	0,00
LNB	8,40	1,65	0,28	3,55	0,72	0,00
SOBEMAP	13,96	9,57	0,23	15,61	0,52	0,00
ONAB	3,29	0,99	0,17	11,04	0,01	5,43
CNERTP	0,91	0,54	0,06	0,63	0,07	0,00
COBENAM	0,89	0,49	0,02	2,51	0,03	0,00
SMTP	0,18	0,09	-0,18	0,08	0,01	1,02
SITEX	0,45	-0,04	-0,26	-3,42	0,03	0,00
LPB SA	5,54	1,91	-1,60	-16,02	0,01	0,00
BTSA	30,60	19,30	-6,02	88,53	0,55	0,13
PAC	17,73	5,15	-8,74	21,87	0,60	17,10
Total 1	204,15	76,42	-12,26	192,56	5,60	73,24
Offices à caractère social, culturel et scientifique						
CAME	7,70	1,28	0,70	5,85	0,01	0,26
CNSR	1,80	1,05	0,45	3,41	0,20	0,08
FNE	0,53	0,48	0,43	1,39	0,00	0,11
ONS	0,00	-0,14	0,38	1,52	0,00	0,21
IGN	0,91	0,73	0,24	1,50	0,00	0,26
ORTB	1,81	1,88	0,04	9,05	0,00	12,44
ANPE	0,01	0,29	0,03	0,22	0,00	1,40
OBRGM	0,29	0,22	0,02	1,20	0,00	0,54
CeRPA Zou-Collines	0,00	0,99	0,02	0,67	0,02	1,59
ABP	0,02	0,02	0,01	0,03	0,00	0,07
CEPAG	0,05	0,04	0,00	0,10	0,00	0,10
ABePEC	0,05	0,11	-0,01	0,08	0,00	0,68
ONASA	1,71	-0,54	-0,57	-0,23	0,01	1,07
Total 2	7,17	5,13	1,04	18,94	0,24	18,54

Source : DGCPE sur la base des documents reçus des entreprises publiques.

- la cession de 31,5% des parts détenues par l'Etat dans le capital social de la SODECO aux producteurs, le grand public béninois, les collectivités locales et le personnel de la SODECO ;

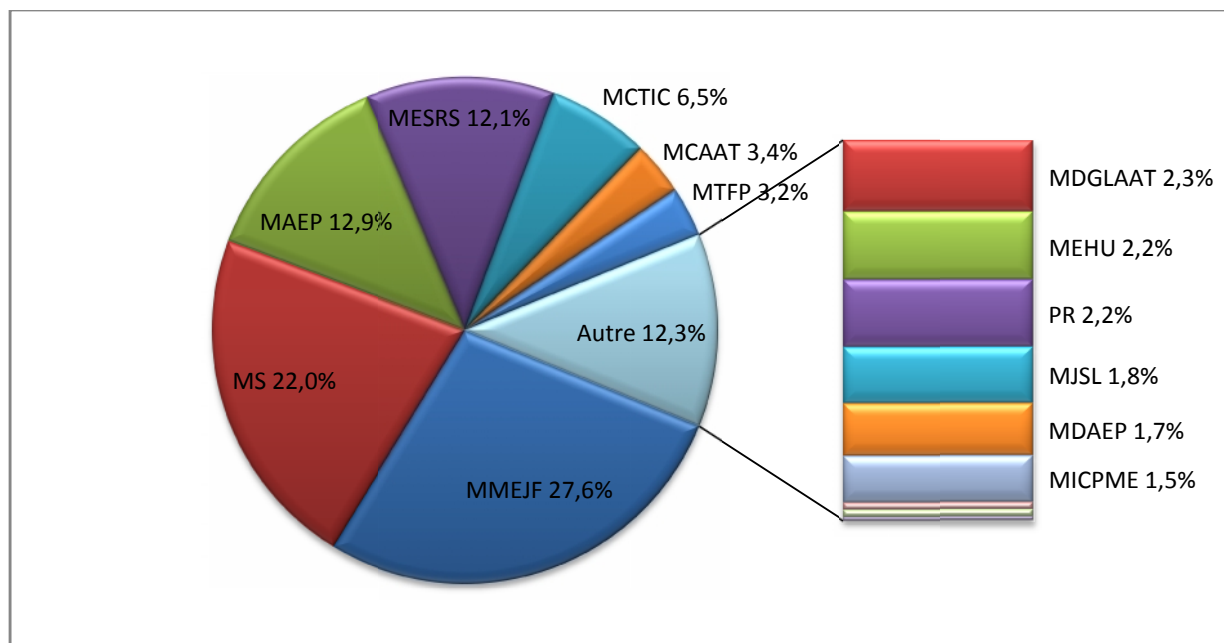
- la fusion du Guichet Unique de Formalisation des Entreprises (GUFÉ), le Centre de Promotion des Investissements (CPI) et l'Agence Béninoise de Promotion des Echanges Commerciaux (ABePEC) pour créer l'Agence pour la Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX) ;
- la transformation des Délégués du Contrôle Financier (DCF) en Contrôleur Budgétaire (CB) en vue de renforcer le contrôle au niveau des offices. Tous les Etablissements Publics à caractère Administratif (EPA) seront regroupés et dotés de CB ;
- l'actualisation de la loi 94-009 du 28 juillet 1994 portant création, organisation et fonctionnement des Offices à caractère social, culturel et scientifique sera actualisée pour tenir compte de cette réforme.

3.4. Contribution financière de l'Etat aux établissements à caractère public

Au niveau du budget général de l'Etat, 94 établissements à caractère public ont été identifiés comme bénéficiant de subventions du Gouvernement. Entre 2011 et 2013, ils ont reçu de la part de l'Etat 87,6 milliards FCFA. Ces ressources sont principalement orientées vers les secteurs suivants : (i) la santé avec la gratuité de la césarienne, la vaccination et les soins de santé primaire, la subvention au CNHU ; (ii) l'enseignement supérieur avec les transferts aux centres des œuvres universitaires et sociales ; (iii) l'agriculture à travers le financement de l'ONASA, la mécanisation agricole et les aménagements hydro-agricoles ; (iv) la communication avec l'appui à l'ORTB ; (v) la micro finance et la promotion de l'emploi avec le Fonds National de Micro finance et le Fonds National pour la Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes.

Dans le budget 2014, le montant de transfert aux établissements à caractère public est évalué à 35,1 milliards FCFA contre une réalisation de 31,5 milliards FCFA en 2013, soit une hausse de 11,5%. Cette augmentation se justifie entre autres par la création de l'Agence des Grands Travaux, le renforcement des transferts à certains établissements tels que l'ORTB, l'Agence Nationale d'Assurance Maladie, le Fonds d'Aide à la Culture, le FNDJSP, l'OBSVJ ...

Graphique 4: Structure de la contribution financière de l'Etat aux établissements à caractère public par ministère sur la période 2011-2014



3.5. Situation de la sécurité sociale

La sécurité sociale au Bénin est gérée par deux entités distinctes : (i) la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), sous tutelle du Ministère en charge de la fonction publique, régie par la loi N°098-019 du 21 mars 2003⁶ portant code de sécurité sociale en République du Bénin et (ii) le Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) régie par la loi n°86-014 du 26 septembre 1986⁷ portant Code des pensions civiles et militaires de retraite et sous tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances.

L'effectif des assurés affiliés à la CNSS est passé de 208.928 en 2011 à 239.708 en 2014, soit un accroissement de 14,7%. De même, l'évolution des employeurs affiliés à la CNSS a enregistré une hausse de 9,8% entre 2011 et 2014.

⁶Les députés ont procédé le 27 janvier 2010 à l'adoption de la loi N°2007-02 du 26 mars 2007 portant modification des dispositions des articles 10, 89,93,94,95 et 101 de la loi N° 98-019 du 21 mars 2003 portant code de sécurité sociale en République du Bénin et le code maritime.

⁷ Cette loi a été modifiée par plusieurs autres textes dont la dernière est la Loi n°2005-43 du 26 juin 2006 portant statut général des personnels militaires des forces armées béninoises

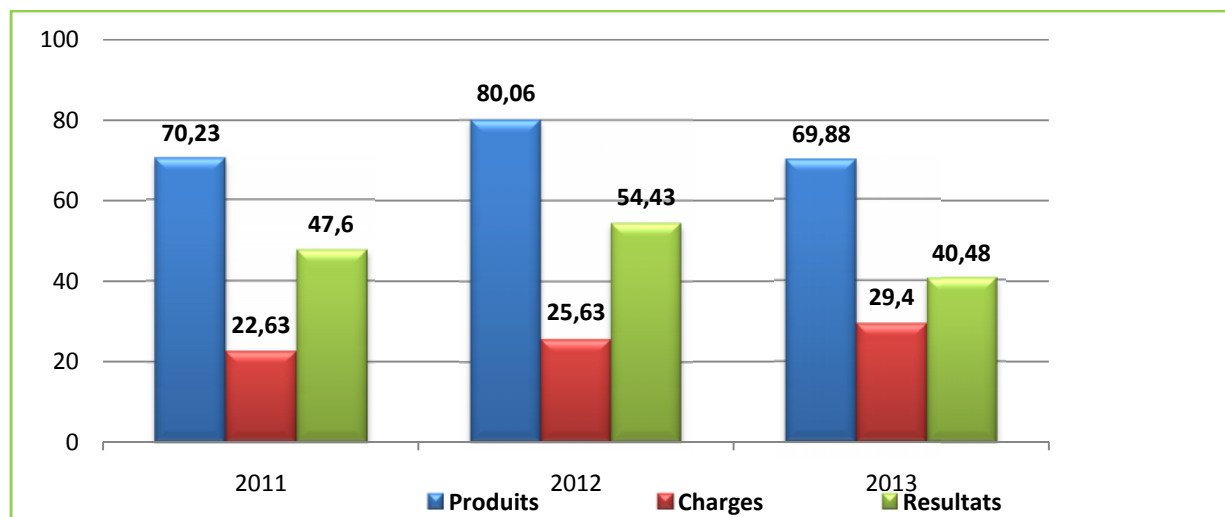
Graphique 5: Evolution des assurés et des employeurs affiliés à la CNSS de 2011 à 2014



Les produits de la CNSS ont évolué sur la période 2011- 2014 suivant une tendance erratique. Ils sont constitués des cotisations, des revenus immeubles de rapport, des reprises de provisions, des produits financiers et des autres produits. Les cotisations représentent la proportion la plus importante des produits.

Quant aux charges, elles ont évolué selon une tendance haussière. Elles sont constituées des charges techniques, des charges de personnel, des charges de fonctionnement, des dotations aux amortissements et provisions et des charges financières. Les charges techniques représentent plus de 70% des charges totales.

Graphique 6: Evolution des produits et charges de la CNSS de 2011 à 2013



De l'évolution des produits et charges de la CNSS, il se dégage sur la période 2011-2013, des résultats excédentaires supérieurs à 40 milliards FCFA.

En ce qui concerne le FNRB, ses dépenses sont essentiellement constituées de dépenses de fonctionnement et de dépenses de transferts aux ménages (arrérages de pensions et frais des soins médicaux des pensionnés). Les transferts aux ménages représentent environ 99% des dépenses du FNRB dont 95% pour les arrérages de pensions et 4% pour les frais médicaux. Les dépenses du FNRB sont passées de 40,6 milliards FCFA en 2011 à 50,3 milliards FCFA en 2013, soit une augmentation de 23,8% imputable au départ massif à la retraite enregistré ces dernières années. En 2014, les charges sont projetées à 48,7 milliards FCFA, en baisse comparativement à 2013.

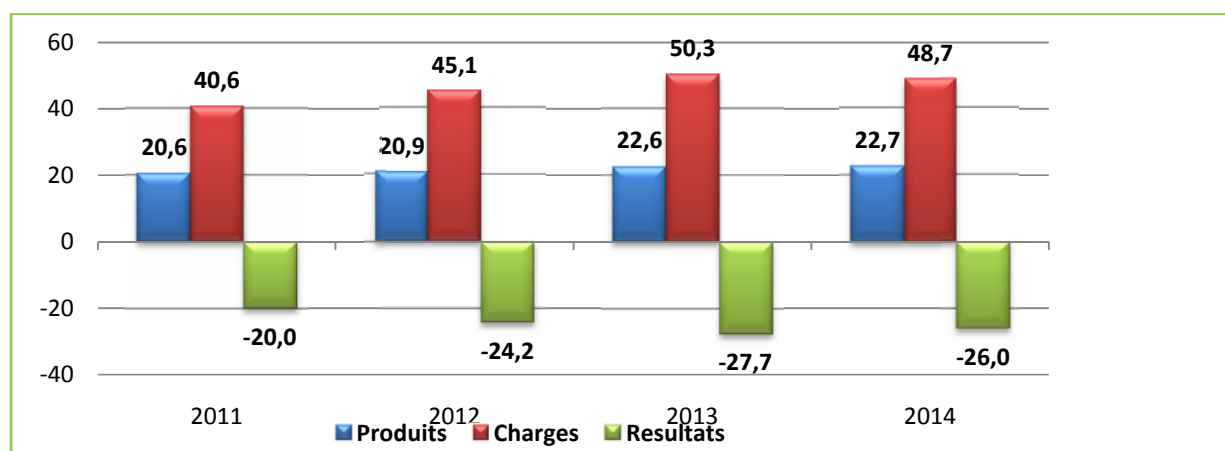
Les recettes du FNRB sont de deux sortes à savoir : les cotisations prélevées sur les salaires et les validations de services. Les cotisations sociales sont composées des versements de la part des employeurs et ceux des fonctionnaires. Ces versements concernent les fonctionnaires qui émargent au Budget National et ceux qui sont en détachement dans les sociétés et autres organismes. Elles représentent en moyenne 86% du total des recettes du FNRB. La validation de services concerne tous les agents qui ont connu une situation précaire avant leur titularisation dans leur emploi dans la fonction publique. Aujourd'hui, elle est dotée d'un champ d'application plus large par la mise en application de la loi n°2005-24 du 08 septembre 2005 modifiant et complétant la loi N°86-014 du 26 septembre 1986 portant Code des pensions civiles et militaires

de retraites. Entrent désormais en ligne de compte dans la validation, outre les services indiqués par l'article 6 du code des pensions, la bonification pour distinction honorifique et la bonification pour enfant.

Les recettes du FNRB sont passées de 20,6 milliards FCFA en 2011 à 22,6 milliards FCFA en 2013, soit une hausse de 9,5% en lien avec le faible taux de remplacement des départs à la retraite. Pour 2014, le niveau des recettes du FNRB est projeté à 22,7 milliards FCFA.

De l'évolution des produits et charges du FNRB, il se dégage sur la période 2011-2013, des résultats annuels déficitaires supérieurs à 20 milliards FCFA.

Graphique 7: Evolution des produits et charges du FNRB de 2011 à 2014



PARTIE 2 : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2015-2017.

1. PERSPECTIVES DE CROISSANCE 2015-2017

1.1.Orientations Economiques du Budget Général de l'Etat

Les grandes orientations de la politique économique pour 2015-2017 s'inscrivent dans le cadre de la vision Bénin 2025, Alafia : « Le Bénin est, en 2025, un pays-phare, un pays bien gouverné, uni et de paix, à économie prospère et compétitive, de rayonnement culturel et de bien-être social ».

Cette vision est déclinée par les Orientations Stratégiques de Développement (OSD). Ces dernières sont à leur tour opérationnalisées à travers la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRП) qui constitue le cadre fédérateur de l'intervention des partenaires au développement.

L'orientation de la politique économique du Gouvernement, tout en s'inspirant des documents de politiques nationales ci-dessus cités, tient compte d'une part, de la démarche logique adoptée par le Gouvernement depuis 2006 pour doper la croissance au Bénin et d'autre part, du projet de société du Président Docteur Boni YAYI et du plan de relance de l'économie nationale élaboré en 2011.

Au cours de l'année 2007 considérée comme une année de transition, le Gouvernement s'est évertué à regagner la confiance des opérateurs privés, en particulier par l'apurement des arriérés intérieurs, et à renforcer le cadre macroéconomique (accélération de la croissance, assainissement des finances publiques, etc.). Après cette étape, il a été question de créer les conditions propices à l'essor économique du pays. C'est à ce titre que l'année 2008 a été considérée comme l'année des réformes. Ainsi, plusieurs réformes structurelles ont été identifiées et engagées : réforme des entreprises publiques, réforme de l'Administration publique, etc. Comme suite à l'engagement des réformes structurelles, l'étape suivante a concerné la mise en place d'un dispositif fiscal favorable au secteur privé. A cet effet, l'année 2009 a été consacrée à l'accélération de la dynamisation du secteur privé. Pour 2010, l'orientation de la politique économique a été axée sur le renforcement des infrastructures de base et avait principalement pour but la consolidation des acquis du secteur privé et la création d'un cadre propice à l'émergence de ses activités. En 2011, la politique économique a visé le

renforcement de la mise en place des bases de l'émergence. Il s'est agi : (i) de poursuivre la mise en place d'un cadre propice au développement du secteur privé ; (ii) de renforcer les infrastructures de base ; (iii) de promouvoir le développement à la base ; (iv) d'aménager l'espace national.

A partir de 2012, le Gouvernement a opté pour une orientation économique quinquennale du Budget Général de l'Etat. Ainsi, pour la période 2012-2016, la politique économique sera axée sur le développement de l'entreprise et de l'initiative privée avec des points d'application annuels.

Les points d'application pour 2012 de cette orientation portent sur : (i) la réforme et la modernisation de l'Administration Publique ; (ii) la promotion du partenariat public-privé ; (iii) le développement local. Les points d'application pour 2013 et 2014 s'inscrivent dans le cadre de mise en œuvre des recommandations du Plan de Relance de la Croissance Economique, élaboré par le Gouvernement en 2011 pour mettre l'économie sur un sentier de croissance rapide et durable. Ce plan, réalisé pour la période 2012-2014, a montré la nécessité d'investir dans quatre secteurs stratégiques à savoir : l'agriculture, les infrastructures, le système éducatif et le développement local. Spécifiquement pour 2014, en plus de ces secteurs stratégiques, le Gouvernement a mis la priorité sur la promotion de l'emploi des jeunes. Au total, les points d'application retenus pour 2014 sont : (i) la promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture et la promotion de l'agro-industrie ; (v) le développement local. Un accent particulier est mis sur deux aspects transversaux importants que sont la gouvernance et le genre.

Pour 2015, deux enjeux majeurs ont été pris en considération dans la définition des points d'application de l'orientation économique quinquennale 2012-2016. Il s'agit de l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO, de l'arrivée à terme des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la transition vers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Pour ce faire, l'Etat entend renforcer le potentiel de production de l'économie avec pour objectif d'amorcer à terme une véritable transformation structurelle. Par conséquent, les points d'application retenus pour l'année 2014 restent pertinents.

Le gouvernement réaffirme son engagement à améliorer la gouvernance, notamment aux plans économique et politique. A cet égard, le Gouvernement envisage accorder une attention particulière au développement et à la modernisation des archives nationales qui constituent un instrument de gouvernance.

De même, les mesures en faveur de la lutte contre les inégalités de genre seront aussi poursuivies afin d'impliquer au mieux les couches les plus défavorisées, notamment les femmes, dans le processus de création de la richesse. Par ailleurs, le Gouvernement compte intégrer la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques au cœur de sa politique économique afin de soutenir la croissance et la rendre moins vulnérable aux chocs exogènes.

En définitive, les points d'application de l'orientation globale de la politique économique du Gouvernement au titre de l'année 2015 sont : (i) la promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture (production vivrière, élevage et pêche) et la promotion de l'agro-industrie ; (iv) le développement local.

Les axes transversaux de la politique économique en 2015 sont relatifs à la promotion de la bonne gouvernance, le développement des archives, la réduction des inégalités de genre et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. Les actions phares relatives aux points d'application et aux axes transversaux figurent en annexe 2.

En ce qui concerne le PIP, les critères majeurs de sélection des projets et programmes de développement sont résumés comme ci-après : (i) la pertinence et conformité avec les priorités nationales ou sectorielles de développement ; (ii) la maturité du projet ; (iii) la sûreté ou la disponibilité des financements ; (iv) la disponibilité des études de faisabilité du projet (Rentabilité économique et sociale du projet/Opportunité) ; (v) la pérennité ou la reproductibilité du projet. Le détail des critères est consigné dans l'encadré n°1.

Encadré 1 : Critères d'éligibilité des projets au PIP.

De façon détaillée, les critères d'éligibilité des projets au PIP sont :

- i. la conformité du projet avec les priorités et stratégies sectorielles (cohérence interne) ;
- ii. la compatibilité du projet avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- iii. la compatibilité des projets et programmes avec les Orientations Stratégiques de Développement (OSD) 2006-2011 ;
- iv. la cohérence avec le Plan d'Actions Prioritaires qui sous-tend la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRIP) ;
- v. la conformité du projet avec les orientations globales du Budget Générale de l'Etat pour le quinquennal 2012-2016 ;
- vi. la maturité du projet ;
- vii. la disponibilité des études de faisabilité du projet/programme ;
- viii. la disponibilité de l'étude d'impact environnemental ;
- ix. le niveau d'obtention du financement du projet pour le PIP triennal et la disponibilité de l'accord ou convention de financement pour le PIP gestion ;
- x. la zone d'intervention du projet en fonction de l'indicateur local du développement humain et des indicateurs de performances sectorielles ;
- xi. la prise en compte des initiatives locales de développement au niveau sectoriel de façon cohérente ;
- xii. le regroupement des projets ayant des objectifs similaires en programmes stratégiques sectoriels ou multisectoriels ;
- xiii. la disponibilité du site par un acte de donation, d'acquisition ou de droit avec un avis de non objection de la Délégation à l'Aménagement du Territoire pour les projets/programmes de construction d'infrastructures socio-économiques ;
- xiv. l'impact socio-économique attendu du projet/programme (croissance, compétitivité économique, création d'emplois, développement du capital humain, environnement, aménagement du territoire, etc.) ;
- xv. les éléments de preuve de l'implication des communautés à la base ;
- xvi. la disponibilité des outils d'opérationnalisation du PIP y compris le tableau d'éclatement par nature de dépenses budgétaires ;
- xvii. le Rapport d'étapes du projet (pour les anciens projets) ;
- xviii. les Rapports financier et d'audit (pour les anciens projets).

Au titre de la gestion 2015, il sera tenu grand compte des critères suivants :

- les grands chantiers de l'Etat en cours d'exécution en matière d'infrastructures routières et énergétiques ;
- les projets inscrits au PIP triennal 2014-2016 ou aux PIP antérieurs et en cours et dont l'exécution devra se poursuivre en 2015 voire au-delà ;
- les projets s'inscrivant dans les points d'application du Budget Général de l'Etat gestion 2015 et les dépenses protégées du Programme d'Actions Prioritaires ;
- les projets et programmes ayant fait l'objet de convention et compatibles avec les priorités du Gouvernement ;
- les projets "durs" financés exclusivement sur Budget National ayant des dotations supérieures ou égales à 100 millions de francs CFA ;
- les projets et programmes présentés lors des réunions techniques ou tables rondes des bailleurs de fonds et ayant bénéficié de financement ;
- les projets présélectionnés par les Programmes Régionaux dont le Programme Economique Régional et remplissant les critères de sélection au PIP.

Source : DPIIP/DGIFD/MDEAP.

1.2.Cadrage macroéconomique à moyen terme 2015-2017

Les perspectives économiques au niveau mondial et régional restent bien orientées. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait continuer à progresser en 2014 et 2015, principalement sous l'impulsion des pays avancés. Les prévisions de juillet 2014 du FMI tablent sur un taux de croissance mondiale de 3,4% en 2014 et 4,0% en 2015 contre 3,2% en 2013. Les pays partenaires tels que la Zone euro, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde devraient suivre la même tendance. En Afrique subsaharienne, la croissance resterait vigoureuse avec un taux de 5,4% en 2014 et 5,8% 2015 contre 5,4% en 2013.

Sur la base des orientations économiques du Gouvernement et en tenant compte de l'évolution prévisible de la conjoncture au plan mondial et régional, les perspectives économiques 2015-2017 au niveau national ont été élaborées en prenant en considération les hypothèses suivantes :

- la baisse des prix des intrants agricoles sur le marché international au cours de la période sous revue qui favoriseraient la production nationale ;
- la production de coton passerait de 307.354,785tonnes en 2013 à 400.000 tonnes en 2015 et devrait s'améliorer progressivement pour atteindre 500.000 tonnes en 2017 en lien avec l'amélioration attendue du cours de coton, la baisse des prix des intrants, l'augmentation des rendements et de l'encadrement des producteurs ;
- l'augmentation des investissements publics avec la poursuite de la politique des grands travaux ;
- l'amélioration du climat des affaires dans le but d'attirer les investissements privés vers les pôles de croissance et de densifier le tissu industriel. A cet effet, le Gouvernement entend prendre des mesures pour consolider la compétitivité du Port de Cotonou et améliorer le climat des affaires.

Le tableau 6 résume les principaux résultats et hypothèses de base du cadrage macroéconomique 2015-2017.

Sur cette base, la croissance devrait se consolider sur la période 2015-2017. Elle est projetée à 6,0% en 2015 contre 5,7% en 2014. Cette tendance favorable s'explique entre autres par : (i) le développement des activités au niveau de l'industrie ; (ii) le démarrage des activités des hôtels de 4 et 5 étoiles construits par le secteur privé ; (iii) l'augmentation de la production agricole,

notamment la production de coton qui atteindrait les 400.000 tonnes. (iv) la poursuite des réformes portuaires ; (v) les travaux de construction du réseau ferroviaire Cotonou-Parakou-Dosso-Niamey ; vi) la poursuite de la construction des infrastructures routières ; etc. En outre, au cours de l'année 2015, l'économie béninoise devrait commencer par bénéficier des retombées de la Table ronde tenue les 17, 18 et juin 2014 à Paris et qui a permis d'enregistrer 6.046,5 milliards FCFA d'engagements des partenaires techniques et financiers. Ce qui constitue une incitation pour accélérer les réformes pour une amélioration du climat des affaires.

Les tensions inflationnistes devraient rester modérées en lien avec l'amélioration de la production vivrière et le recul des cours des produits de base, en particulier des carburants et des produits alimentaires. L'inflation devrait avoisiner 2%.

Les données détaillées sur les prévisions économiques et financières sur la période 2015-2017 sont présentées en annexe 3.

Encadré 2 : Impact du TEC CEDEAO sur l'économie béninoise.

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a adopté en 1997, par le règlement communautaire 02/97/CM/UEMOA, son Tarif Extérieur Commun (TEC), qui est entré en vigueur en janvier 2000 et dont l'objectif est d'éliminer les distorsions nées des différences de système tarifaire et renforcer les échanges entre les pays membres.

En 2006, lors de leur Sommet tenu à Niamey en République du Niger, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé d'étendre le TEC UEMOA à l'ensemble des pays de la CEDEAO, sous réserve de quelques réaménagements des lignes tarifaires. Cette décision visait à doter la CEDEAO d'une union douanière dans la perspective des négociations de l'Accord de Partenariat Economique avec l'Union Européenne.

L'innovation majeure du TEC-CEDEAO est l'introduction d'une 5^{ème} bande tarifaire destinée à projeter les biens selon leur usage.

Catégorie	Produits	Droit de douane	Nombre de lignes tarifaires
0	Biens sociaux essentiels	0%	85
1	Biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques	5%	2.146
2	Produits intermédiaires	10%	1.373
3	Biens de consommation finale et tous autres produits non mentionnés ailleurs	20%	2.165
4	Biens spécifiques pour le développement économique	35%	130

Source : DPC

Pour les produits à mettre dans la 5^{ème} bande, certains ont fait l'objet de consensus. Il s'agit : (i) des volailles, des viandes, des préparations carnées ; (ii) des yaghourts, des fromages ; (iii) des pommes de terres, des oignons ; (iv) des farines de céréales, des huiles végétales raffinées, (v) des pâtes alimentaires, des biscuits ; (vi) des boissons alcoolisées ou non. D'autres produits font toujours l'objet d'échanges. Il s'agit principalement du lait liquide ou concentré, du sucre brut et raffiné, des jus de fruits et des concentrés de tomates.

En plus des droits et taxes proposés par le TEC, il est prévu la Taxe d'Ajustement à l'importation (TAI) qui permettra aux Etats de s'ajuster progressivement au TEC pendant 5 ans et la Taxe Complémentaire de Protection (TCP) dont l'objectif est de corriger une éviction des produits locaux par les importations. Les produits ciblés par les deux taxes sont ceux du secteur agricole, manufacturier et industriel. Le cumul des deux taxes est plafonné à 70% et limité à 3% des lignes tarifaires.

L'impact du TEC-CEDEAO sur l'économie béninoise dépendra du comportement du commerce de réexportation. Si ce commerce se maintient, l'application de cette réforme se traduira par un accroissement des recettes douanières béninoises. Par contre, si l'activité baisse, les recettes devraient s'en ressentir. Les simulations montrent qu'à partir d'une baisse de trafic de 40%, les recettes douanières commenceraient à afficher une baisse par rapport aux années antérieures.

Compte tenu du caractère très protégé de l'économie nigériane, des différences de niveaux de taxation à la porte devraient continuer à exister entre le Bénin et le Nigéria à moyen terme, en raison des taxes complémentaires prévues par le TEC pour permettre un ajustement progressif de tous les pays.

L'impact du TEC CEDEAO sur l'économie béninoise se fera également ressentir à travers le volume des échanges, la production, l'emploi, le revenu et la consommation des ménages.

Source : DPC/DGAE/MEF.

Tableau 6: Principaux résultats et hypothèses de base du cadrage macroéconomique 2015-2017.

	2013	2014	2015	2016	2017
Hypothèses					
Cours du coton (\$/kg)	1,99	1,88	1,92	1,92	1,91
Production de coton (milliers de tonnes)	307	350	400	450	500
Cours du pétrole (\$/baril)	104,04	106,1	104,4	103,5	103,9
Urée (\$/mt)	400	370	350	345	339
NPK	400	390	380	375	369
Taux de croissance mondiale	3,2	3,4	4,0		
Taux de croissance de la Zone Euro	-0,4	1,1	1,5		
Taux de croissance de l'Afrique subsaharienne	5,4	5,4	5,8		
Taux de croissance du Nigeria	6,8	6,2	7,0	6,8	6,8
PIB en milliards de FCFA	4 104,2	4 413,1	4 792,8	5 201,0	5 668,2
Variations en %					
P.I.B. nominal	6,6	7,5	8,6	8,5	9,0
P.I.B. au prix de 1985	5,6	5,7	6,0	6,0	6,5
Recettes totales	10,1	3,4	5,1	13,2	9,4
Dépenses totales	16,7	-2,9	20,6	15,1	15,3
Ratios en % du P.I.B					
Taux d'investissement	27,3	19,5	22,1	24,1	26,1
Public	7,0	6,7	8,5	9,7	11,3
Privé	20,2	12,9	13,7	14,3	14,8
Epargne Intérieure Brute	8,9	12,7	10,3	11,3	13,6
Publique	9,2	9,1	8,9	8,8	9,3
Privée	-0,3	3,6	1,5	2,5	4,3
Epargne Nationale	11,4	14,7	12,5	13,4	15,6
Solde Epargne - Investissement	-15,8	-4,8	-9,7	-10,7	-10,5
Recettes totales	19,4	18,6	18,0	18,8	18,9
Recettes fiscales	16,3	16,6	16,1	16,8	16,9
Recettes non fiscales	3,1	2,1	2,0	2,0	2,0
Dépenses totales	23,2	20,9	23,3	24,7	26,1
Masse salariale	7,3	7,0	6,6	6,5	6,3
Investissement public	7	6,7	8,5	9,7	11,3
Contribution budgétaire à l'investissement	3,3	3,6	3,5	3,5	3,6
Solde primaire (définition étroite)	0,7	0,9	0,7	1,0	1,3
Solde primaire (définition large)	-3,3	-1,8	-4,3	-5,2	-6,4
Déficit global (base ordonnancement)	-3,8	-2,3	-5,2	-5,9	-7,2
Exportations	22,5	22,6	22,6	22,7	22,8
Importations	38,3	27,0	32,0	33,0	33,0
Balance commerciale	-15,8	-4,4	-9,4	-10,3	-10,2
Taux d'ouverture	60,8	49,6	54,6	55,7	55,8
Balance courante (- = déficit)	-9,9	-9,7	-9,7	-10,7	-10,5
Balance globale	2,4	4,2	0,2	4,3	9,0

Source : DPC/DGAE/MEF, décembre 2014

Pour 2016 et 2017, la croissance devrait être robuste autour de 6,0%. L'activité économique reste dynamique sous l'impulsion de l'augmentation de la production agricole, du dynamisme du trafic portuaire, de l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires résultant ainsi qu'une accélération des réformes structurelles qui devraient permettre d'accroître les investissements privés.

Le solde courant de la balance des paiements devrait se dégrader autour de 10% du PIB en lien avec les importations de biens d'équipement suite à la mobilisation de ressources extérieures favorisées par la Table Ronde de l'année 2014. Les exportations augmenteraient sur la période en relation avec l'amélioration de la production de coton et des produits de vivriers.

1.3. Analyse des risques

Les prévisions macroéconomiques reposent sur un certain nombre d'hypothèses émises dont la réalisation peut être compromise par des incertitudes. Il s'agit entre autres de : (i) la hausse plus que prévue des cours du pétrole ; (ii) la persistance du délestage énergétique ; (iii) la persistance des grèves ; (iv) la lenteur dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

Au 1^{er} avril 2014, les cours du baril sont ressortis à 107,5 dollars le baril, en baisse de 6,5% par rapport à son niveau de la même période de 2013. Pour le reste de l'année 2014, la Banque mondiale table sur une stabilisation des cours autour de 106 dollars le baril. Cependant, une hausse plus que prévue des cours du pétrole affecterait les prévisions de croissance. Cet impact passerait principalement par une hausse des coûts de production des entreprises et une dégradation de leur valeur ajoutée. **Les simulations montrent qu'une hausse du cours du pétrole de 15% au-delà des prévisions provoquerait une perte de croissance de 0,01 point.**

Depuis février 2014, le Bénin est confronté à une baisse de l'offre d'énergie électrique en provenance des fournisseurs de la sous-région, caractérisée par des délestages électriques. Le Bénin étant fortement dépendant de l'extérieur en matière d'énergie électrique, la persistance du déficit de l'offre induirait d'énormes manques à gagner aux entreprises, ce qui n'est pas sans conséquences sur la croissance économique. **Les simulations ont montré qu'une baisse de 15% de l'offre énergétique entraîne également une perte de croissance de 1 point.**

La lenteur dans la mise en œuvre des réformes structurelles pourraient également compromettre les prévisions de croissance en 2014 et en 2015. **En effet, la lenteur dans la mise œuvre des réformes structurelles, en particulier celles qui sont relatives aux entreprises publiques et à l'amélioration de l'environnement des affaires, pourrait induire une perte de croissance de 1 point.**

2. PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES 2015-2017

2.1. Opérations Financières de l'Etat pour 2015-2017

Sur la base du cadrage macroéconomique décrit ci-dessus et de la stratégie de gestion des finances publiques, les recettes budgétaires devront croître de 9,2% en moyenne par an sur la période 2015-2017 et les dépenses publiques resteront soutenues avec un accroissement moyen annuel de 17,0% par an.

La projection des recettes budgétaires a pris en considération l'hypothèse d'un ajustement progressif des pays fortement protégés de l'espace CEDEAO, notamment le Nigeria, à la suite de l'entrée en vigueur du TEC CEDEAO.

En matière de gestion des dépenses publiques, l'objectif du Gouvernement est de poursuivre une gestion prudente de façon à tendre vers le respect des critères de convergence à l'horizon 2017. Il s'agira notamment de : i) veiller à la maîtrise des effectifs et des charges salariales par entre autres la maîtrise des glissements catégoriels, l'assainissement des fichiers de personnel de l'Etat et l'institution d'une nouvelle grille indiciaire harmonisée pour tous les corps des personnels de l'Etat ; ii) renforcer la maîtrise des autres dépenses de fonctionnement ; iii) procéder au suivi et à une meilleure gestion des décomptes.

Tableau 7: Prévisions des finances publiques de 2015-2017 (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017
	Est	Prev.	Proj	Proj	Proj
Recettes totales	795,4	822,7	864,5	978,4	1070,7
Fiscales	668,1	732,0	770,3	875,0	960,0
Recettes douanières	371,6	392,8	404,1	470,0	515,0
Recettes des Impôts	296,5	339,2	366,2	405,0	445,0
Non fiscales	127,3	90,7	94,3	103,4	110,7
Trésor	93,3	56,7	59,8	63,4	67,2
Dépenses totales	952,0	924,2	1114,4	1283,0	1479,0
Dépenses courantes	632,7	648,1	708,3	776,1	840,9
Dépenses de personnel	300,3	310,0	315,9	340,0	355,0
Pensions et bourses	61,2	67,5	71,0	75,5	79,3
Transferts courants	132,3	136,6	158,3	185,0	216,6
Autres dépenses	119,0	110,4	118,3	141,1	146,2
Investissement	288,1	294,8	406,1	506,9	638,1
Contributions budgétaires	133,8	158,6	166,8	183,0	202,3
Financements extérieurs	154,3	136,2	239,2	323,9	435,8
Solde primaire (définition étroite)	30,1	39,5	34,2	53,8	71,3
Intérêts	19,9	23,6	44,9	34,5	43,8
Prêts nets (- = remboursement)	31,2	-18,7	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base ordonnancement)	-156,6	-101,6	-249,9	-304,6	-408,3
Variation d'arriérés	-3,8	-17,4	-17,4	-17,4	-17,4
Paievements en rapprochements	13,0	-6,0	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base caisse)	-147,4	-125,0	-267,3	-322,0	-425,7
<i>En % du PIB</i>					
Recettes totales	19,4	18,6	18,0	18,8	18,9
Recettes fiscales	16,3	16,6	16,1	16,8	16,9
Recettes non fiscales	3,1	2,1	2,0	2,0	2,0
Dépenses totales	23,2	20,9	23,3	24,7	26,1
Masse salariale	7,3	7,0	6,6	6,5	6,3
Investissement public	7,0	6,7	8,5	9,7	11,3
Contribution budgétaires à l'investissement	3,3	3,6	3,5	3,5	3,6
Solde primaire (definition étroite)	0,7	0,9	0,7	1,0	1,3
Déficit global (base ordonnancement)	-3,8	-2,3	-5,2	-5,9	-7,2
Soldebudgétaire de base	0,2	0,4	-0,2	0,4	0,5
Masse Salariale / recettes fiscales	44,9	42,4	41,0	38,9	37,0
Contributions budgétaires / recettes fiscales	20,0	21,7	21,7	20,9	21,1

Source : DGAE, décembre 2014

Ainsi, les objectifs spécifiques du Gouvernement à moyen terme se présentent comme suit :

- maintenir le solde budgétaire de base positif à partir de 2016 ;
- stabiliser le niveau des dépenses publiques autour de 26% du PIB à l'horizon 2017 ;
- engager les actions nécessaires pour ramener le ratio masse salariale / recettes fiscales à moins de 40% en 2017 ;
- améliorer le niveau d'exécution du PIP en maintenant le ratio investissements sur ressources propres / recettes fiscales au-dessus de 20%.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement entend : (i) mettre un accent sur la réforme des entreprises publiques et offices d'Etat afin de ralentir le rythme d'accroissement des subventions versées et d'améliorer leur contribution au budget de l'Etat ; (ii) contenir l'évolution des dépenses de fonctionnement en réduisant les gaspillages au strict minimum et en régulant l'exécution de ces dépenses au rythme d'entrée des recettes fiscales ; (iii) accélérer la réforme de la fonction publique et procéder périodiquement au recensement des agents de l'Etat dans le but de limiter l'évolution de la masse salariale ; (iv) accélérer le taux de consommation des crédits des investissements publics et plus spécifiquement aux dépenses sociales prioritaires ; (v) évaluer le système de gestion des finances publiques (PEFA, PEMFAR, marchés publics à réaliser en 2014) et corriger les insuffisances relevées.

Pour 2015, les dépenses publiques sont projetées à 1114,4milliards FCFA contre 924,2milliards FCFA en 2014, soit une augmentation de 20,6%. Cette hausse est essentiellement tirée par les investissements publics qui connaîtraient une amélioration de 37,7% contre 15,8% pour les transferts et 1,9% pour la masse salariale. Ce qui traduit bien la volonté du Gouvernement de limiter l'évolution des dépenses courantes et d'accélérer la croissance économique en mettant l'accent sur les investissements.

S'agissant du PIP, le Gouvernement retient pour la gestion 2015, une enveloppe du PIP qui s'élève à 382,9 milliards FCFA⁸ et qui se répartit comme suit : (i) 56,0% des investissements pour les secteurs productifs, dont 9,0% pour l'eau et l'électricité, 17,0% pour le secteur rural en lien avec les clauses internationales telles que le protocole de Maputo, 27,0% pour les

⁸ L'enveloppe du PIP ne tient pas compte des acquisitions et grosses réparations.

infrastructures économiques ; (ii) 31,0% pour les secteurs sociaux dont 10% pour la Santé, 11% pour l'Education et (iii) 13,0% pour l'Administration. (Confère tableau 9).

En ce qui concerne les recettes budgétaires, l'objectif du Gouvernement est d'améliorer progressivement la pression fiscale pour atteindre 17% à l'horizon 2017. A cet effet, le Gouvernement entend : (i) poursuivre le renforcement du cadrage macroéconomique pour accélérer la croissance économique et réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes ; (ii) mettre en œuvre les plans d'orientation stratégiques des régies financières ; (iii) lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ; (iv) réduire les niches et les exonérations fiscales ; (v) poursuivre la modernisation et le renforcement des capacités de mobilisation de recettes fiscales des régies financières, y compris l'informatisation des services et l'analyse des risques.

Tableau 8 : Répartition du PIP par secteurs

SECTEURS	Réalisations2013	PREVISIONS				PROJECTIONS			
		2014		2015		2016		2017	
		Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
Secteurs Productifs									
Secteur rural	30,9	48,81	16,4	65,09	17	77,90	16	98,90	16
Mines	0,4	0,63	0,2	0,38	0,1	0,49	0,1	0,62	0,1
Industrie, Commerce	3,5	9,33	3,1	8,42	2,2	9,74	2	9,27	1,5
Services	2,9	4,28	1,4	0,77	0,2	4,38	0,9	6,18	1
Eau et électricité	29,3	26,65	8,9	34,46	9	53,56	11	49,45	8
Infrastructures	47,1	59,71	20,1	103,38	27	136,33	28	157,00	25,4
Artisanat et Tourisme	0,9	2,76	0,9	1,91	0,5	9,74	2	12,36	2
Total secteurs productifs	114,8	152,15	51,1	214,424	56	292,14	60	333,774	54
Secteurs Sociaux									
Santé	9,5	25,46	8,5	38,29	10	19,48	4	61,81	10
Education	17,3	25,44	8,5	42,12	11	29,21	6	67,99	11
Habitat	12	20,86	7	11,49	3	24,35	5	18,54	3
Environnement	21,8	15,94	5,4	19,15	5	43,82	9	30,91	5

SECTEURS	Réalisations2013	PREVISIONS				PROJECTIONS			
		2014		2015		2016		2017	
		Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
<i>Autres secteurs sociaux</i>	4,8	4,38	1,5	7,66	2	9,74	2	6,18	1
Total secteurs sociaux	65,3	92,07	30,9	118,699	31	126,594	26	185,43	30
Administration									
administration	59,6	53,57	18	49,78	13	68,17	14	98,90	16
Total général	239,7	297,8	100	382,9	100	486,9	100	618,1	100

Source : DGIFD/ MDAEP

Pour 2015, les recettes budgétaires devront s'établir à 864,5 milliards FCFA contre 822,7 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 5,1%. Cette évolution est imputable aussi bien aux performances attendues des Douanes et des Impôts que du Trésor. Ainsi, la pression fiscale serait de 16,1% et les recettes non fiscales représenteraient 2,0% du PIB en 2015.

Les prévisions par régie financière sont présentées dans le tableau 9.

Tableau 9: Prévisions des recettes de l'Etat (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017
Recettes totales	822,7	864,6	978,4	1070,7
Recettes douanières	400	404,1	470	515
TVA douane	184,8	180,4	209,1	229,3
Droits à l'importation	138,6	138,9	157,7	172,1
Droits de douane	120,2	120,1	136,3	148,8
Redevance informatique	3,3	3,3	4	13,8
Autres droits à l'importation	15,3	15,5	17,4	9,5
Droits à l'exportation	1,1	2,0	2,2	2,2
Autres recettes	75,5	82,8	101	111,4
Taxe statistique	34,6	30,8	37,6	41,5
Escorte véhicule	11,9	12,2	14,7	16,8
Autres	0	39,7	23,6	24,8
Recettes des Impôts	332	366,2	405	445
Impôts /RNS	103,9	114,8	126,8	139,3
Société	67,7	74,8	82,6	90,8
Personne physique	22,9	25,3	27,9	30,7
Autres	13,3	14,5	16,2	17,8
Impôts sur revenu salariaux	47,8	52,9	58,3	64
IRPP/Privé	23,6	26,0	28,8	31,6
IRPP/Agents de l'Etat	17,9	19,9	21,8	24
VPS	6,3	7,1	7,6	8,4
Impôts sur la propriété	9,6	10,5	11,7	12,9
Taxes sur biens et services	169,7	179,0	207	227,5
TVA	136,7	144,5	166,7	183,2
Taxes/Produits et accises	18	18,0	22	24,1
Taxes sur les services	14,9	16,6	18,2	20
Autres Recettes Fiscales	7,7	8,0	9,4	10,3
Recettes non fiscales	1	1,0	1,2	1,3
DGID	0,3	0,4	0,4	0,4
Autres administrations	0,7	0,6	0,8	0,9
Recettes du Trésor	56,7	59,8	63,4	67,2
Revenus de l'entreprise et du domaine	5,5	5,8	6,2	6,5
Droits et frais administratifs	5	5,3	5,6	5,9
Amendes et condamnations pécuniaires	0,2	0,2	0,2	0,2
Produits financiers	8	8,4	8,9	9,5
Autres recettes non fiscales	24	25,3	26,8	28,5
Recettes exceptionnelles	14	14,8	15,7	16,6
Autres Administrations (CAA, FNRB, FR)	32,9	36,8	40	43,5

Source : DGAE, mai 2014

2.2.Perspectives des finances locales

Pour le compte du triennal 2015-2017, les budgets communaux de manière globale et les transferts de ressources à opérer au profit des communes à prévoir s'inscrivent dans la dynamique d'accompagner les orientations nationales et les politiques sectorielles à accélérer l'atteinte des OMD par l'accroissement des services offerts aux populations en vue :

- d'améliorer l'accès aux soins et qualité des soins de santé ;
- d'améliorer l'accès à l'éducation de base ;
- d'améliorer l'accès à l'eau potable ;
- d'améliorer l'accès aux sources d'électricités et d'énergie ;
- d'améliorer les conditions de transport dans les milieux ruraux ;
- de prévenir l'insécurité alimentaire ;
- d'organiser l'assainissement de base ;
- de protéger l'environnement et de lutter contre le changement climatique.

La mise en œuvre des actions qui relèvent des compétences communales dans l'atteinte des objectifs mérite une allocation conséquente de ressources financières. De ce fait, les perspectives d'actions pour les gestions 2015, 2016 et 2017 s'établissent autour des points suivants : (i) l'accroissement des transferts de ressources aux communes pour leur appui à la mise en œuvre des politiques sectorielles ; (ii) la promotion du partenariat public privé ; (iii) l'actualisation du manuel de procédures du Fonds d'Appui au développement des Communes ; (iv) le renforcement de la gestion transparente des ressources communales.

L'accroissement du volume des transferts s'inscrit aussi dans l'optique d'améliorer progressivement le ratio « part des transferts de ressources financières aux communes dans le total des dépenses du Budget Général de l'Etat » de 3,90% en 2013 à 5% en 2015, 7% en 2016 et 9% en 2017.

Quant à la dotation du transfert non affecté du MDGLAAT, il est prévu au titre du triennal des montants de 8 milliards FCFA, 8,5 milliards FCFA et 10 milliards FCFA respectivement pour 2015, 2016 et 2017. En somme une allocation annuelle moyenne de 77 milliards FCFA à transférer aux communes est attendue d'ici 2017.

2.3.Perspectives des contributions de l'Etat aux établissements à caractère public

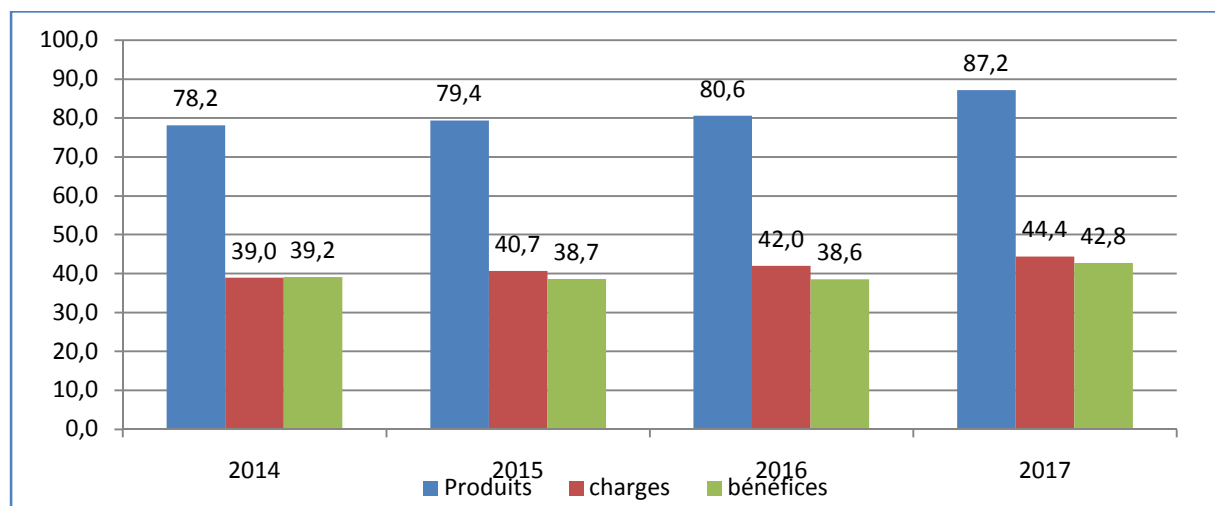
Pour la période 2015-2017, le Gouvernement poursuivra l'effort d'amélioration du niveau des transferts aux établissements à caractère public tout en veillant à la qualité de leur dépense. Dans ce cadre, les transferts seront orientés prioritairement vers les secteurs sociaux et productifs, notamment : (i) la santé avec la gratuité de la césarienne, la vaccination et les soins de santé primaire, la subvention au CNHU et à l'Agence Nationale d'Assurance Maladie ; (ii) l'enseignement supérieur avec les transferts aux centres des œuvres universitaires et sociales ; (iii) l'agriculture à travers le financement de l'ONASA, la mécanisation agricole et les aménagements hydro-agricoles ; (iv) la communication avec l'appui à l'ORTB ; (v) la microfinance et la promotion de l'emploi avec le FNM, le FNPEEJ, le Fonds d'Aide à la Culture, le FNDJSP, l'OBSVJ.

Les prévisions de contribution financières de l'Etat aux établissements à caractère public sur la période 2015-2017 figurent en annexe 4.

2.4.Perspectives en matière de sécurité sociale

Les produits et les charges de la CNSS connaîtront sur la période 2015-2017, une tendance haussière en lien avec l'évolution des affiliés. Les produits ressortiraient à 87,18 milliards FCFA en 2017 contre 79,36 milliards FCFA en 2015, soit un accroissement de 9,8%. Ces produits seront dominés par les cotisations, suivis des produits financiers.

Graphique 8: Produits et charges de la CNSS de 2014 à 2017



Les charges ressortiraient à 44,42 milliards FCFA en 2017 contre 40,69 milliards FCFA en 2015, soit un accroissement de 9,2%. Les charges de la CNSS seront dominées par les charges techniques suivies des dotations aux amortissements et provisions.**De l'évolution des produits et des charges de la CNSS, il se dégagerait un résultat excédentaire sur toute la période sous revue.**

Les activités suivantes sont envisagées pour une meilleure gestion du FNRB à partir de l'exercice 2015. Il s'agit : (i) de la réhabilitation des archives ; (ii) de la réalisation de la carte de pensionnés ; (iii) de la réalisation de l'interface SICOPE-GESTOR ; (iv) du paiement des pensions par bulletin unique ; (v) de la poursuite de l'opération d'extension de SICOPE dans les départements.

En outre, pour garantir la viabilité du régime de retraites des APE, le MEF a engagé depuis 2004, la modernisation de la gestion des pensions du FNRB. Cette modernisation s'est basée sur deux (02) volets à savoir : (i) l'informatisation des pensions et (ii) la réforme du régime de retraites.

L'informatisation des pensions vise à l'automatisation des activités exécutées par les structures en charge des pensions : la liquidation des pensions, le paiement par bulletins informatisés et le suivi des cotisations. A cet effet, un logiciel dénommé Système Intégré des Cotisations et des Pensions du FNRB (SICOPE) a été conçu et mis en œuvre.

La nécessité de réformer le régime de retraites du FNRB, s'impose compte tenu du déficit qui ne cesse de creuser le budget du FNRB depuis les années 90. Pour remédier à cette situation, le MEF a recruté le Cabinet ACTUARIA International pour l'étude de la réforme du Régime de retraites du FNRB. Les résultats des travaux du Cabinet ont été examinés et ont abouti à un projet de loi modifiant le code des pensions civiles et militaire de retraites déposé au Parlement.

2.5.Stratégie d'endettement et perspectives de l'endettement publique 2015-2017

Conformément aux prescriptions du Règlement n°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique adopté le 04 juillet 2007 par les Etats membres de l'UEMOA, le Bénin élabore chaque année un document de stratégie d'endettement public qui est annexé à la loi des finances.

L'élaboration de ce document permet aujourd'hui au Bénin de disposer d'un guide concernant ses décisions d'emprunts de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future ainsi que des chocs auxquels il peut être exposés.

Dans ce cadre, l'analyse du portefeuille actuel de la dette publique notamment des indicateurs de coût et de risque a permis de tester quatre (04) stratégies d'endettement à l'aide de l'outil de formulation d'une Stratégie de Gestion de la Dette Public à Moyen Terme (SDMT) développé par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI).

Les résultats dudit test ont abouti à la rédaction d'un document de stratégie d'endettement public à moyen terme pour la période 2015-2017 afin de se conformer aux standards internationaux en matière de gestion de la dette.

Cette stratégie sera ajustée chaque année pour tenir compte de l'évolution au Bénin de la politique de mobilisation des fonds d'emprunt.

La stratégie sera axée principalement sur le recours aux financements extérieurs concessionnels et à la mobilisation de montants limités sur le marché intérieur.

Cependant, face à la rareté des ressources extérieures concessionnelles et à la nécessité de financer le développement, le Bénin va progressivement et prudemment avoir recours aux prêts provenant des nouveaux partenaires financiers. On observera alors une tendance à la baisse de l'élément don moyen pondéré du portefeuille de la dette extérieure.

Mais, le taux d'endettement public devrait s'accroître dans des proportions raisonnables et se situerait autour de 35% du PIB en 2017 en lien avec les ambitieux programmes d'investissement du Gouvernement.

CONCLUSION

L'économie béninoise s'est consolidée sur la période 2011-2013 avec un taux de croissance de 5,6% en 2013 après 5,4% et 3,3% respectivement en 2012 et 2011. Cette embellie de l'activité économique est liée à : (i) la hausse de la production de coton ; (ii) le dynamisme du trafic au port de Cotonou ; (iii) la bonne performance observée dans les services de transport, de télécommunications et les banques.

Durant la période 2011-2013, la situation des finances publiques indique une hausse régulière des recettes et des dépenses. L'amélioration des recettes publiques est imputable à la bonne performance enregistrée dans les administrations aussi bien fiscales que non fiscales. Quant aux dépenses, elles ont été essentiellement tirées par les dépenses de transfert et les dépenses de fonctionnement. En conséquence, le déficit budgétaire base ordonnancement est ressorti en pourcentage du PIB à 3,8% en 2013 contre 2,4% en 2012 et 4,3% en 2011.

Sur les cent soixante-deux (162) entreprises publiques que compte le portefeuille de l'Etat, les données ne sont disponibles que pour vingt-sept (27). L'analyse de la situation financière de ces entreprises publiques indique qu'elles sont pour la plupart déficitaires. De même, ces entreprises publiques et offices d'Etat, en grande majorité, traînent d'importantes créances vieilles de plusieurs années.

En ce qui concerne la sécurité sociale, elle est gérée par deux entités différentes : (i) la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), sous tutelle du Ministère en charge de la fonction publique et (ii) le Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) sous tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances. Sur la période 2011-2013, la CNSS a dégagé des résultats excédentaires alors que le FNRB n'a enregistré que des résultats déficitaires.

Pour 2014, le taux de croissance économique s'afficherait à 5,7% contre une prévision initiale de 6,5%, au regard de l'évolution de la conjoncture au 1^{er} semestre 2014.

L'orientation de la politique économique pour la période 2012-2016 étant le développement de l'entreprise et de l'initiative privée, les points d'application pour 2015 concernent : (i) la promotion de l'emploi des jeunes ; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production ; (iii) la modernisation de l'agriculture et la promotion de l'agro-industrie ; (iv) le développement local.

Les axes transversaux de la politique économique en 2015 sont relatifs à la promotion de la bonne gouvernance, le développement des archives, la réduction des inégalités de genre et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

En raison des différentes mesures à mettre en œuvre en 2015, et des engagements des partenaires lors de la Table ronde de Paris, il est prévu un taux de croissance économique de **6,0%** dans un contexte non inflationniste, conformément aux prescriptions de l'UEMOA. Pour 2016 et 2017, la croissance devrait rester vigoureuse.

Pour les trois prochaines années, l'objectif du Gouvernement en matière de dépenses est de poursuivre la gestion prudente des dépenses de façon à tendre vers le respect des critères de convergence. En ce qui concerne les recettes budgétaires, l'objectif est d'améliorer progressivement le taux de pression fiscale pour atteindre 17,0% tel que prévu par le Pacte Communautaire. Par ailleurs, l'Etat est résolu à accroître les transferts au profit des communes afin d'accélérer le développement local. S'agissant des établissements à caractère public, l'Etat confirme son engagement à orienter ses transferts prioritairement vers les secteurs sociaux et productifs.

Toute cette politique sera mise en œuvre dans un contexte de maîtrise de l'endettement grâce à la stratégie d'endettement élaborée à cet effet.



Fraternité · Justice · Travail

REPUBLIQUE DU BENIN

2015

LOI DE FINANCES POUR

ANNEXES

**DU DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ECONOMIQUE
PLURIANNUELLE 2015-2017**

SOMMAIRE

ANNEXE 1 : LISTE DES SOCIETES ET OFFICES D’ETAT PAR MINISTERE DE TUTELLE	3
ANNEXE 2 : ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	13
ANNEXE 3 : CAHIER STATISTIQUE.....	29

ANNEXE 1

LISTE DES SOCIETES ET OFFICES D'ETAT PAR MINISTERE DE TUTELLE

Cette annexe présente la liste complète des sociétés et offices de l'Etat par ministère de tutelle

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT	
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	BENIN TELECOM SA (BT SA)
		LA POSTE DU BENIN SA (LPB SA)
	OFFICE	RADIOIS RURALES
		AGENCE BENIN PRESSE (ABP)
		OFFICE NATIONAL D'IMPRIMERIE ET DE PRESSE (ONIP)
		OFFICE DE RADIODIFFUSION ET TELEVISION DU BENIN (ORTB)
		AGENCE DE GESTION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (AGENTIC)
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	SOCIETE DES INDUSTRIES TEXTILES DU BENIN (SITEX)
		COMPAGNIE BENINOISE DE TEXTILES (CBT)
		SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS PETROLIERS SA (SONACOP SA)
		COMPLEXE TEXTILE DU BENIN SA (COTEB)
		SOCIETE SUCRIERE DE SAVE (MISE EN GERANCE)
	OFFICE	AGENCE BENINOISE DE PROMOTION DES ECHANGES COMMERCIAUX (ABePEC)
		AGENCE POUR LE SECTEUR PRIVE
		CENTRE DE PERFECTIONNEMENT ET D'ASSISTANCE AUX ENTREPRISES (CEPAG)
		AGENCE BENINOISE DE NORMALISATION DE GESTION DE LA QUALITE
		AGENCE BENINOISE DE METROLOGIE ET CONTRÔLE DE QUALITE
		AGENCE NATINALE DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (ANAPI)
		BUREAU DE RESTRUCTURATION ET DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES
		FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT	
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	INDUSTRIE BENINOISE DU BOIS (IBB)
	OFFICE	AGENCE BENINOISE DE L'ENVIRONNEMENT (ABE)
		CENTRE NATIONAL DE GESTION DES RESERVES DE FAUNE (CENAGREF)
		FONDS NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT (FNE)
		OFFICE NATIONAL DU BOIS (ONAB)
		OFFICE NATIONAL DE TELE DETECTION (CENATEL)
		INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL (IGN)
		AGENCE FONCIER DE L'HABITAT (AFH)
		AGENCE NATIONAL DES DOMAINES FONCIERS
		AGENCE DE REHABILITATION DE LA CITE HISTORIQUE D'ABOMEY (ARCHA)
		AGENCE POUR LA REHABILITATION DE LA VILLE DE PORTO-NOVO
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNB)
	OFFICE	PALAIS DES CONGRES ET DU CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCES (CP/CIC)
		CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT (CAA)
MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	SOCIETE BENINOISE D'ENERGIE ELECTRIQUE (SBEE)
		SOCIETE NATIONALE DES EAUX DU BENIN (SONEB)
		SOCIETE DES CIMENTS D'ONIGBOLO (MISE EN GERANCE)
	OFFICE	AGENCE BENINOISE D'ELECTRIFICATION RURALE ET DE MAITRISE D'ENERGIE (ABERME)
		OFFICE BENINOIS DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (OBRGM)
		OFFICE BENINOIS DES HYDROCARBURES

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT	
		AGENCE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES AGENCE DE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES
MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	SOCIETE NATIONALE POUR LA PROMOTION AGICOLE (SONAPRA)
		SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT DU COTON (SODECO)
	OFFICE	OFFICE NATIONAL DE SOUTIEN DES REVENUS AGRICOLES (ONS)
		CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE ATACORA-DONGA (CeRPA-Atacora/Donga)
		CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE ATLANTIQUE-LITTORAL (CeRPA-Atlantique/ Littoral)
		CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE BORGOU-ALIBORI (CeRPA-Borgou/Alibori)
		CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE MONO-COUFFO (CeRPA-Mono/Couffo)
		CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE OUEME-PLATEAU (CeRPA-Oueme/Plateau)
		CENTRE REGIONAL POUR LA PROMOTION AGRICOLE ZOU-COLLINES (CeRPA-Zou/Collines)
		INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE AU BENIN (INRAB)
		OFFICE NATIONAL D'APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE (ONASA)
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	SOCIETE DU MATERIEL DES TRAVAUX PUBLICS (SMTP SA UNIPERSONNELLE)
		ORGANISATION COMMUNE BENIN NIGER DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS (OCBN)

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT	
		CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET DE RECHERCHE DES TRAVAUX PUBLICS (CNERTP)
	OFFICE	CENTRE NATIONAL DE SECURITE ROUTIERE (CNSR)
		FONDS ROUTIER
		AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (ANAC)
MINISTERE CHARGE DE L'ECONOMIE MARITIME, DES TRANSPORTS MARITIMES ET DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	SOCIETE BENINOISE DES MANUTENTIONS PORTUAIRES (SOBEMAP)
		PORT AUTONOME DE COTONOU (PAC)
		CONSEIL NATIONAL DES CHARGEURS DU BENIN (CNCB)
		COMPAGNIE BENINOISE DE NAVIGATION MARITIME (COBENAM)
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DES CULTES	ENTREPRISE A CARACTERE ECONOMIQUE	SOCIETE DE GESTION DES MARCHES AUTONOMES (SOGEMA)
	OFFICE	OFFICE CENTRAL DE REPRESSION DES TRAFICS ILLICITES DES DROGUES
MINISTERE DE LA SANTE	OFFICE	CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL DE L'ATACORA ET DE LA DONGA
		CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL DU BORGOU ET DE L'ALIBORI
		CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL DU MONO ET DU COUFFO
		CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL DE L'OUEME et du plateau
		CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL DU ZOU ET DES COLLINES
		ZONE SANITAIRE MALANVILLE-KARIMAMA
		ZONE SANITAIRE BANIKOARA
		ZONE SANITAIRE KANDI-GOGONOU-SEGBANA

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT
	<div>ZONE SANITAIRE KOUANDE-KEROU-PEHUNCO</div> <div>ZONE SANITAIRE NATITINGOU-BOUCOUMBE-TOUCOUNTOUNA</div> <div>ZONE SANITAIRE TANGIETA-MATERI-COBLY</div> <div>ZONE SANITAIRE SO-AVA-ABOMEY-CALAVI</div> <div>ZONE SANITAIRE ALLADA-TOFFO-ZE</div> <div>ZONE SANITAIRE OUIDAH-KPOMASSE-TORI-BOSSITO</div> <div>ZONE SANITAIRE BEMBEREKE-SINENDE</div> <div>ZONE SANITAIRE NIKKI-KALALE-PERERE</div> <div>ZONE SANITAIRE N'DALI-PARAKOU</div> <div>ZONE SANITAIRE TCHAOROU</div> <div>ZONE SANITAIRE DASSA-ZOUME-GLAZOUE</div> <div>ZONE SANITAIRE OUESSE-SAVE</div> <div>ZONE SANITAIRE SAVALOU-BANTE</div> <div>ZONE SANITAIRE KPLOUEKANMEY-LALO-TOVIKLIN</div> <div>ZONE SANITAIRE APLAHOUÉ-DOGBO-DJAKOTOMEY</div> <div>ZONE SANITAIRE BASSILA</div> <div>ZONE SANITAIRE DJOUGOU-OUAKE-COPARGO</div> <div>ZONE SANITAIRE COTONOU 1 & 4</div> <div>ZONE SANITAIRE COTONOU 2 & 3</div> <div>ZONE SANITAIRE COTONOU 5</div> <div>ZONE SANITAIRE COTONOU 6</div> <div>ZONE SANITAIRE GRAND-POPO-COME-BOPA-HOUEYOGBE</div> <div>ZONE SANITAIRE LOKOSSA-ATHIEME</div> <div>ZONE SANITAIRE PORTO-NOVO-AGUEGUES-SEME-KPODJI</div> <div>ZONE SANITAIRE ADJOHOUN-DANGBO-BONOU</div> <div>ZONE SANITAIRE MISSERE-AVRANKOU-ADJARRA</div>

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT
	<div data-bbox="1026 253 1474 320">ZONE SANITAIRE POBE-KETOU-ADJA-OUERE</div> <div data-bbox="1026 342 1522 376">ZONE SANITAIRE SAKETE-IFANGNI</div> <div data-bbox="1026 394 1522 461">ZONE SANITAIRE DJIDJA-ABOMEY-AGBANGNIZOUN</div> <div data-bbox="1026 479 1426 546">ZONE SANITAIRE BOHICON-ZAKPOTA-ZOGBODOMEY</div> <div data-bbox="1026 564 1482 631">ZONE SANITAIRE COVE-OUINHI-ZANGNANADO</div> <div data-bbox="1026 649 1326 683">HOPITAL DE OUIDAH</div> <div data-bbox="1026 701 1482 768">HOPITAL DE LA MERE ET DE L'ENFANT LAGUNE (HOMEL)</div> <div data-bbox="1026 786 1198 819">SEDO GOHO</div> <div data-bbox="1026 837 1453 871">HOPITAL SAINT JEAN DE DIEU</div> <div data-bbox="1026 889 1286 922">ORDRE DE MALTE</div> <div data-bbox="1026 940 1522 1008">AGENCE NATIONALE DE GESTION DE LA GRATUITE DE CESARIENNES</div> <div data-bbox="1026 1025 1474 1093">AGENCE NATIONALE POUR LA VACCINATION ET LES SOINS DE SANTE PRIMAIRES</div> <div data-bbox="1026 1111 1501 1211">AGENCE NATIONALE POUR L'EQUIPEMENT ET LA REHABILITATION DES HOPITAUX</div> <div data-bbox="1026 1229 1522 1330">CENTRE NAATIONAL HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE-KHM (CNHU-HKM) DE COTONOU</div> <div data-bbox="1026 1348 1474 1469">CENTRE D'ACHAT DES MEDICAMENTS ESSENTIELS ET CONSOMMABLES MEDICAUX (CAME)</div>
<div data-bbox="177 1704 651 1805">MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</div>	<div data-bbox="1026 1485 1418 1552">CENTRE DE PROMOTION ET D'ARTISANAT (CPA)</div> <div data-bbox="1026 1570 1490 1637">FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME</div> <div data-bbox="1026 1655 1466 1722">FESTIVAL INTERNATIONAL DU THEATRE DU BENIN (FITHEB)</div> <div data-bbox="1026 1740 1418 1883">FONDS D'AIDE A L'ALPHABETISATION ET A L'EDUCATION EN LANGUES NAIONALES</div> <div data-bbox="1026 1901 1442 2029">FONDS NATIONAL D'APPUI A L'ALPHABETISATION ET A LA L'EDUCATION DES ADULTES (FNAAEA)</div>

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT	
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET LOISIRS	OFFICE	OFFICE DE GESTION DU STADE DE L'AMITIE (OGESA)
		HALL DES ARTS, LOISIRS ET SPORTS
		CENTRE MULTIMEDIA ADO JEUNES BENIN
		OFFICE BENINOIS DES SPORTS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE
		OFFICE BENINOIS DES SERVICES DE VOLONTARIAT DES JEUNES
		AGENCE NATIONALE DE L'EVENEMENTIEL ET DE LA MOBILISATION DU SPONSORING
		FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES	OFFICE	OFFICE DU BACCALAUREAT
		CENTRE BENINOIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE (CBRST)
		CENTRE REGIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SANTE (CREDESA)
		FONDS NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (FNRSIT)
		UNIVERSITE D'ABOMEY CALAVI (UAC)
		UNIVERSITE DE PARAKOU (UP)
		CENTRE NATIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES
		CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES DE L'UAC
		CENTRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN MATIERE DE POPULATION
MINISTERE CHARGE DE LA MICROFINANCE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	OFFICE	AGENCE BENINOISE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE
		FONDS NATIONAL DE LA MICROFINANCE (FNM)
		AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE)

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT	
		FONDS NATIONAL POUR LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE ET L'EMPLOI DES JEUNES (FNPEEJ)
		CADRE GENERAL DE GESTION DES CREDITS (CGGC)
		OBSERVATOIRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (OEF)
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	OFFICE	CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL DES ENTREPRISES (CPPE)
		FONDS DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE ET DE L'APPRENTISSAGE (FODEFCA)
		CENTRE NATIONAL DE SECURITE SOCIALE (CNSS)
		INSTITUT DE FORMATION SOCIALE, ECONOMIQUE ET CIVIQUE (INFOSEC)
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DES CULTES	OFFICE	OFFICE CENTRAL DE REPRESSION DES TRAFICS ILLICITES DES DROGUES
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION ET DE	OFFICE	DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (DAT)
		MAISONS DES COLLECTIVITES LOCALES (MCL)
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE	OFFICE	CENTRE NATIONAL DE PRODUCTION DES MANUELS SCOLAIRES
		INSTITUT NATIONAL POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE EN EDUCATION
		COMMISSION BENINOISE POUR L'UNESCO
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE DE LA FRANCOPHONIE ET DES BENINOIS DE L'INTERIEUR	OFFICE	AGENCE NATIONALE DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR (ANBE)
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE	OFFICE	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE (INSAE)
		CENTRE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (CPI)

MINISTERES DE TUTELLE	OFFICES ET SOCIETES D'ETAT	
		CENTRE DE PARTENARIAT ET D'EXPERTISE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE (CePED)
MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	OFFICE	FONDS D'AIDE A LA CULTURE (FAC)
		BUREAU BENINOIS DU DROIT D'AUTEUR (BUBEDRA)
MINISTERE DE LA FAMILLE, DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES HANDICAPES ET PERSONNES DE TROISIEME AGE	OFFICE	FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE (FNDSS)

ANNEXE 2

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL

Les actions phares constituent une déclinaison des points d'application retenus pour l'orientation globale de la politique économique sur la période 2012-2016. Ces actions et les coûts associés sont présentés par pont d'application et par ministère.

Tableau 1 : ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	COUTS (en millions FCFA)			STRUCTURES
	2015	2016	2017	
POINT D'APPLICATION 1: PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES				
<ul style="list-style-type: none">Sous programme lutte contre la pollution atmosphérique	250	300	300	MECCRPRNF
<ul style="list-style-type: none">Mise en place d'un cadre législatif et réglementaire incitatif aux investissements privés dans le sous secteur de l'électricité	100	150	150	MERPMEDER
<ul style="list-style-type: none">Mise en œuvre du Programme national des jeunes volontaires du Bénin	300	500	700	MJSL
<ul style="list-style-type: none">Promotion de l'emploi des jeunes	520	530	583	MESFTPRIJ
<ul style="list-style-type: none">Poursuite et amélioration du Programme du Micro Crédit aux Plus Pauvres et du Financement des Activités Agricoles en milieu Rural	4000	3500	2000	MMEJF
<ul style="list-style-type: none">Appui à la promotion de l'emploi	3100	4100	3100	
<ul style="list-style-type: none">Appui à l'autonomisation et au Développement des Initiatives Entrepreneuriales à la Base	1000	2000	3000	
Sous-total 1	9 270	11 080	9 833	
POINT D'APPLICATION 2 : RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET DES INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN A LA PRODUCTION				
<ul style="list-style-type: none">Renforcement des infrastructures, des équipements et de l'informatisation de la gestion au niveau du secteur (administration centrale, juridictions, maisons d'arrêt et OPJ).	9 683,33	9 683,33	9 683,33	MJLDH
<ul style="list-style-type: none">Harmonisation des pratiques dans le cadre de l'application des codes de procédures pénales et de procédures civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes	300	250	200	
<ul style="list-style-type: none">Acquisition de véhicules au profit des juridictions et des prisons en vue d'assurer le transfèrement et l'extraction	1 225,54	1 225,54	1 225,54	

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	COUTS (en millions FCFA)			STRUCTURES
	2015	2016	2017	
des détenus				
<ul style="list-style-type: none"> Gratuité de la césarienne et prise en charge des urgences obstétricales 				MS
<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la lutte contre les maladies prioritaires (Paludisme ; VIH/SIDA et tuberculose) 				
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la Sécurité transfusionnelle 				
<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie Globale des Réformes de la Fonction Publique 	7 071	1 683	-	MTFPRAIDS
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un système automatisé de gestion des concours de recrutement des agents de l'Etat 	200	50	25	
<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la mise en œuvre du portefeuille actif des Projets d'Investissements Publics du MTFPRAI-DS (Programme : "Construction et équipement des locaux du MTFPRAI-DS (Directions départementales et structures sous tutelles) et Projet : "Amélioration de la Qualité des Services aux Citoyens") 	4 425	2 800	2 800	
<ul style="list-style-type: none"> Action spéciale de construction, de rénovation et d'acquisition des chancelleries et résidences des Ambassadeurs du Bénin 	3 500	3 500	3 500	MAEIFBE
<ul style="list-style-type: none"> Dynamisation de l'action diplomatique et de la coopération internationale 	750	900	1 000	
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du Système d'Information et de Communication Stratégique 	750	700	900	
<ul style="list-style-type: none"> Mettre à disposition du public des services sociaux de proximité et promouvoir des mécanismes durables de protection sociale 	5 450	5 688	5 698	MFASSNHPTA
<ul style="list-style-type: none"> Soutenir la cohésion sociale en promouvant l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes et en renforçant les leviers familiaux et 	290	290	360	

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	COUTS (en millions FCFA)			STRUCTURES
	2015	2016	2017	
communautaires				
<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) dans le ministère 	3 543	3 688	3 743	
<ul style="list-style-type: none"> • Programme de construction et d'équipement d'infrastructures au profit de la Police Nationale 	3 550	3 500	3 500	MISPC
<ul style="list-style-type: none"> • Programme National de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers 	6 040	6 000	6 000	
<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement de casernes au profit du Groupement National de Sapeurs-Pompiers 	2 350	2 500	2 500	
<ul style="list-style-type: none"> • Programme de renforcement de la planification et de la prospective 	500	500	500	MDAEP
<ul style="list-style-type: none"> • Programme de constitution d'une banque nationale de projets 	600	900	900	
<ul style="list-style-type: none"> • Projet de Mise en œuvre du Programme de Dénationalisation 	100	100	100	MEPPN
<ul style="list-style-type: none"> • Construction du Siège de l'Assemblée Nationale (Hémicycle) 	7000			MUHA
<ul style="list-style-type: none"> • Projet réhabilitation et de construction des bâtiments devant abriter les structures du MCRI 	200			MCRI
<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'Appui institutionnel du MCRI 	100			
<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des campagnes de sensibilisation des différentes composantes des OSC pour des élections paisibles 	0			
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation des travaux de réhabilitation des routes Comè-Lokossa-Dogbo et Parakou-Djougou 	10 000	10 000	10 000	MTPT
<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de réhabilitation de la route Akassato-Bohicon 	10 000	10 000	10 000	
<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'Appui au désenclavement Numérique 	1 000	1 000	500	MCTIC
<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'Appui au service de santé par les TIC 	1 000	500	500	
<ul style="list-style-type: none"> • projet TIC dans 	1 000	1 000	1000	

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	COUTS (en millions FCFA)			STRUCTURES
	2015	2016	2017	
l'enseignement				
<ul style="list-style-type: none"> projet de Développement des infrastructures des Télécommunications et de TIC 	10 000	20 000	10 000	
<ul style="list-style-type: none"> projet de passage de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique 	20 000	20 000	10 000	
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Bénin (PANA-BENIN) 	85	500	500	MECCRPRNF
<ul style="list-style-type: none"> Programme National de restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN) 	2 639	2 639	2 639	MICPME
<ul style="list-style-type: none"> Programme de Viabilisation de la Zone Franche et des Sites Industriels 				
<ul style="list-style-type: none"> Aménagement des eaux navigables et opérationnalisation du transport fluvio-lagunaire (1^{ère} phase) 	665	1500	1500	MEM
<ul style="list-style-type: none"> Projet de développement du transport fluvio-lagunaire et du tourisme entre Porto-Novo, Cotonou et leurs environs 	40	50	50	
<ul style="list-style-type: none"> Etude de faisabilité de la construction d'un centre des affaires maritimes 	10 7073	200	60	
<ul style="list-style-type: none"> Projet de Construction et Extension des Infrastructures d'Appui au Développement de l'Artisanat 	250	250	200	MCAT
<ul style="list-style-type: none"> Programme de Développement Touristique de la Route des Pêches 	2 000	5 000	3 000	
<ul style="list-style-type: none"> Projet de Construction du Grand Théâtre National 	2 500	3 000	1 000	
<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat technique permanent de la commission nationale de pilotage de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel 	150	200	287	
<ul style="list-style-type: none"> Projet généralisation de l'alphabétisation et développement de l'environnement lettre 	150	202	255	

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	COUTS (en millions FCFA)			STRUCTURES
	2015	2016	2017	
<ul style="list-style-type: none"> Fonds d'aide à l'alphabétisation et à l'éducation en langues nationales 	150	240	330	
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des programmes de construction, de réhabilitation et d'équipement des écoles publiques 	4 955	5 444	5 982	MEMP
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du programme de Cours Accéléré pour les Déscolarisés et les non Scolarisés 	150	115	200	
<ul style="list-style-type: none"> Faire réaliser les programmes de construction, de réfection par les communes et acquérir du matériel pédagogique au profit des écoles (FADEC) 	4 323	4 842	5 427	
<ul style="list-style-type: none"> Projet de construction et équipements des infrastructures administratives et pédagogiques dans les centres universitaires et universités publiques 	5 500	6 500	7 200	MESRS
<ul style="list-style-type: none"> Projet de Renforcement des Infrastructures et Equipements de Recherche 	1300	1500	1700	
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du partenariat public privé dans la gestion des œuvres universitaires (la restauration, le transport, l'hébergement et le paiement des bourses aux étudiants) 	850	900	1000	
<ul style="list-style-type: none"> Poursuite des actions de coopération avec le Brésil, Cuba et Venezuela 	200	250	350	MJSL
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de l'appui aux centres et initiatives de formation sportive 	130	150	180	
<ul style="list-style-type: none"> Réhabiliter/construire et équiper des centres de santé au profit des personnels militaires et des populations 	500	650	650	MDN
<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation, construction et équipement d'infrastructures au profit des Forces Armées Béninoises 	1 600	2 000	2 000	
<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation, construction et équipement des écoles et centres de formation militaire 	350	500	500	

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	COUTS (en millions FCFA)			STRUCTURES
	2015	2016	2017	
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'accès, de la rétention et de la qualité de l'enseignement 	15753	18143	19957	MESFTPRIJ
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de la nouvelle réforme de l'ETFP 	297	412	453	
Sous-total 2	262 237,87	161 644,87	140 054,87	
POINT D'APPLICATION 3 : MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET PROMOTION DE L'AGRO-INDUSTRIE				
<ul style="list-style-type: none"> Projet Dix Millions d'Ames Dix Millions d'Arbres 	1 000	1 300	1 300	MECCRPRNF
<ul style="list-style-type: none"> Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture, 	8 975,57	8 904,65	7 416,67	MAEP
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui à l'amélioration de la production, du système d'information et au renforcement des capacités sur les filières de la Pêche et de l'aquaculture 	417,61	314,30	161,81	
<ul style="list-style-type: none"> Le projet portant dispositions de mise en œuvre de la loi cadre sur la pêche au Bénin 	3860,41	3101,45	2452,14	
<ul style="list-style-type: none"> Appui à la diversification agricole 	400	500	600	
<ul style="list-style-type: none"> Mécanisation agricole (achèvement et mis en service des six (6) usines de transformations des produits agricoles) 	1400	1400	2000	
<ul style="list-style-type: none"> Promotion des filières agricoles (PNPFA) 	1050	1150	1600	
<ul style="list-style-type: none"> Programme Spécial de Promotion des PME/PMI 	412,6	413	413	MICPME
Sous-total 3	17 516,19	17 083,40	15 943,62	
POINT D'APPLICATION 4 : DEVELOPPEMENT LOCAL				
<ul style="list-style-type: none"> Appui au suivi évaluation de la PONADEC 	100	150	200	MDGLAAT
<ul style="list-style-type: none"> Fonds d'appui au développement des communes (FADEC) 	8000	9000	10000	
<ul style="list-style-type: none"> Programme de micro-projets a impact local 	2000	2500	2500	
<ul style="list-style-type: none"> Programme Intercommunal de Réhabilitation du Complexe Fluvio-lacustre du lac Ahémé et ses chenaux et de mise en place d'une zone de développement économique 	1 500	1 500	1 500	MEPPD
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'Appui à la Réalisation des Etudes 	125	150	150	

ACTIONS PHARES PAR MINISTERE SECTORIEL	COUTS (en millions FCFA)			STRUCTURES
	2015	2016	2017	
Stratégiques pour l'Amélioration de la Gouvernance (PARESAG)				
<ul style="list-style-type: none"> Sous-programme Aménagement et Assainissement dans les villes (SPAAV, ex-PAAV) 	5 000	4 000	5 000	MEHU
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'Urgence pour la Gestion Environnementale en Milieu Urbain (PUGEMU) 	980			
<ul style="list-style-type: none"> Sous-programme Aménagement et Assainissement dans les villes (SPAAV, ex-PAAV) 				MERPMEDER
<ul style="list-style-type: none"> Electrification des chefs-lieux d'arrondissements du Bénin 	2000	2500	6000	
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du système d'Alimentation de la ville de Parakou et environs 	1000	3000	3000	
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'Appui au Sous-secteur de Transport Rural (PASTR) 	10 000	10 000	10 000	MTPT
Sous-total 4	30 705,00	32 800,00	38 350,00	
Total Global	319 729,06	222 608,27	204 181,49	

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
THEME TRANSVERSAL: GOUVERNANCE	
<ul style="list-style-type: none"> Synergie d'action entre divers ministères et structures du secteur de la justice traduite dans les documents de planification et de budgétisation 	MJLDH
<ul style="list-style-type: none"> Etude sur la traçabilité de la mobilisation et de l'utilisation des frais de justice criminelle 	
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre d'une politique de délivrance de lettre de mission à tout responsable de structure 	MS
<ul style="list-style-type: none"> Evaluation périodique de la mise en œuvre desdites lettres ; 	
<ul style="list-style-type: none"> Appliquer les sanctions (positives/négatives) qui s'imposent 	
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la gouvernance politique à travers le suivi de la politique de bon voisinage avec les pays de la sous-région et les missions de bon office. 	MAEIAFBE

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
<ul style="list-style-type: none"> Suivi du respect des accords internationaux et régionaux à caractères économiques pour le renforcement de la qualité de la gouvernance économique. 	
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place du système de suivi-évaluation de la PONADEC 	MDGLAAT
<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des plans de Décentralisation et de Déconcentration et leur mise en œuvre par les ministères sectoriels ; 	
<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en place du système d'informations statistiques du MDGLAAT ; 	
<ul style="list-style-type: none"> Opérationnalisation du Centre de Formation pour l'Administration Locale 	
<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des Programmes Départementaux de Développement Intersectoriel et leur mise en œuvre dans trois départements pilotes 	
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le système d'information et de suivi-évaluation du ministère 	MFASSNHPTA
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la gestion informatisée du Ministère 	
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité des documents de cadrage et de programmation du Ministère 	
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la gestion de la coopération 	
<ul style="list-style-type: none"> Mettre à disposition les ressources humaines nécessaires 	
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les organes de passation des marchés 	MISPC
<ul style="list-style-type: none"> Opérationnalisation de l'unité mixte de contrôle des conteneurs (UMCC) au port de Cotonou et de la cellule aéroportuaire anti trafic (CAAT) à l'aéroport international de Cotonou dans le cadre du projet air cop 	
<ul style="list-style-type: none"> Création de nouvelles unités de police a savoir : une brigade cynophile, une unité spéciale de police fluviale (USPF), l'office central de Répression de la Cybercriminalité (OCRC) 	
<ul style="list-style-type: none"> Gestion Rationnelle de la Transhumance Transfrontalière 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'Appui Institutionnel au MISPC 	
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place des organes de passation et contrôle des marchés publics 	
<ul style="list-style-type: none"> Modernisation de l'état civil 	
<ul style="list-style-type: none"> Installation d'une culture de pro-activité à 	

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
travers la mise en place des comités locaux de sécurité, véritable creuset d'analyse et de recherche de solution pérenne aux phénomènes d'insécurité	
<ul style="list-style-type: none"> Programme de renforcement de la planification et de la prospective 	<p>MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE</p>
<ul style="list-style-type: none"> Programme de constitution d'une banque nationale de projets 	
<ul style="list-style-type: none"> Travaux de mise en conformité des installations électriques et alimentation secours du MEPDEAP 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'aménagement du périmètre aéroportuaire de glo-djigbe (PAPAG) 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance Pam 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet de construction, de réhabilitation et d'équipement des bureaux et résidences des DDPD 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet de mise en place d'un système performant de pré-archivage 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme pluriannuel d'appui au secteur eau et assainissement (PPEA) 	
<ul style="list-style-type: none"> Appui au renforcement des capacités institutionnelles de gestion et de coordination des programmes de population 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'enquêtes économiques et sociodémographiques 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet de renforcement des capacités en conception et analyse des politiques de développement 	
<ul style="list-style-type: none"> Appui aux activités opérationnelles du programme de coopération PNUD/BENIN 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui institutionnel au MDAEP 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme cadre de renforcement de l'observatoire de changement social 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet villages du millénaire 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui au développement des capacités pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (PADC-OMD) 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui à l'implantation des centres songhaï 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme de développement des ressources humaines 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme de renforcement des capacités de programmation et de coordination du 	<p>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)</p>

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
ministère de l'économie et des finances	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'acquisition de biens d'équipement dans le cadre de la SCRP et PAASGFP 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'amélioration des finances publiques 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme pluriannuel eau et assainissement 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'appui au cadre organique du ministère de l'économie et des finances 	
<ul style="list-style-type: none"> Fonds d'études générales 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet de développement informatique 	
<ul style="list-style-type: none"> Services financiers (tte) 	
<ul style="list-style-type: none"> Clôture domaine et construction ateliers DGC Abomey-Calavi 	
<ul style="list-style-type: none"> Investissement en portefeuille 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'amélioration des performances de la direction générale des impôts et des domaines 	
<ul style="list-style-type: none"> programme d'amélioration des performances de la direction générale du trésor et de la comptabilité 	
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'amélioration des performances de la direction générale des douanes et des droits indirects 	
<ul style="list-style-type: none"> Consolidation et sécurisation du SIGFIP (extension SIGFIP) 	
<ul style="list-style-type: none"> Construction de 14 bâtiments a usage de bureaux et 14 logements (impôts) 	
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système de sécurité pour les régies financières 	
<ul style="list-style-type: none"> Construction des bâtiments des postes comptables du trésor et de la RFA 	
<ul style="list-style-type: none"> Construction de bureaux et de casernes pour postes de douanes 	
<ul style="list-style-type: none"> élargissement de l'assiette de l'impôt 	
<ul style="list-style-type: none"> Recensement des services intermédiaires de recettes 	
<ul style="list-style-type: none"> amélioration de la performance de la DGTCP 	
<ul style="list-style-type: none"> amélioration de la performance de la DGID 	
<ul style="list-style-type: none"> amélioration de la performance de la DGAE 	
<ul style="list-style-type: none"> construction des infrastructures au profit des régies 	
<ul style="list-style-type: none"> consolidation et sécurisation SIGFIP 	
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'évaluation des actions publiques 	Ministère de l'Evaluation des Politiques Publiques et

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui institutionnel 	des Programmes de Dénationalisation
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui aux institutions 	Ministère de l'Environnement Chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières
<ul style="list-style-type: none"> Projet d'appui institutionnel du MUHA (PAI- MUHA) 	
<ul style="list-style-type: none"> Construction du siège de l'assemblée nationale (hémicycle) 	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement
<ul style="list-style-type: none"> projet d'appui à la gouvernance foncière 	
<ul style="list-style-type: none"> projet d'appui institutionnel du MUHA (PAI-MUHA) 	
<ul style="list-style-type: none"> projet de réhabilitation et de construction des bâtiments abritant les structures du MCRI 	Ministère Chargé des Relations avec les Institutions
<ul style="list-style-type: none"> projet d'appui institutionnel du MCRI 	
<ul style="list-style-type: none"> programme d'enquêtes économiques et sociodémographiques 	Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective
<ul style="list-style-type: none"> recensement général de la population et de l'habitation 4eme Edition (RGPH-4) 	
<ul style="list-style-type: none"> programme de renforcement de la planification et de la prospective 	
<ul style="list-style-type: none"> programme de constitution d'une banque nationale de projets 	
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des capacités des structures de contrôle et d'investigation 	Ministère de la Défense Nationale
<ul style="list-style-type: none"> Assurer le fonctionnement régulier des structures administratives 	
<ul style="list-style-type: none"> Généralisation de la mise en place de manuels de procédures dans toutes les structures 	Ministère de la Jeunesse des Sports et Loisirs
<ul style="list-style-type: none"> Pour améliorer la bonne gouvernance il faut appliquer effectivement l'approche de gestion "GAR" 	Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire
<ul style="list-style-type: none"> promouvoir la mise en place des systèmes de gestion des connaissances 	
<ul style="list-style-type: none"> réorganiser le fonctionnement quotidien des structures de sorte à définir et assigner des objectifs à tous les fonctionnaires à tous les niveaux 	MESFTPRIJ
<ul style="list-style-type: none"> Veiller à un bon fonctionnement des organes en charge du pilotage de la réforme budgétaire ; 	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
<ul style="list-style-type: none"> Veiller au renforcement des capacités des organes en charge du pilotage de la réforme ; 	
<ul style="list-style-type: none"> Veiller au renforcement des capacités des 	

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
corps de contrôle.	
<ul style="list-style-type: none">• Contrôler, auditer la gestion des projets et programmes et structures du MAEP	MINISTERE DE L' AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE PECHE
<ul style="list-style-type: none">• Assurer le suivi-évaluation des projets et programmes et structures du MAEP	
<ul style="list-style-type: none">• Organiser des évaluations à mi parcours des projets et programmes	
<ul style="list-style-type: none">• Revoir le mode de nomination des DG des sociétés d'Etat (Envisager l'élection des DG par leurs paires et leur nomination en Conseil des Ministres),	Ministère de l'Economie Maritime
<ul style="list-style-type: none">• Procéder à une meilleure responsabilisation des gestionnaires de crédits avec le respect du principe d'attribution (obligatoire) de lettre de mission et d'obligation de compte rendu.	
THEME TRANSVERSAL: GENRE	
<ul style="list-style-type: none">• Diagnostic stratégique sensible au genre en vue d'orientations spécifiques dans le PNDSJ ;	MJLDH
<ul style="list-style-type: none">• Budgétisation suivant le genre	
<ul style="list-style-type: none">• Mise en place et opérationnalisation du dispositif d'aide judiciaire pour favoriser l'accès à la justice.	
<ul style="list-style-type: none">• Désagrégation par sexe des indicateurs du secteur dans les différents outils d'aide à la décision (Annuaire statistiques sanitaires ; Rapports de performances etc.)	MS
<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'une étude diagnostique sensible au genre	
<ul style="list-style-type: none">• Mettre en œuvre les recommandations et le plan d'action issus de l'étude sur les disparités/inégalités entre les hommes et femmes en milieu du travail dans le secteur privé	MTFPRAIDS
<ul style="list-style-type: none">• Finaliser la même étude dans le secteur public.	
<ul style="list-style-type: none">• Renforcement du Système d'Information et de Communication Stratégique en matière diplomatique	MAEFBE
<ul style="list-style-type: none">• Suivi de l'approche genre pour le placement des cadres béninois au niveau des organisations internationales et régionales	
<ul style="list-style-type: none">• Etude diagnostic sur le secteur en matière de prise en compte du genre	MDGLAAT

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
<ul style="list-style-type: none"> • Relecture des documents de politique du secteur pour une prise en compte du genre. 	
<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à la mise en œuvre du Plan d'Actions de la Politique Nationale de Promotion du Genre en renforçant l'intégration du genre à tous les niveaux et en développant le système national de veille et de rapportage sur l'approche genre 	MFASSNHPTA
<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une étude diagnostique sensible au genre 	MISPC
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités techniques du personnel du MAEP sur les outils d'intégration du genre dans les actions du MAEP 	Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le suivi évaluation de l'application de l'approche « genre et développement » dans les projets et programmes 	
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte le genre dans les plans d'action des différentes structures et projets /programmes du MAEP 	
<ul style="list-style-type: none"> • projet d'appui institutionnel du MCRI 	MCRI
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du Programme d'actions complémentaires à réaliser dans toutes les communes à faible Taux Brut de Scolarisation (Acquisition et distribution du paquet éducatif essentiel) 	MEMP
<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la scolarisation des filles (Scolarité des jeunes filles) 	
<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agira d'intensifier les actions en cours dans le cadre du Programme d'Appui au Sous-secteur de Transport Rural (PASTR) qui utilise essentiellement la méthode HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre). Une méthode qui emploie dans une large proportion une main d'œuvre locale et non qualifiée en majorité les femmes. 75 à 80% des ressources sont injectées dans la communauté. 	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
<ul style="list-style-type: none"> • promouvoir la scolarisation des filles et la rétention de tous les enfants dans le système 	MESFTPRIJ
<ul style="list-style-type: none"> • Relecture du DPS du secteur et définition des indicateurs de manière sexo-spécifiques 	MCTIC
<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte du genre dans le processus de mise en œuvre des projets de construction d'infrastructure au profit des 	MEMIP

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
communautés locales.	
• Néant	MJLDH
• Programme Pluriannuel d'Eau et de l'Assainissement	MS
• Programme de Promotion d'Hygiène et de l'Assainissement.	
• Néant	MTFPRAI-DS
• Dynamisation de l'action diplomatique et de la coopération internationale • Renforcement du Système d'Information et de Communication Stratégique en matière diplomatique.	MAEIAFBE
• Appui à la gestion des catastrophes naturelles dans les communes	MDGLAAT
• Néant	MFASSNHPTA
• Création et l'opérationnalisation de la plate-forme nationale de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique	MISPC
• Vulgarisation du plan de contingence national au niveau des communes et l'appui technique et logistique apporté aux maires des communes à haut risque d'inondation afin de les aider à élaborer leur plan communal de contingence	
• Projet de protection de la cote à l'est de l'épi de siafato	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'assainissement
• projet d'urgence pour la gestion environnementale en milieu urbain (PUGEMU)	
• projet de protection de la côte entre hilacondji et grand-popo	
• Renforcer les capacités institutionnelles du secteur agricole pour la prise en compte de la dimension environnementale dans la mise en œuvre des projets /programmes	Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (Direction de la Pêche)
• Organiser des séances de sensibilisation des acteurs du secteur agricole sur les impacts négatifs des changements climatiques sur les activités humaines	
• Identifier les systèmes appropriés de production agricole d'adaptation aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	
• Dynamisation des cellules	MJSL

THEMES TRANSVERSAUX	STRUCTURES
environnementales	
<ul style="list-style-type: none"> introduire les bonnes pratiques de protection de l'environnement dans l'enseignement 	MESFTPRIJ
<ul style="list-style-type: none"> Des séances de sensibilisation, de contrôle et de réglage des échappements sont organisées par le Centre National de Sécurité Routière (CNSR) pour la réduction des gaz à effet de serre. Par ailleurs, tous les projets d'infrastructures routières sont précédés d'une étude d'impact environnemental. 	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
<ul style="list-style-type: none"> Le suivi des recommandations du respect des Etude d'Impacts Environnementaux dans la mise en œuvre des projets de construction. 	MEMIP
THEME TRANSVERSAL : DEVELOPPEMENT DES ARCHIVES	
<ul style="list-style-type: none"> Financement de la Politique Nationale de Développement des Archives au Bénin 	

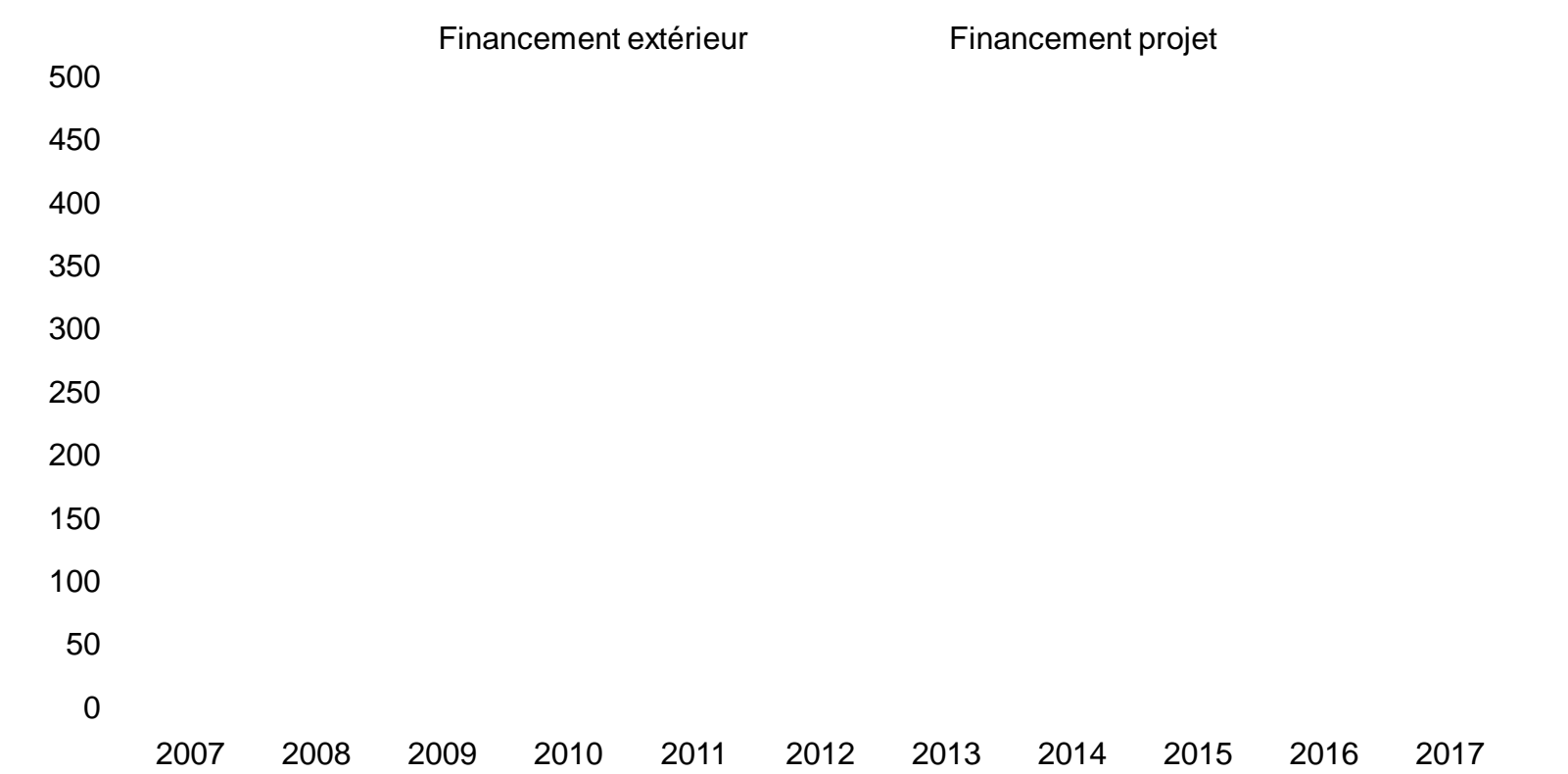
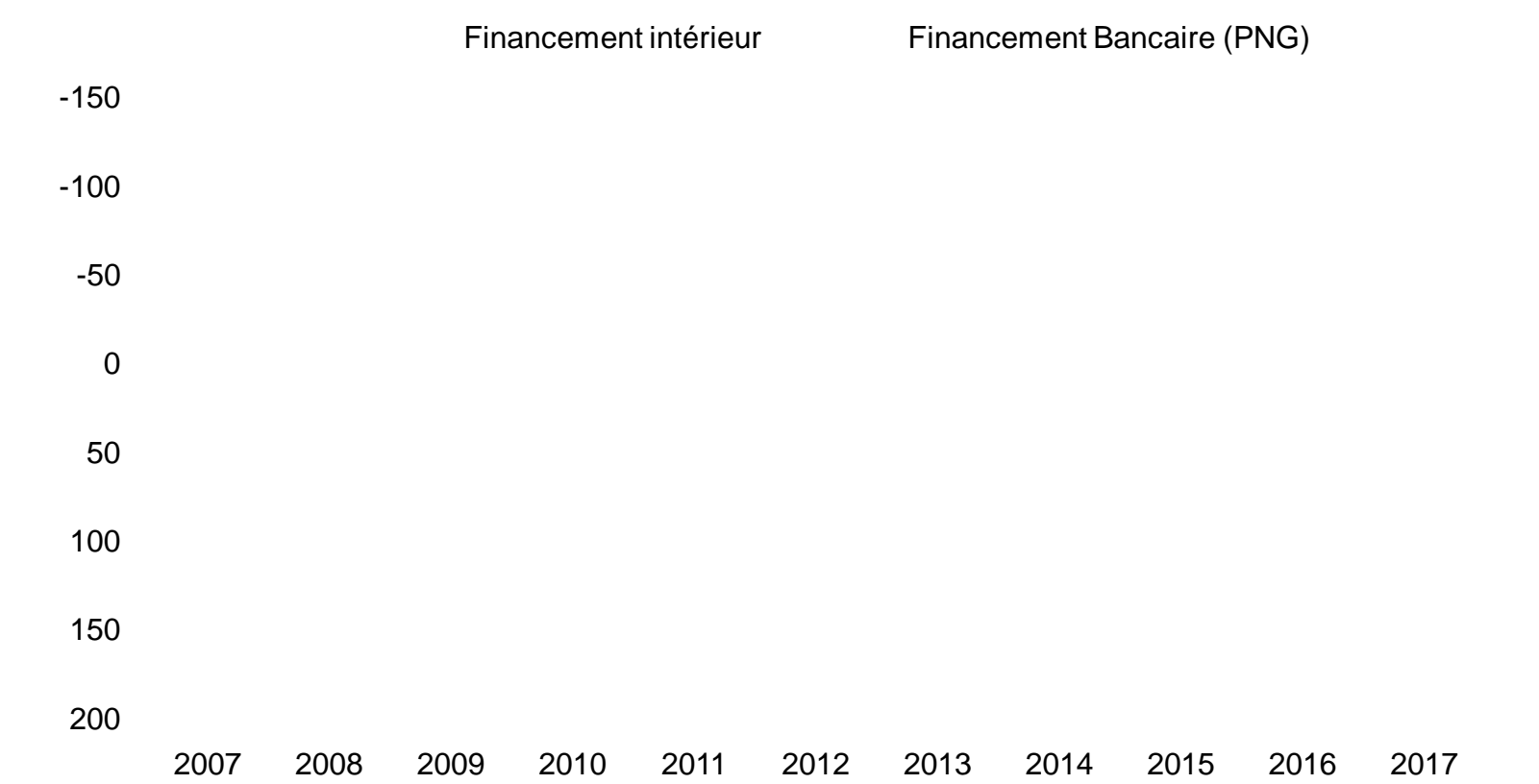
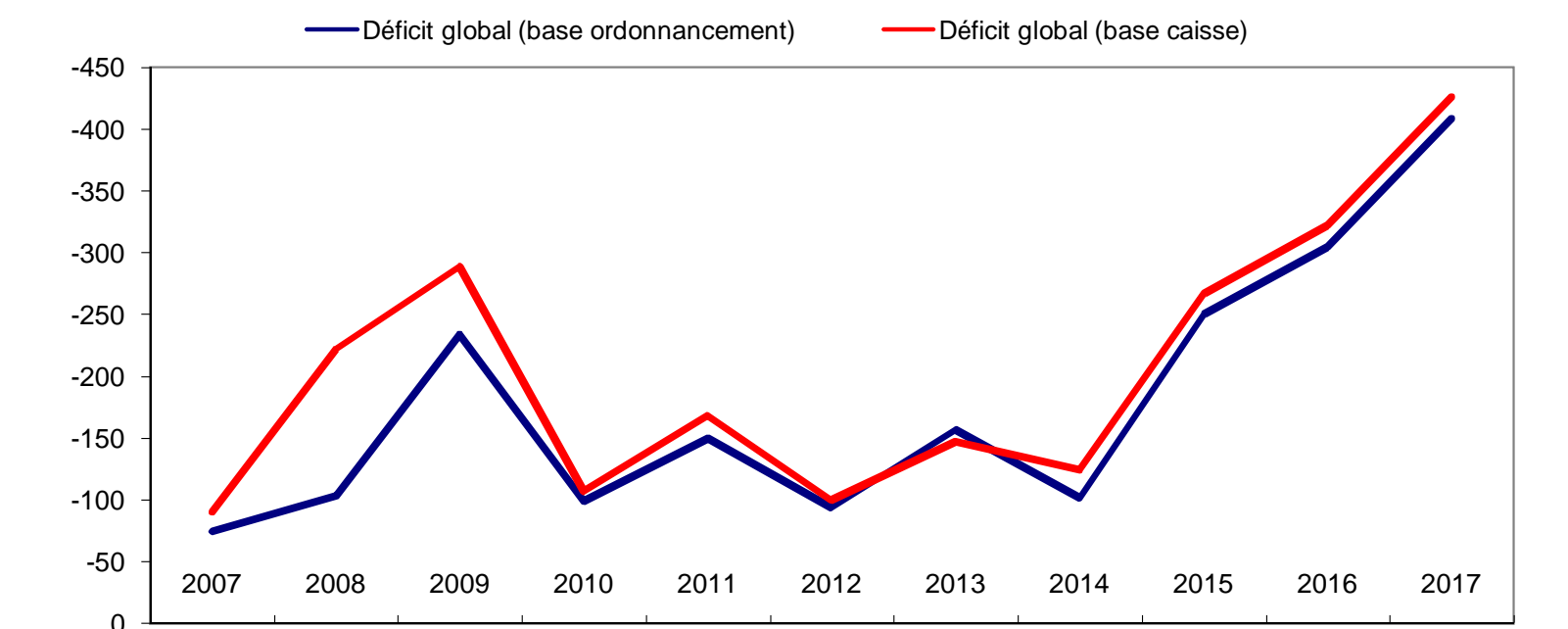
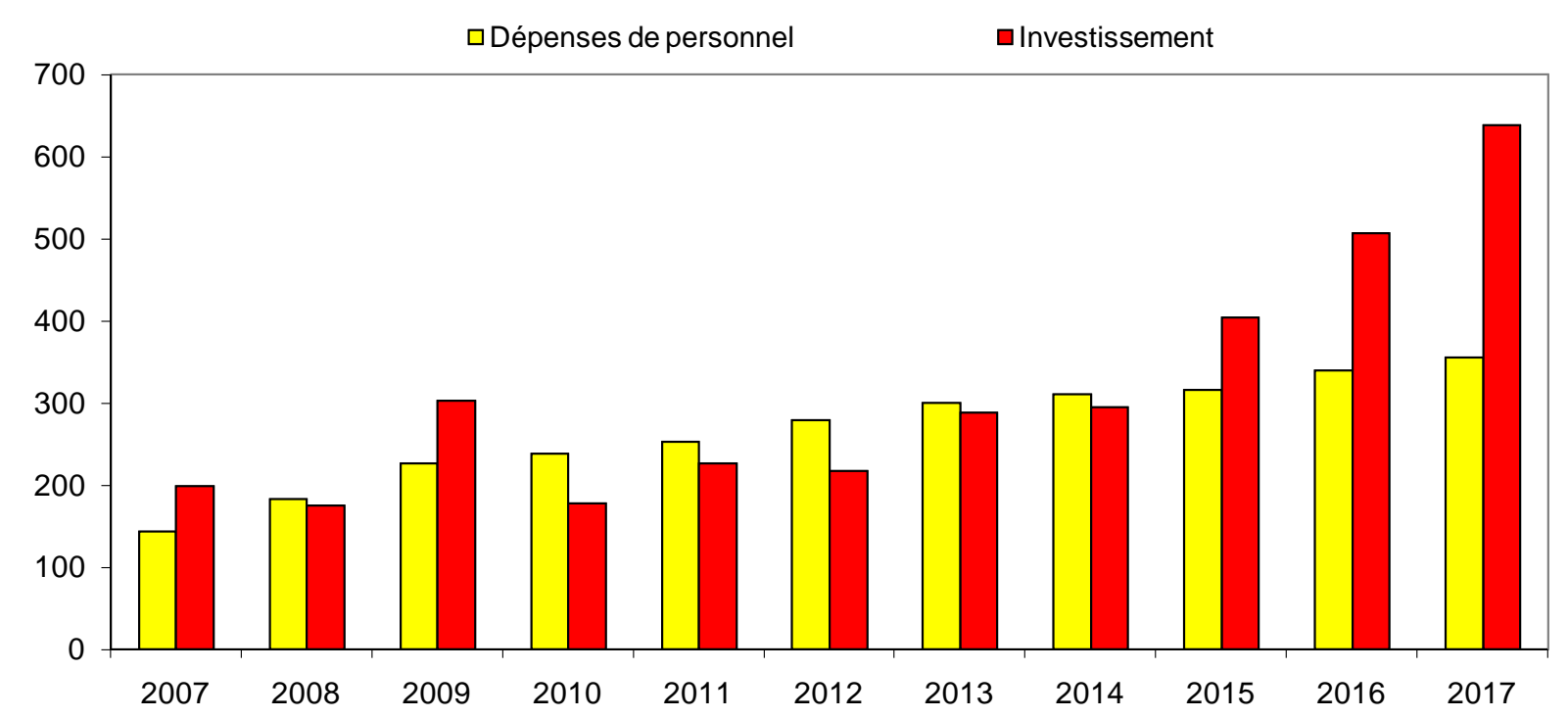
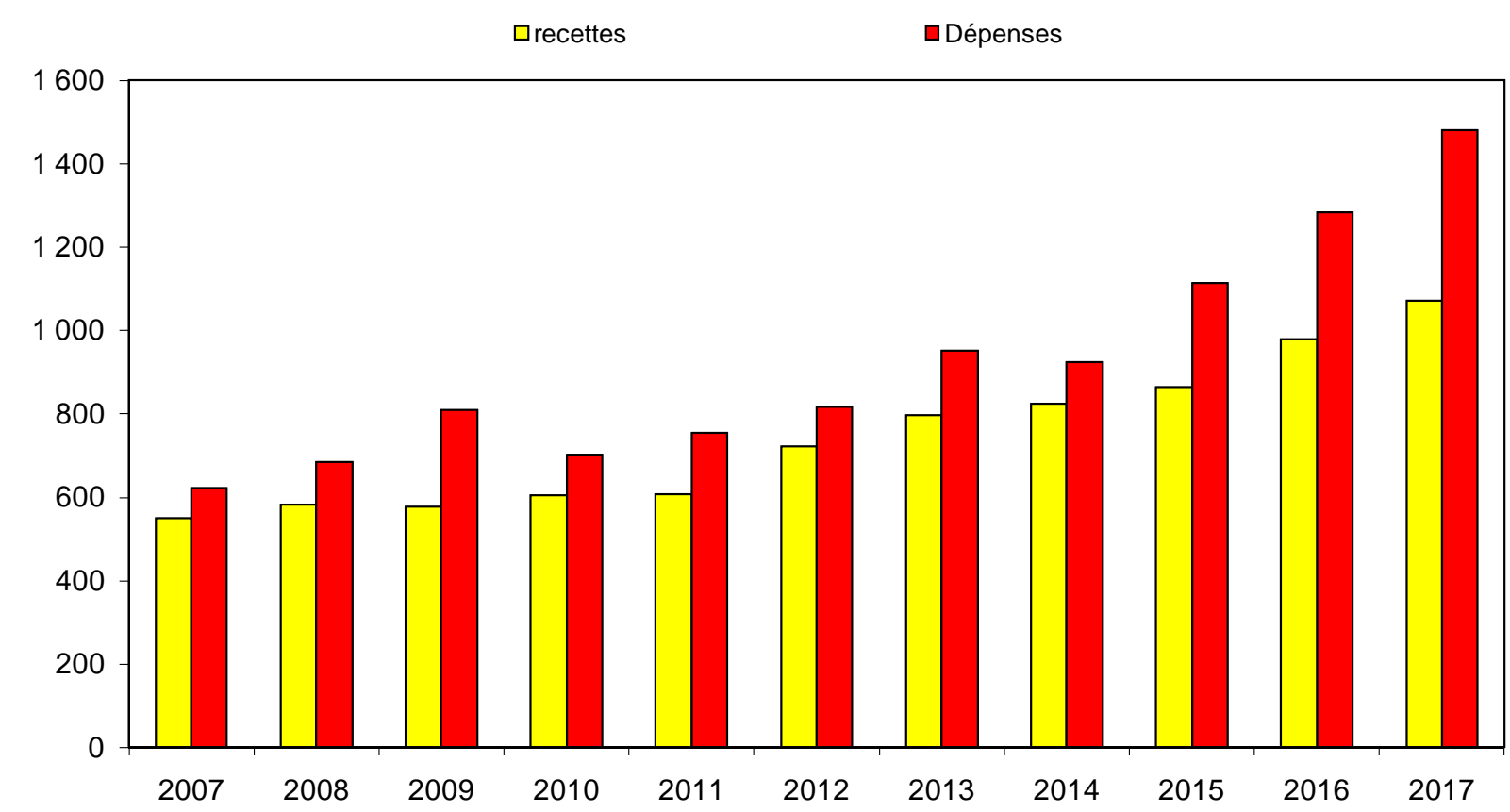
ANNEXE 3

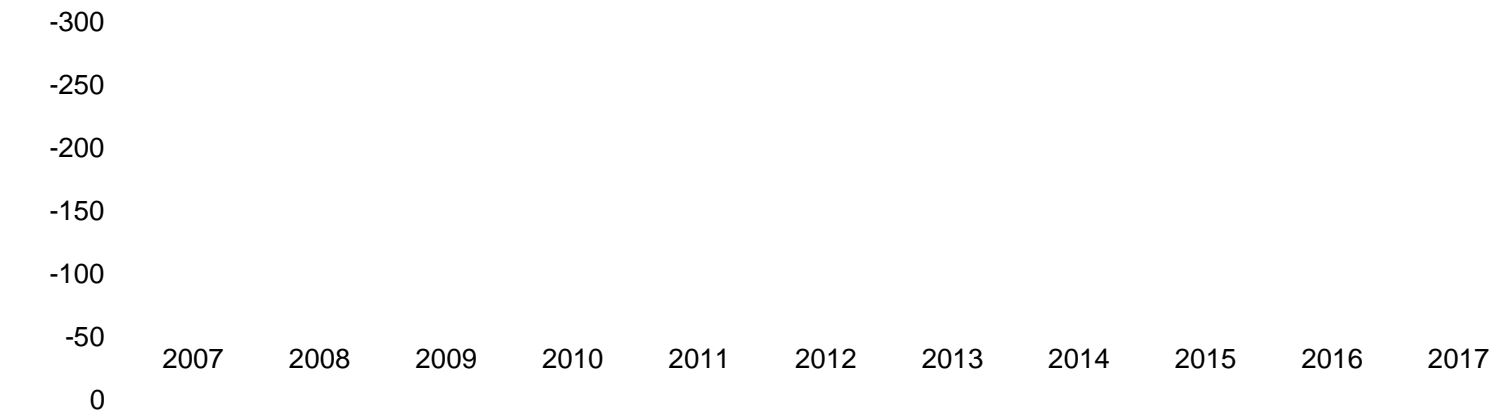
CAHIER STATISTIQUE

Ce cahier statistique présente les données économiques et financières du Bénin sur la période 2007-2017. Ces données concernent le secteur réel, les finances publiques, la balance des paiements, la situation monétaire, la dette et les critères de convergence.

TOFE : RECETTES ET DEPENSES (MRDS FCFA)

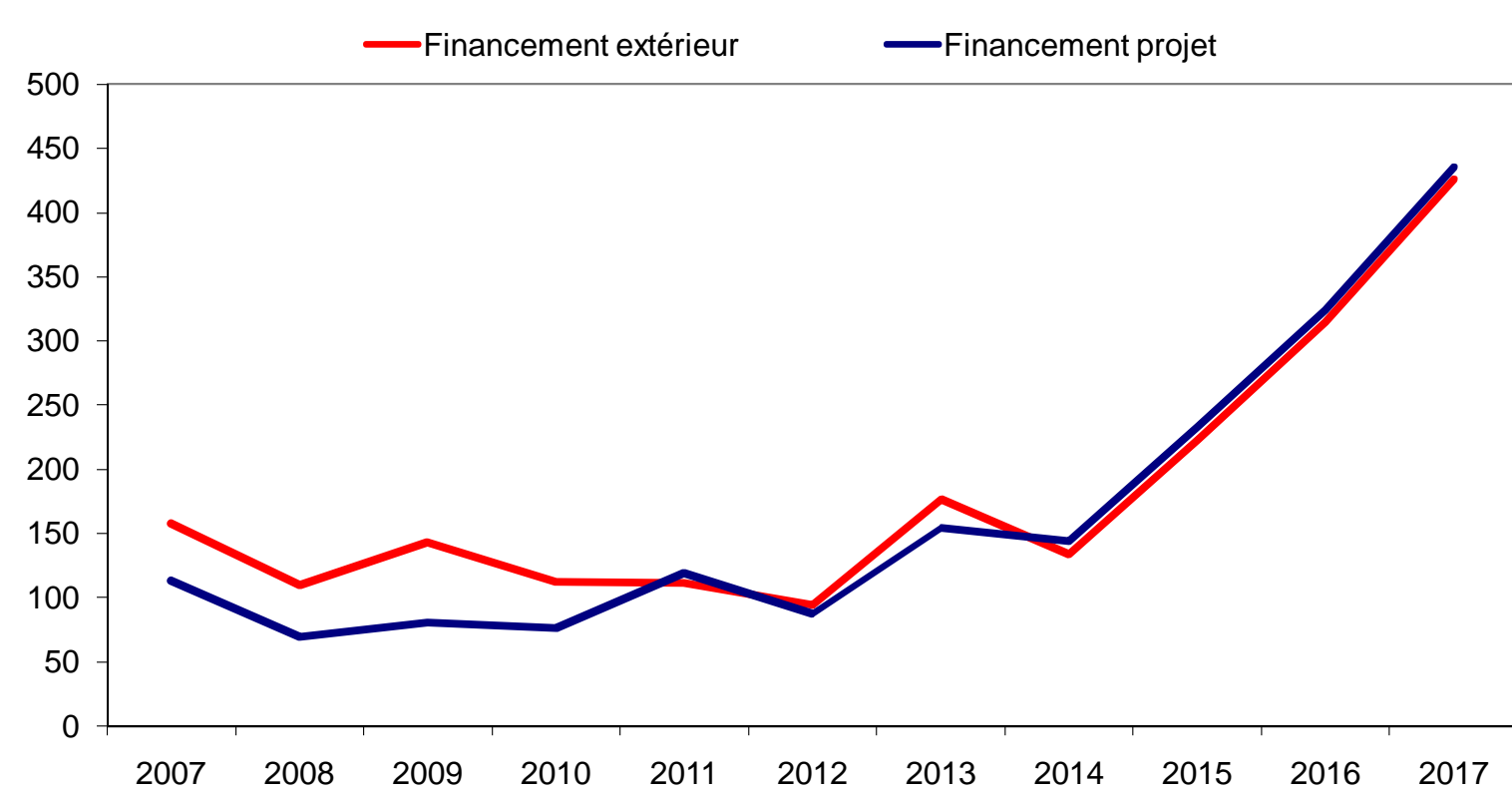
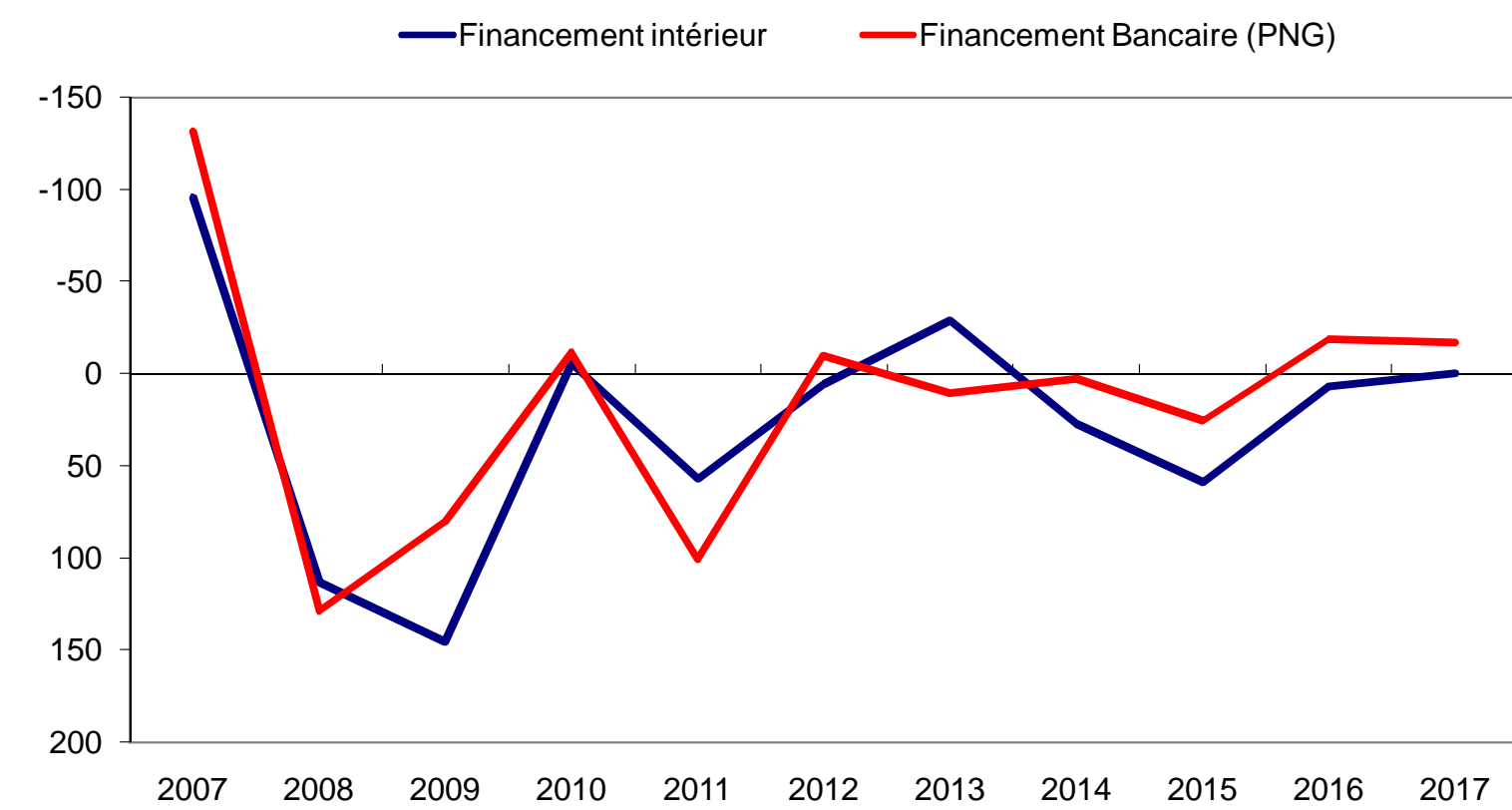
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes totales	548,0	581,3	575,8	603,0	605,6	722,5	795,4	822,7	864,5	978,4	1 070,7
Fiscales	446,7	512,2	500,4	525,9	534,7	598,1	668,1	732,0	770,3	875,0	960,0
Recettes douanières	250,1	278,9	259,2	278,4	261,2	318,1	371,6	392,8	404,1	470,0	515,0
Impôts directs et indirects	196,6	233,3	241,2	247,5	273,5	280,1	296,5	339,2	366,2	405,0	445,0
Non fiscales	101,3	69,1	75,4	77,1	70,9	124,4	127,3	90,7	94,3	103,4	110,7
Dépenses totales	622,4	684,6	809,0	702,2	754,7	815,8	952,0	924,2	1 114,4	1 283,0	1 479,0
Depenses courantes	423,8	465,1	494,0	504,4	515,7	592,4	651,4	648,1	710,7	776,1	840,9
Dépenses de personnel	143,1	182,4	225,9	238,7	253,2	279,4	300,3	310,0	316,0	340,0	355,0
Pensions et bourses	34,3	36,0	39,8	43,6	48,7	55,5	61,2	67,5	71,0	75,5	79,3
Transferts courants	106,1	119,3	110,0	114,1	109,5	124,5	151,0	136,6	158,5	185,0	216,6
Autres dépenses	98,1	117,0	102,7	90,3	89,3	110,0	119,0	110,4	123,3	141,1	146,2
Investissement	198,4	174,7	302,3	177,1	226,6	217,3	288,1	294,8	403,7	506,9	638,1
Contributions budgétaires	85,2	105,3	221,6	101,2	107,5	129,6	133,8	158,6	164,5	183,0	202,3
Financements extérieurs	113,2	69,4	80,7	76,0	119,1	87,7	154,3	136,2	239,2	323,9	435,8
Solde primaire (définition étroite)	81,2	21,2	-124,2	15,1	-2,6	23,6	30,1	39,5	31,2	53,8	71,3
Solde primaire courant (définition large)	-32,2	-93,0	-217,6	-81,5	-134,2	-70,1	-136,7	-78,0	-208,0	-270,1	-364,5
Intérêts	42,2	10,4	15,6	17,7	15,0	23,1	19,9	23,6	41,9	34,5	43,8
Dettes intérieure	0,0	5,6	7,4	9,6	7,1	12,5	10,1	10,8	26,4	14,5	15,8
Dettes extérieure	42,1	4,8	8,2	8,1	7,8	10,6	9,8	12,8	15,5	20,0	28,0
Prêts nets (- = remboursement)	0,2	44,8	12,7	20,6	12,5	6,0	12,5	-18,7	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base ordonnancement)	-74,4	-103,4	-233,2	-99,2	-149,1	-93,2	-156,6	-101,6	-249,9	-304,6	-408,3
Variation d'arriérés	-30,9	-16,4	-28,3	-17,2	-11,6	-12,2	-3,8	-17,4	-17,4	-17,4	-17,4
Arriérés extérieurs (Intérêt + principal)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés intérieurs	-30,9	-16,4	-28,3	-17,2	-11,6	-12,2	-3,8	-17,4	-17,4	-17,4	-17,4
Paiement pendant la période complémentaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements en rapprochements	14,7	-102,8	-26,8	9,5	-7,8	5,3	13,0	-6,0	0,0	0,0	0,0
Déficit global (base caisse)	-90,6	-222,6	-288,3	-106,9	-168,5	-100,2	-147,4	-125,0	-267,3	-322,0	-425,7





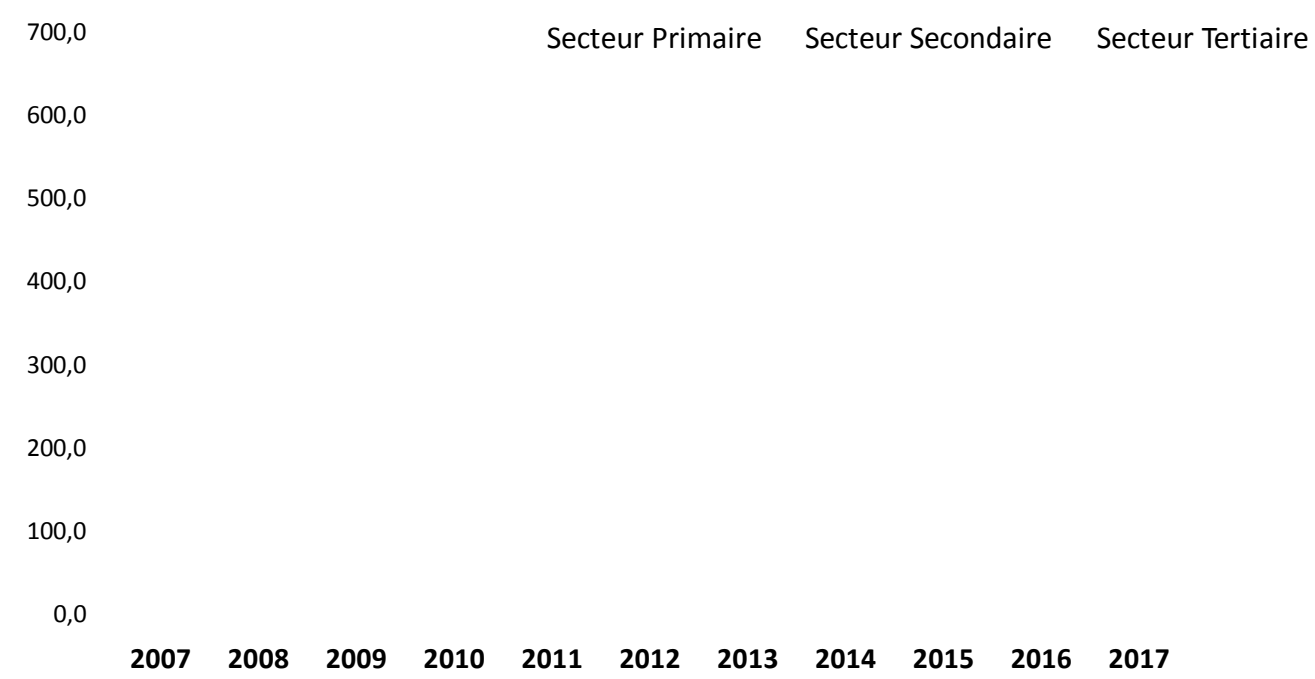
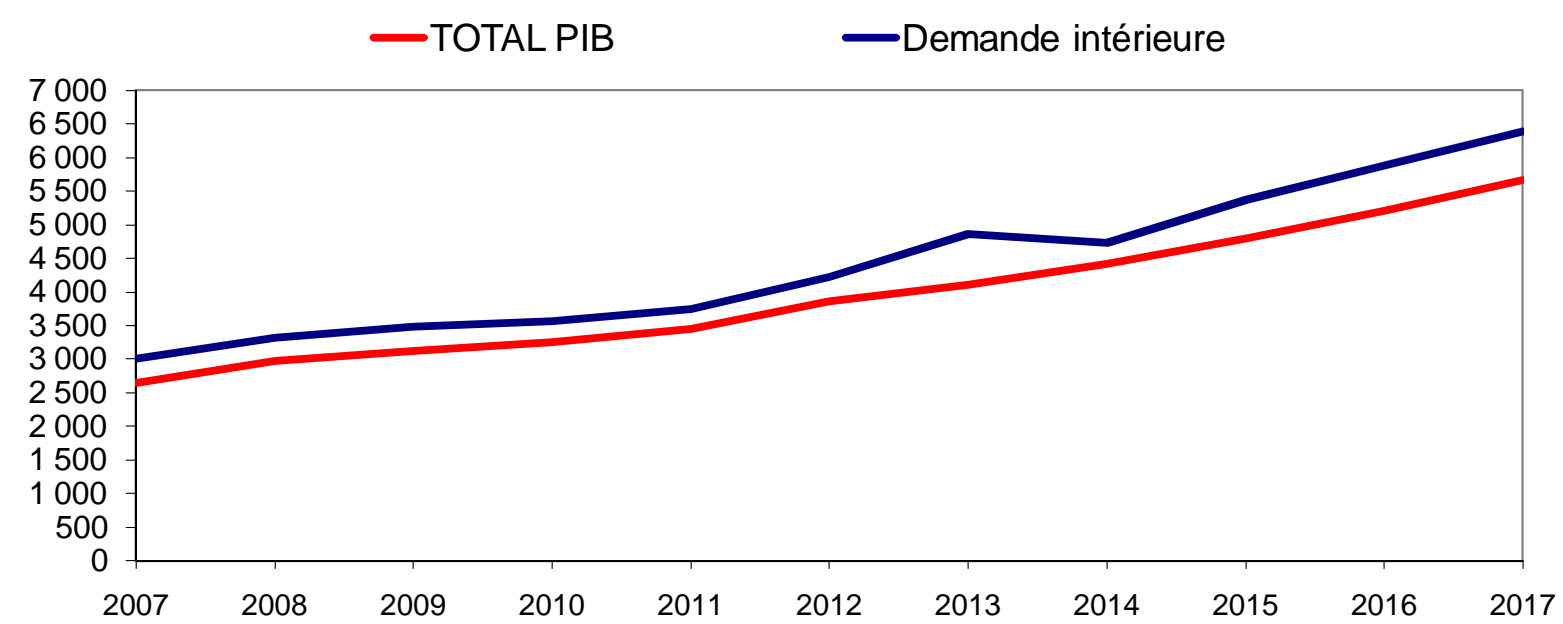
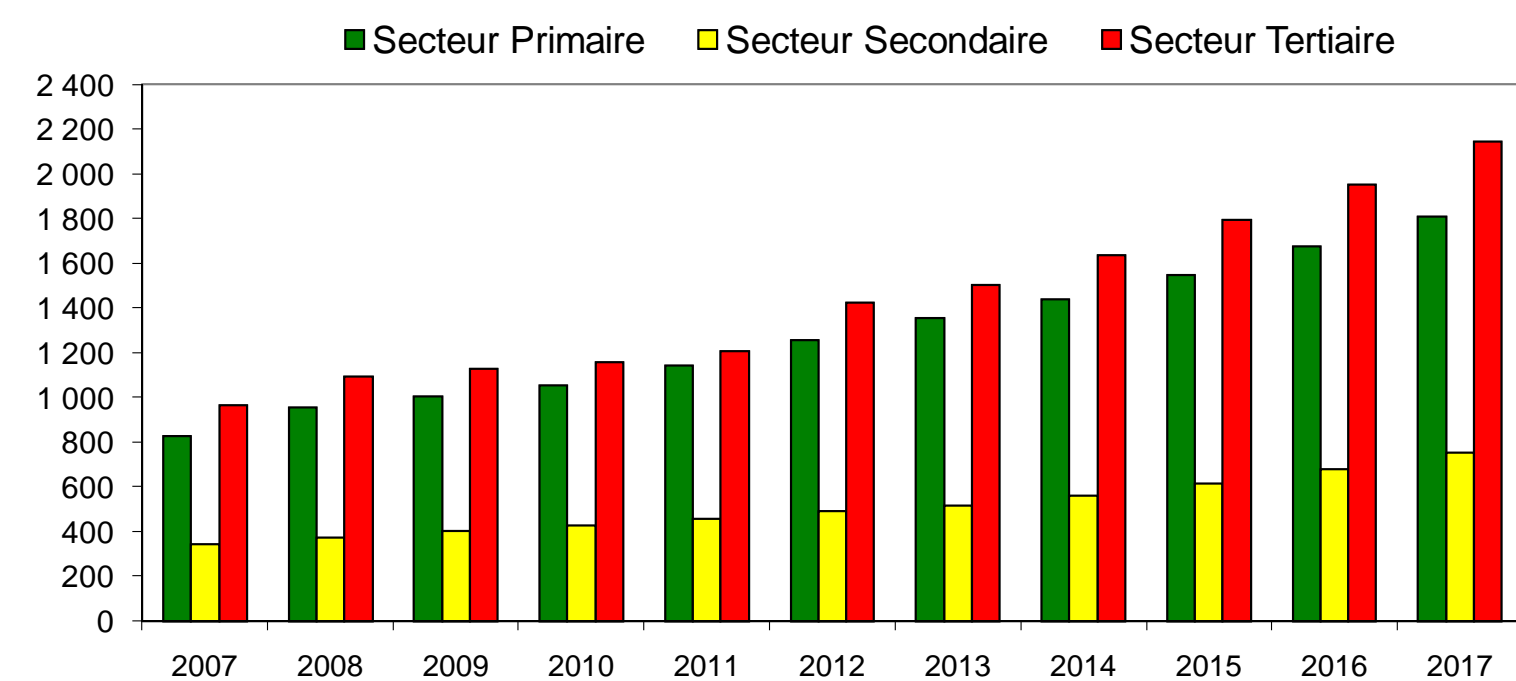
TO F E : F I N A N C E M E N T (M R D S F C F A)

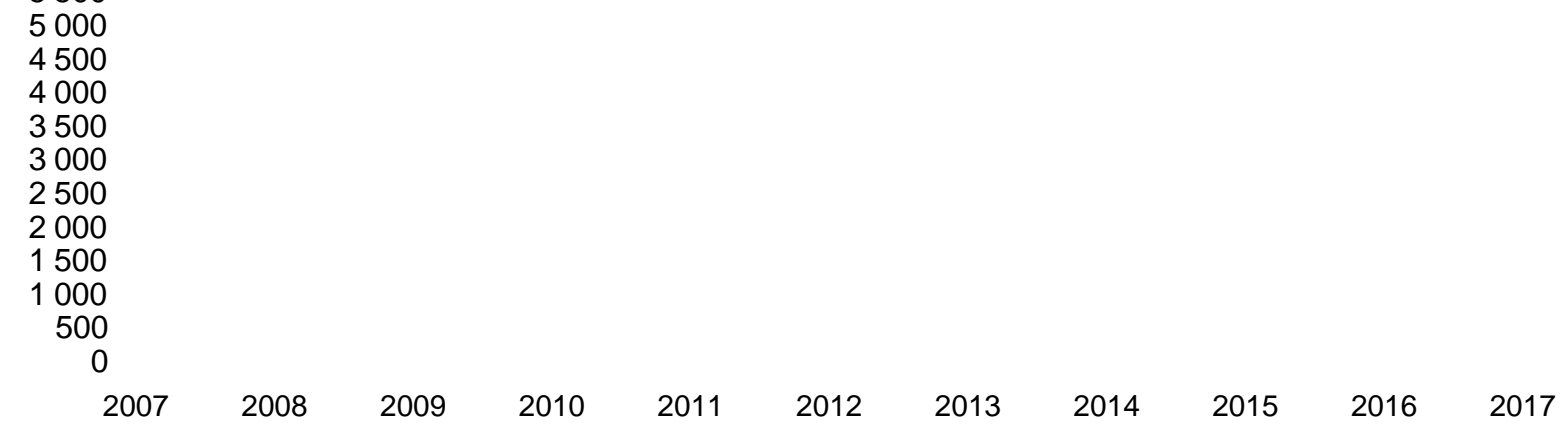
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Financement	61,9	222,6	288,3	106,9	168,6	100,2	147,4	160,9	281,6	322,0	425,7
Intérieur	-95,9	113,2	145,7	-5,5	57,1	6,0	-28,8	27,4	59,0	7,2	-0,1
Financement Bancaire (PNG)	-131,8	128,6	80,4	-12,0	100,4	-9,9	10,4	2,3	25,2	-18,9	-17,2
Utilisation nette des ressources du FMI	0,6	8,4	7,4	8,3	18,2	16,1	7,6	4,9	-4,6	-5,9	-8,7
Autres financements bancaires	-132,4	120,1	73,0	-20,3	82,2	-26,0	2,8	-2,6	29,8	-13,0	-8,5
Financement Non bancaire et vente d'actif	35,9	-15,4	65,2	6,5	-43,3	15,9	-39,2	25,1	33,8	26,1	17,1
Financement non bancaire	31,1	-8,4	60,3	11,4	-12,8	27,1	-23,4	40,1	33,8	26,1	17,1
Vente d'actifs	4,1	4,7	17,9	17,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réhabilitation du système bancaire	0,7	-11,7	-12,9	-22,5	-30,5	-11,2	-15,8	-15,0	0,0	0,0	0,0
Extérieur	157,8	109,3	142,6	112,4	111,5	94,2	176,2	133,5	222,6	314,8	425,8
Financement projet	113,2	69,4	80,7	76,0	119,1	87,7	154,3	143,6	233,3	323,9	435,8
Dons/projets	60,6	21,6	28,8	19,2	76,8	43,4	28,1	86,2	80,8	86,8	93,3
Prêts/projets	52,6	47,7	52,0	56,8	42,3	44,3	126,2	57,4	152,5	237,1	342,5
Amortissement du	0,0	-8,3	-9,4	-15,8	-17,9	-25,0	-28,2	-29,2	-33,5	-33,1	-32,5
Placement de titres auprès de banques régionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement programme	44,6	48,3	71,3	52,2	10,3	31,5	50,1	19,1	22,8	24,0	22,5
Dons programme	26,2	30,4	71,3	28,9	10,3	31,5	50,1	19,1	22,8	24,0	22,5
Prêt programme	18,4	17,9	0,0	23,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variation d'arriérés en principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette obtenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette en cours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement (- = excès)	28,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-36,0	-14,3	0,0	0,0
Allègement attendu de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide bilatérale et multilatérale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoin de financement résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-36,0	-14,3	0,0	0,0



P I B nominal (M R D S F C F A)

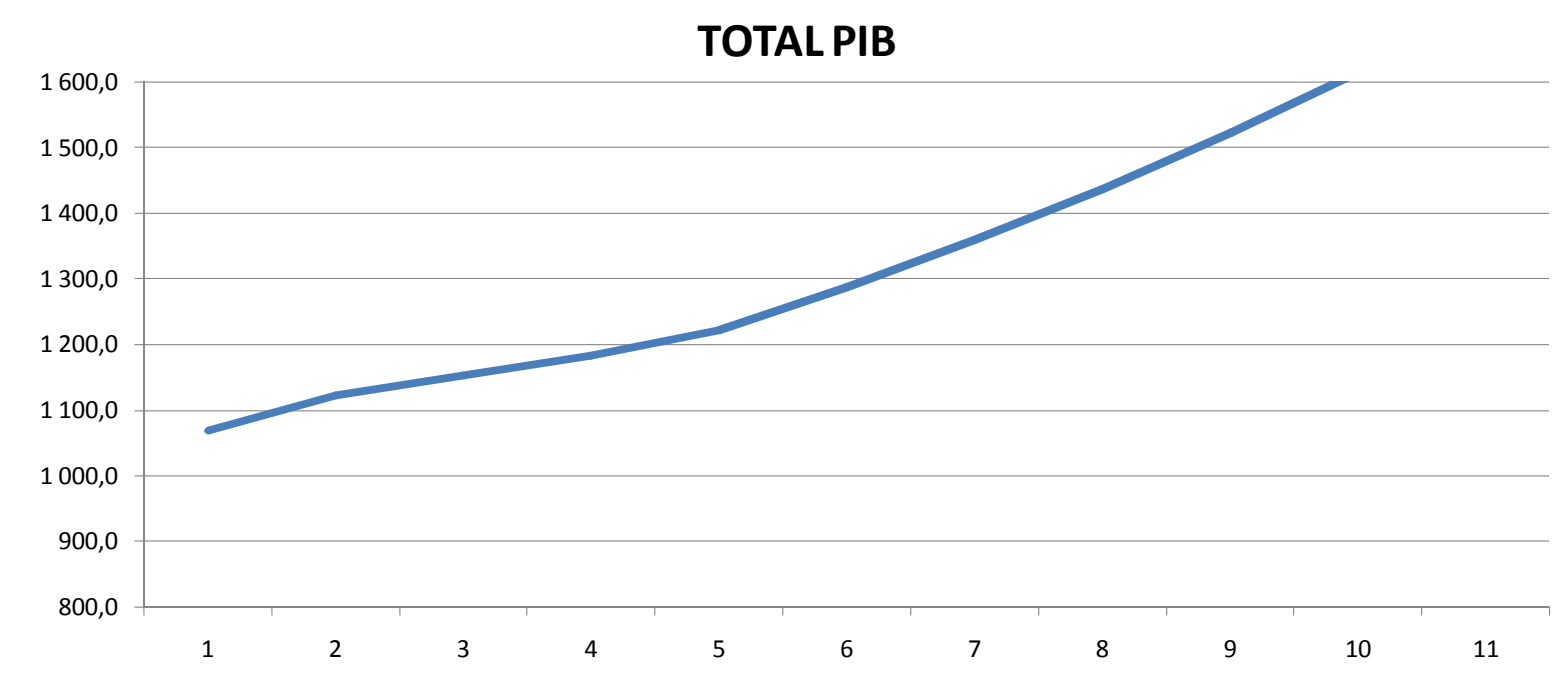
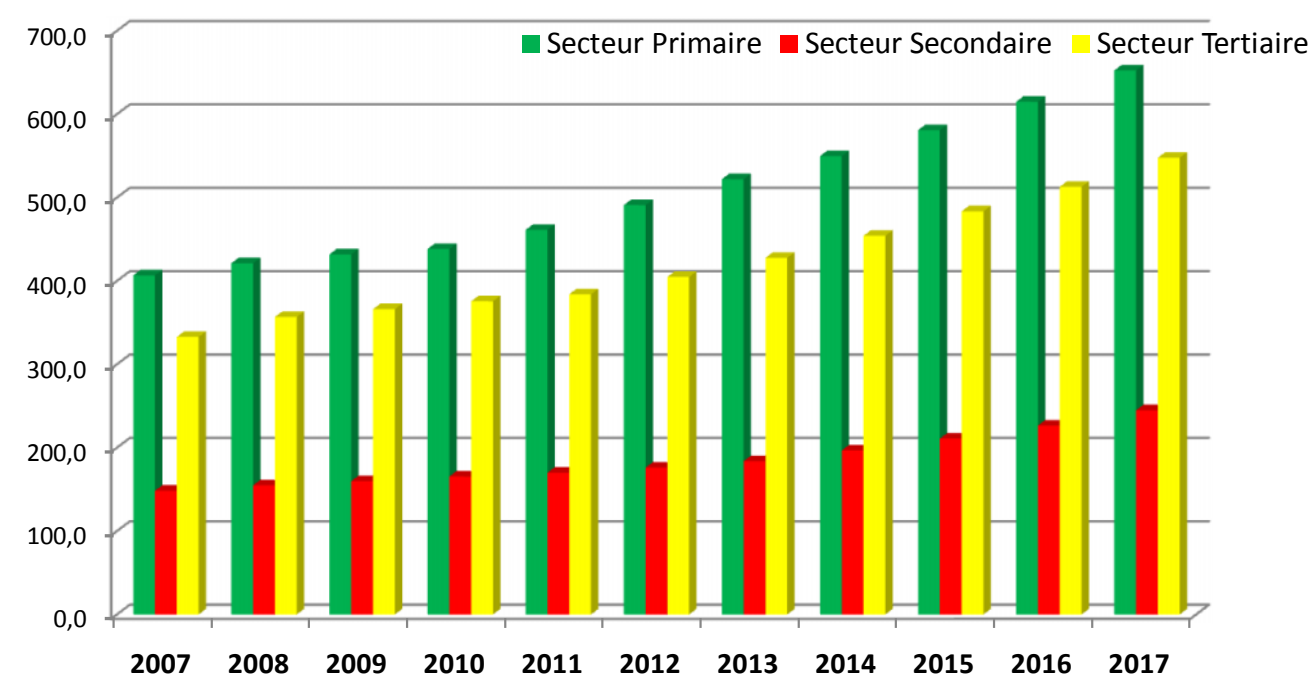
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	826,9	958,4	1 006,9	1 054,8	1 144,8	1 255,1	1 355,0	1 438,6	1 548,9	1 675,0	1 806,7
Agriculture	575,5	676,0	703,6	736,9	812,3	895,9	966,3	1 029,4	1 118,2	1 219,4	1 330,8
Elevage	148,8	163,9	177,5	186,9	196,6	212,2	224,7	236,6	249,0	263,4	275,1
Pêche	102,6	118,4	125,7	131,0	135,9	147,0	164,0	172,6	181,7	192,2	200,7
Secteur Secondaire	342,6	373,5	405,3	429,6	457,6	494,3	519,9	561,3	616,9	679,0	751,8
Industries extractives	6,3	6,9	7,3	7,4	8,0	8,5	9,0	9,5	10,7	12,1	13,7
Industries manufacturières	198,4	213,1	232,0	250,8	264,8	289,2	303,0	332,3	363,1	397,1	435,5
Energies	28,1	28,7	31,0	33,7	35,9	38,8	41,5	43,8	46,9	51,2	56,3
BTP	109,8	124,8	135,0	137,7	148,8	157,8	166,4	175,6	196,2	218,5	246,3
Secteur Tertiaire	965,9	1 092,9	1 126,9	1 159,9	1 208,6	1 422,1	1 504,7	1 637,3	1 793,0	1 951,1	2 143,7
Commerce	448,7	521,1	526,7	537,6	555,5	614,4	652,9	717,6	785,5	853,3	935,9
Transports et télécoms	222,4	250,1	256,4	263,9	273,4	401,4	414,8	451,0	496,1	541,7	599,8
Banques et Assurances	50,0	55,5	57,5	59,4	61,8	66,4	70,7	75,0	82,2	90,1	99,3
Autres services	244,8	266,1	283,2	298,9	317,9	339,9	366,3	393,8	429,1	466,0	508,8
Services non Marchands	281,6	300,7	320,2	330,9	352,2	375,0	397,3	418,1	448,3	481,5	518,8
PISB	-45,6	-50,6	-52,4	-54,1	-57,3	-62,7	-66,7	-70,8	-76,9	-83,4	-91,1
PIB aux coûts des facteurs	2 371,5	2 674,9	2 803,8	2 921,1	3 106,0	3 483,9	3 710,1	3 984,4	4 330,2	4 703,2	5 129,9
DTI et TVA intérieure	267,5	295,6	305,3	328,8	333,8	367,1	394,0	428,6	462,5	497,7	538,1
TOTAL PIB	2 639,0	2 970,5	3 109,1	3 249,9	3 439,8	3 851,0	4 104,1	4 413,0	4 792,7	5 200,9	5 668,1





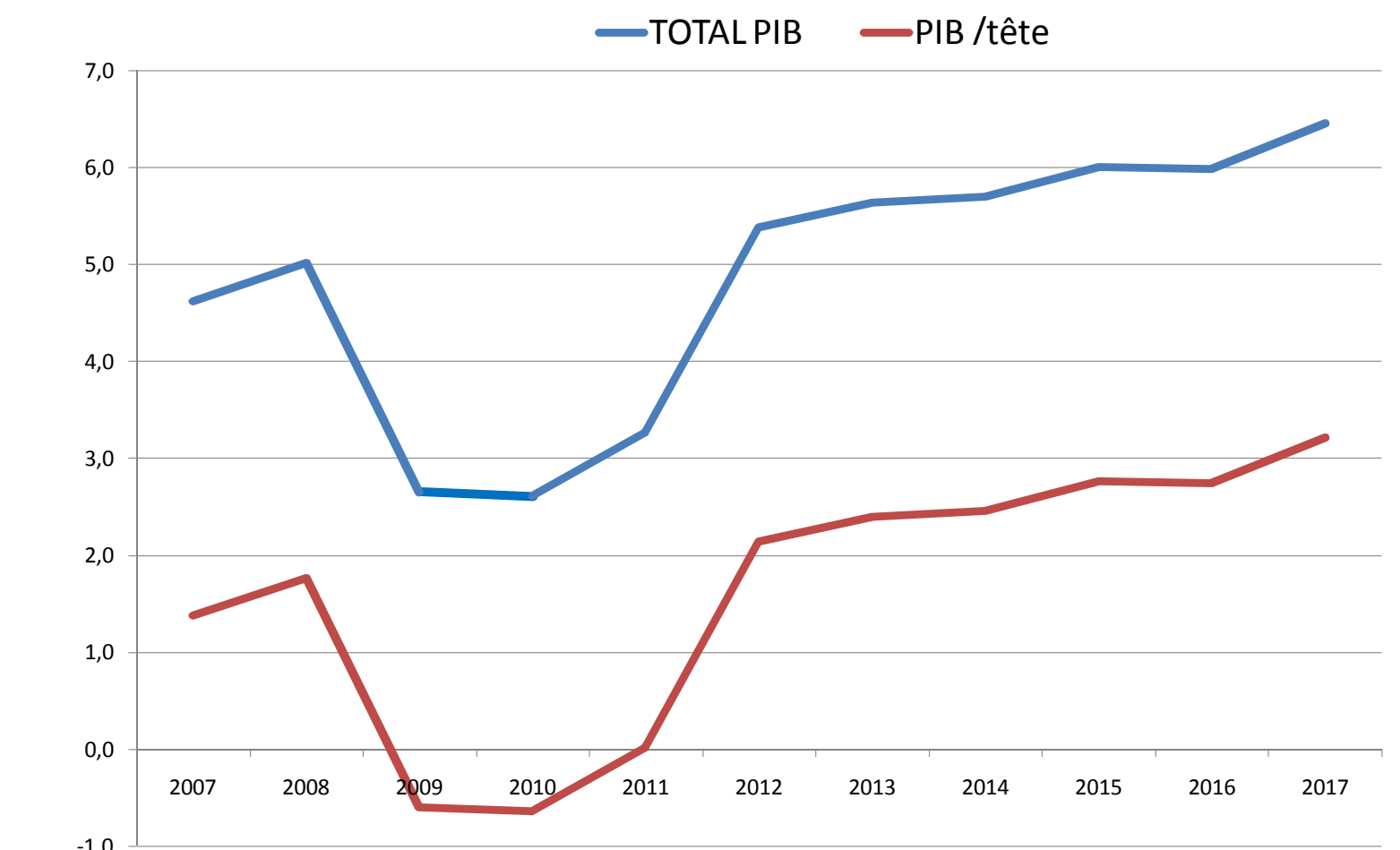
PIB CONSTANT (MRDS FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	406,7	421,2	431,9	438,4	461,3	491,0	522,1	549,7	580,9	614,9	652,4
Agriculture	296,5	307,4	313,5	316,4	336,9	362,6	389,6	413,0	439,9	469,3	502,2
Elevage	61,7	63,9	66,4	68,4	70,6	72,9	75,2	77,6	80,1	82,6	85,3
Pêche	48,6	50,0	52,0	53,6	53,8	55,5	57,3	59,1	61,0	63,0	65,0
Secteur Secondaire	148,4	154,9	159,9	165,5	170,1	176,1	183,9	196,7	210,9	226,6	244,9
Industries extractives	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,9	2,0	2,2
Industries manufacturières	92,6	95,6	98,1	102,3	103,4	106,4	111,5	121,1	129,1	137,9	147,6
Energies	15,5	15,7	16,9	18,2	19,1	20,2	21,2	22,1	23,2	24,9	26,8
BTP	39,0	42,2	43,5	43,5	46,1	47,9	49,5	51,8	56,7	61,8	68,3
Secteur Tertiaire	332,9	356,8	366,2	375,6	384,1	404,8	427,7	454,2	483,6	513,0	547,8
Commerce	148,7	161,1	161,0	163,6	164,8	173,9	185,0	197,4	210,8	224,5	240,3
Transports et télécoms	59,1	63,2	68,6	70,7	73,1	78,0	82,5	87,9	93,9	99,5	107,0
Banques et Assurances	19,1	20,4	20,6	21,3	22,2	23,7	24,8	26,1	27,8	29,6	31,6
Autres services	106,1	112,1	115,9	120,0	124,1	129,2	135,5	142,8	151,1	159,4	168,9
Services non Marchands	112,5	118,1	123,6	127,6	131,3	137,1	143,1	149,1	155,8	163,2	171,3
PISB	-17,4	-18,6	-18,9	-19,5	-20,2	-21,7	-22,6	-23,8	-25,4	-27,0	-28,9
PIB aux coûts des facteurs	983,1	1 032,5	1 062,7	1 087,6	1 126,5	1 187,3	1 254,2	1 325,9	1 405,9	1 490,7	1 587,6
DTI et TVA intérieure	86,0	90,3	89,8	95,1	94,8	99,8	105,6	111,5	118,0	124,5	132,0
TOTAL PIB	1 069,1	1 122,7	1 152,6	1 182,7	1 221,3	1 287,2	1 359,8	1 437,5	1 523,9	1 615,2	1 719,5



TAUX DE CROISSANCE SECTORIEL (%)

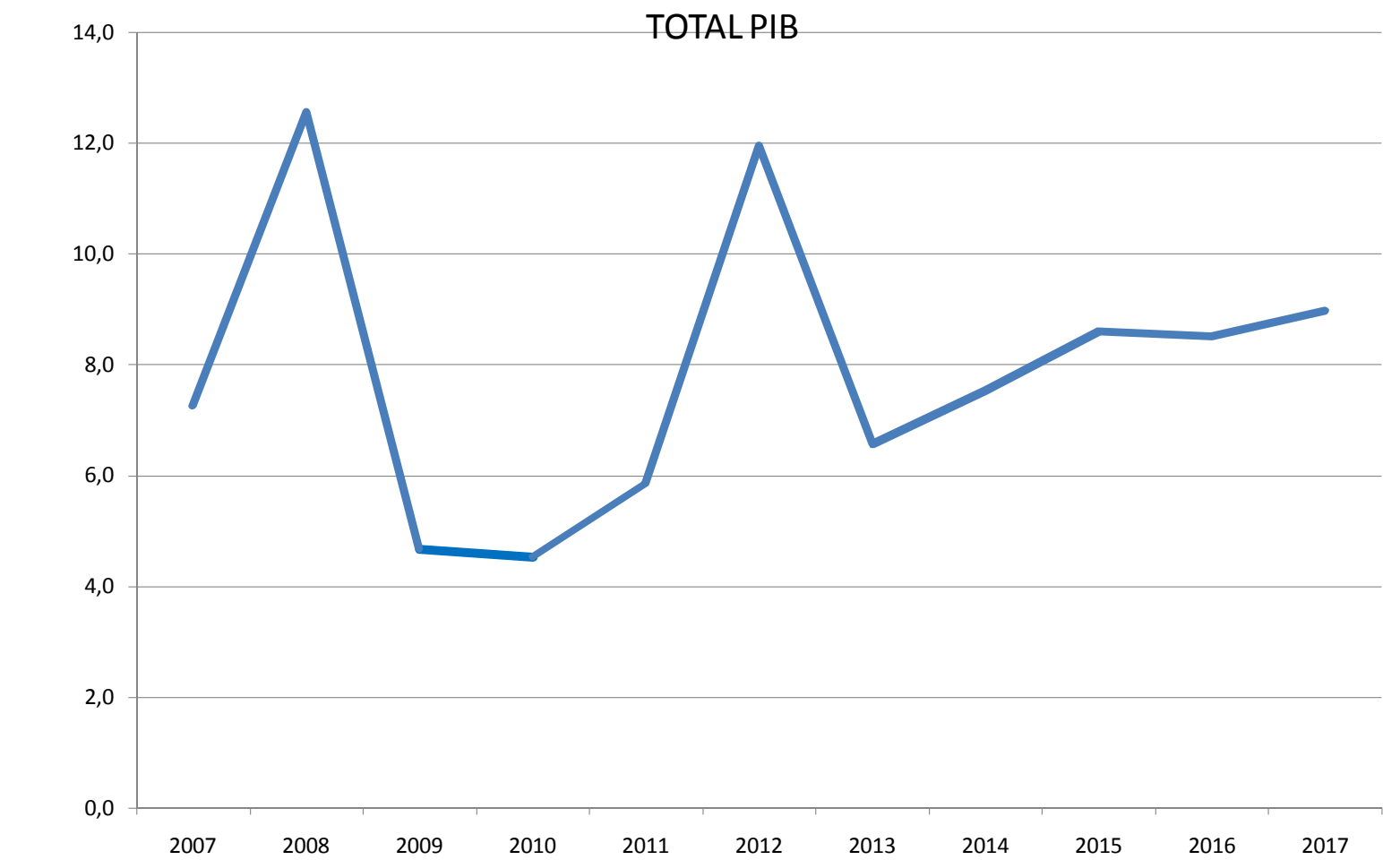
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	4,2	3,6	2,5	1,5	5,2	6,4	6,3	5,3	5,7	5,9	6,1
Agriculture	4,3	3,7	2,0	0,9	6,5	7,6	7,5	6,0	6,5	6,7	7,0
Elevage	3,5	3,5	4,0	3,0	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Pêche	4,6	3,0	4,1	3,0	0,3	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Secteur Secondaire	3,4	4,4	3,2	3,5	2,8	3,6	4,4	7,0	7,2	7,4	8,1
Industries extractives	7,0	8,0	3,0	0,2	6,0	4,0	3,5	4,5	9,5	9,8	10,5
Industries manufacturières	2,6	3,3	2,6	4,3	1,0	3,0	4,8	8,6	6,6	6,8	7,0
Energies	-1,2	1,0	7,7	7,9	4,6	5,9	4,8	4,5	5,0	7,0	7,8
BTP	7,2	8,2	3,0	0,0	6,0	3,9	3,4	4,5	9,5	9,0	10,5
Secteur Tertiaire	5,7	7,2	2,6	2,6	2,3	5,4	5,7	6,2	6,5	6,1	6,8
Commerce	5,8	8,4	-0,1	1,6	0,7	5,6	6,4	6,7	6,8	6,5	7,0
Transports et télécoms	6,0	7,0	8,6	3,1	3,3	6,6	5,8	6,6	6,8	6,0	7,5
Banques et Assurances	6,4	6,8	1,4	3,3	3,9	7,2	4,4	5,2	6,5	6,4	7,0
Autres services	5,2	5,7	3,4	3,5	3,4	4,1	4,8	5,4	5,8	5,5	6,0
Services non Marchands	4,6	5,0	4,7	3,3	2,9	4,5	4,4	4,2	4,5	4,7	5,0
DTI et TVA intérieure	4,9	5,0	-0,5	5,9	-0,3	5,3	5,8	5,6	5,8	5,5	6,0
TOTAL PIB	4,6	5,0	2,7	2,6	3,3	5,4	5,6	5,7	6,0	6,0	6,5



1,1

TAUX DE CROISSANCE SECTORIEL VALEUR (%)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur Primaire	3,6	15,9	5,1	4,8	8,5	9,6	8,0	6,2	7,7	8,1	7,9
Agriculture	2,9	17,5	4,1	4,7	10,2	10,3	7,9	6,5	8,6	9,0	9,1
Elevage	5,6	10,2	8,3	5,3	5,2	8,0	5,9	5,3	5,3	5,8	4,4
Pêche	4,8	15,4	6,2	4,2	3,7	8,1	11,6	5,3	5,3	5,8	4,4
Secteur Secondaire	7,1	9,0	8,5	6,0	6,5	8,0	5,2	8,0	9,9	10,1	10,7
Industries extractives	9,1	10,2	5,1	2,2	8,1	6,1	5,6	5,5	12,8	13,1	12,7
Industries manufacturières	7,0	7,4	8,9	8,1	5,6	9,2	4,8	9,7	9,3	9,4	9,7
Energies	-0,9	1,9	8,3	8,5	6,7	8,0	6,9	5,5	7,1	9,2	10,0
BTP	9,4	13,6	8,2	2,0	8,1	6,0	5,5	5,5	11,7	11,4	12,7
Secteur Tertiaire	9,8	13,1	3,1	2,9	4,2	17,7	5,8	8,8	9,5	8,8	9,9
Commerce	8,7	16,1	1,1	2,1	3,3	10,6	6,3	9,9	9,5	8,6	9,7
Transports et télécoms	14,0	12,4	2,5	2,9	3,6	46,8	3,3	8,7	10,0	9,2	10,7
Banques et Assurances	8,5	11,1	3,4	3,4	4,0	7,4	6,5	6,0	9,7	9,6	10,2
Autres services	8,5	8,7	6,4	5,6	6,4	6,9	7,7	7,5	9,0	8,6	9,2
Services non Marchands	8,6	6,8	6,5	3,3	6,4	6,5	5,9	5,2	7,2	7,4	7,7
DTI et TVA intérieure	9,0	10,5	3,3	7,7	1,5	10,0	7,3	8,8	7,9	7,6	8,1
TOTAL PIB	7,3	12,6	4,7	4,5	5,8	12,0	6,6	7,5	8,6	8,5	9,0

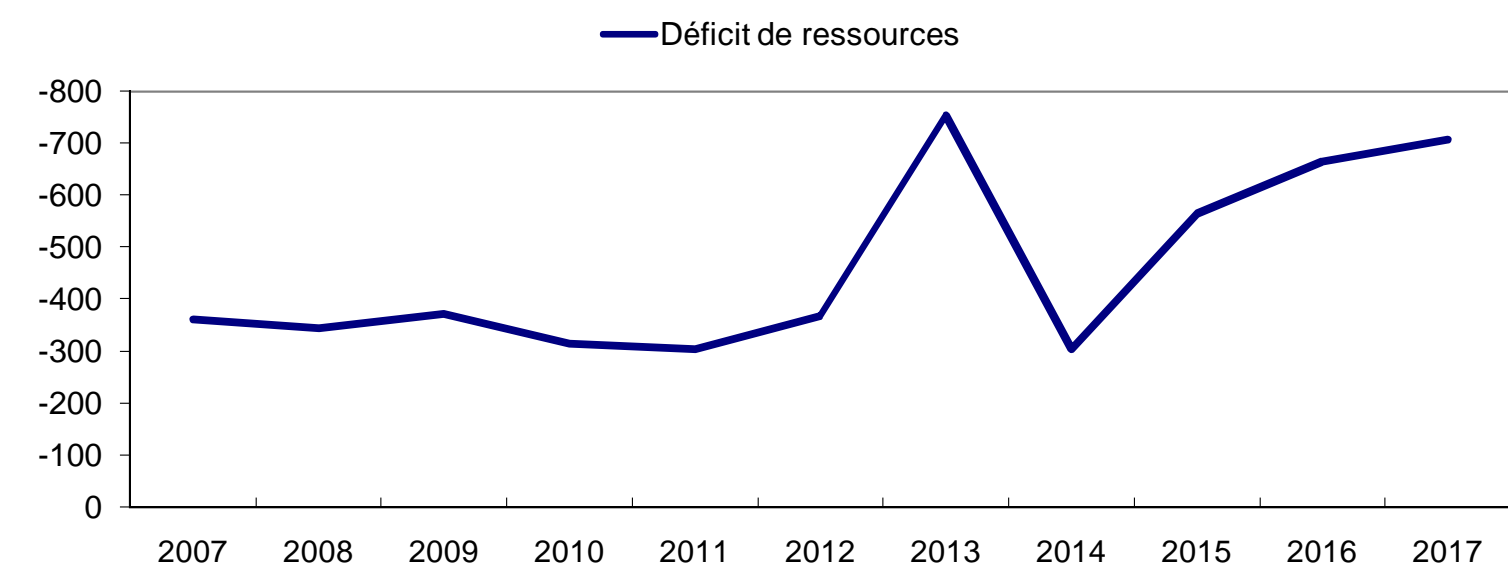
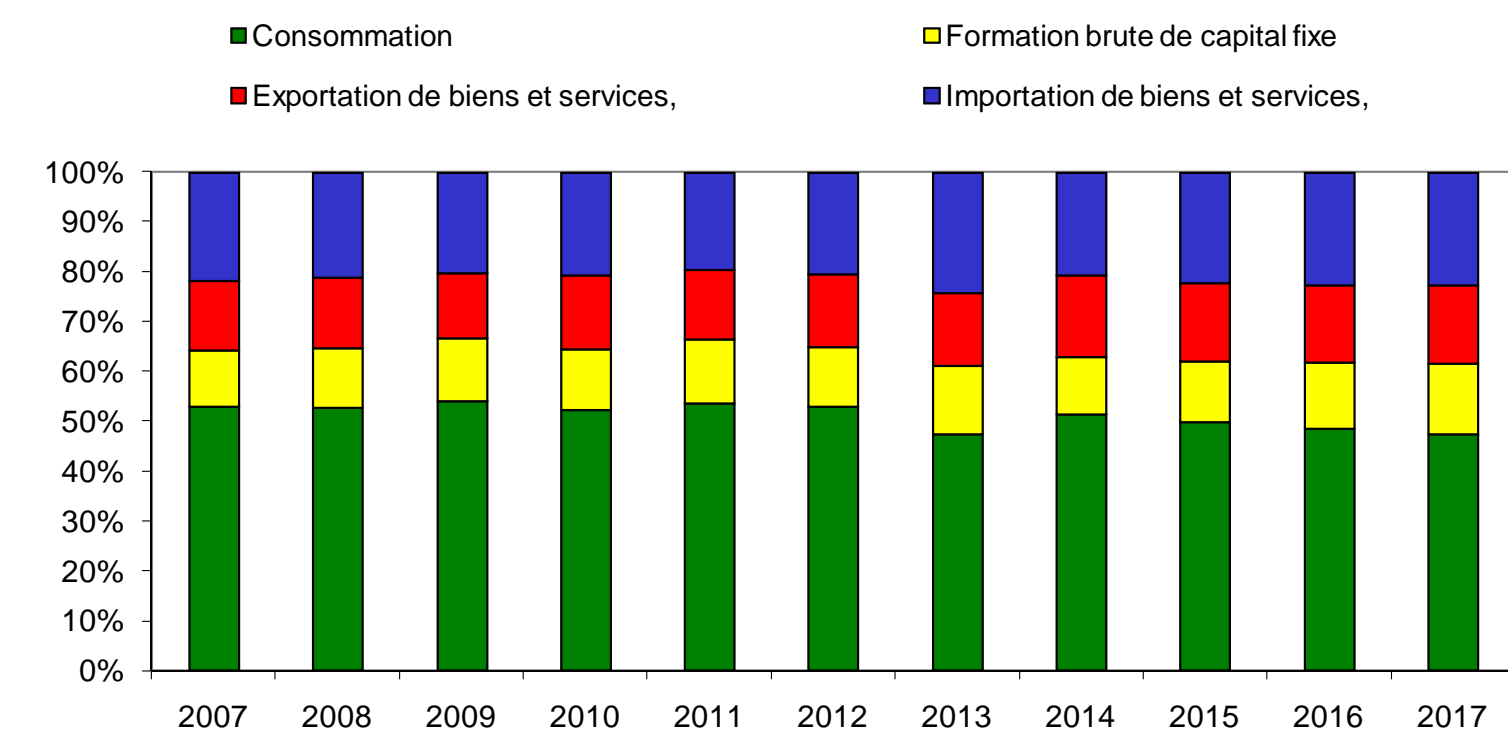


4,4



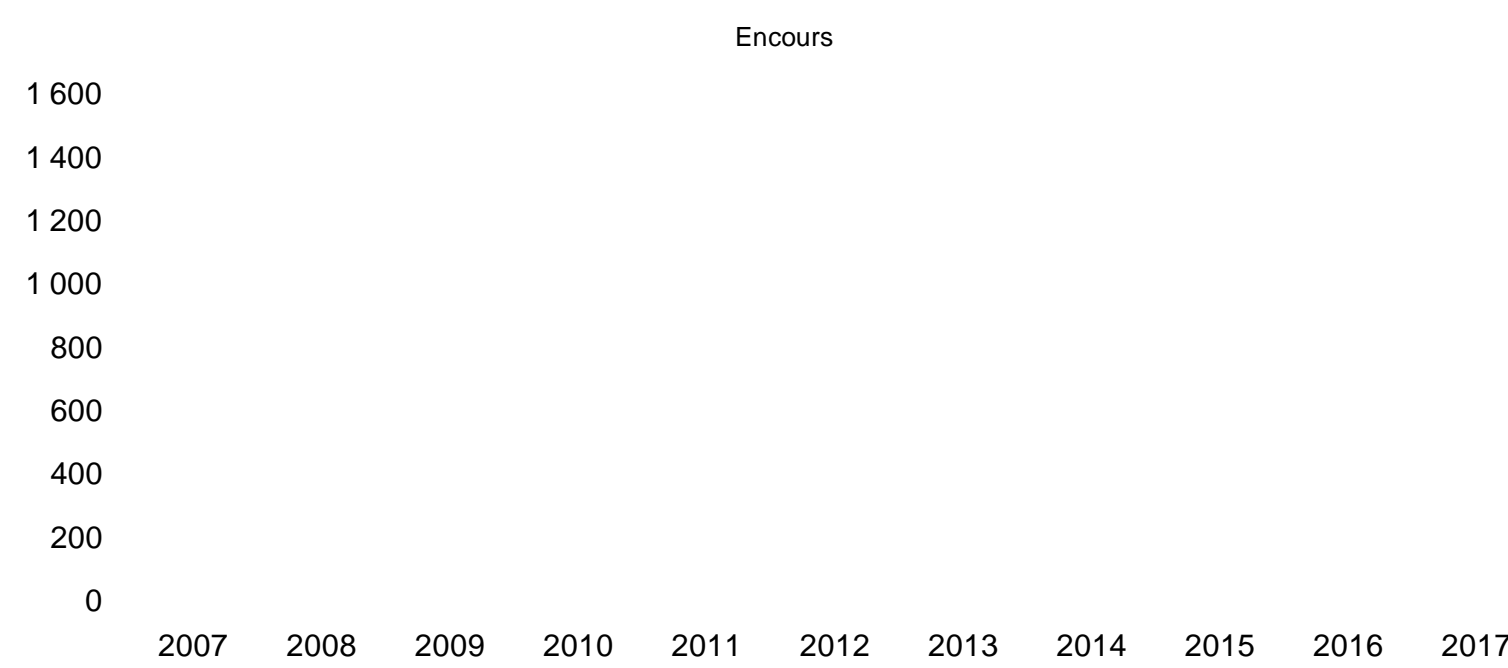
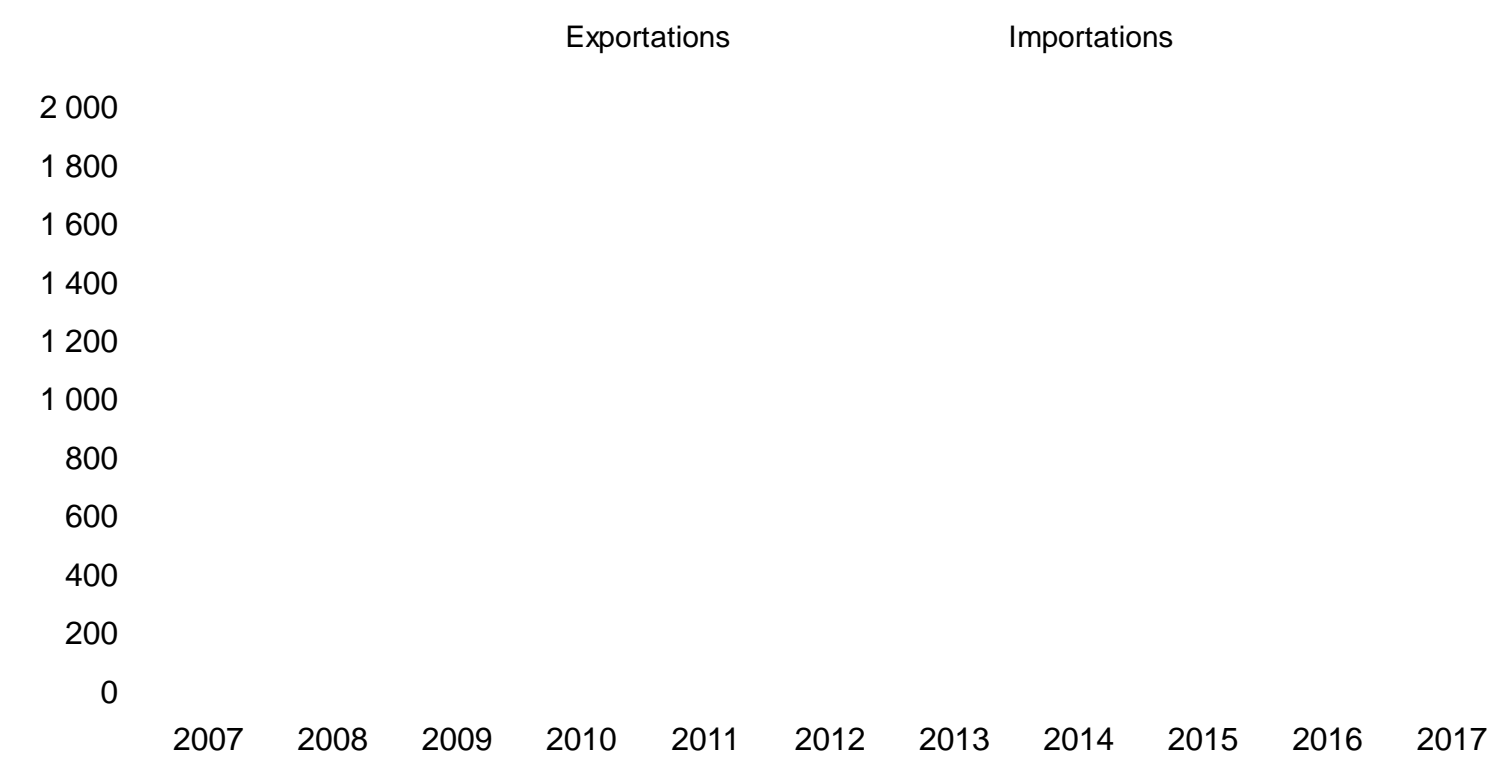
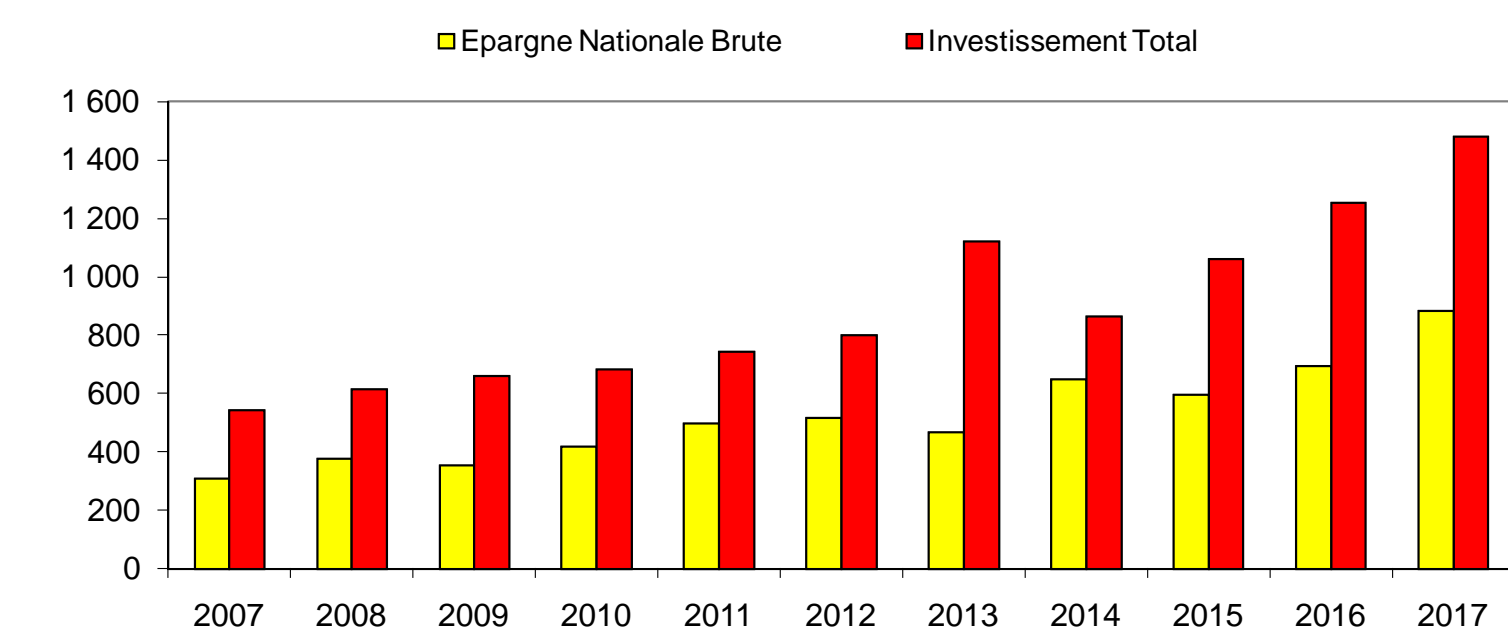
EQUILIBRE RESSOURCES - EMPLOIS (MRDS FCFA)

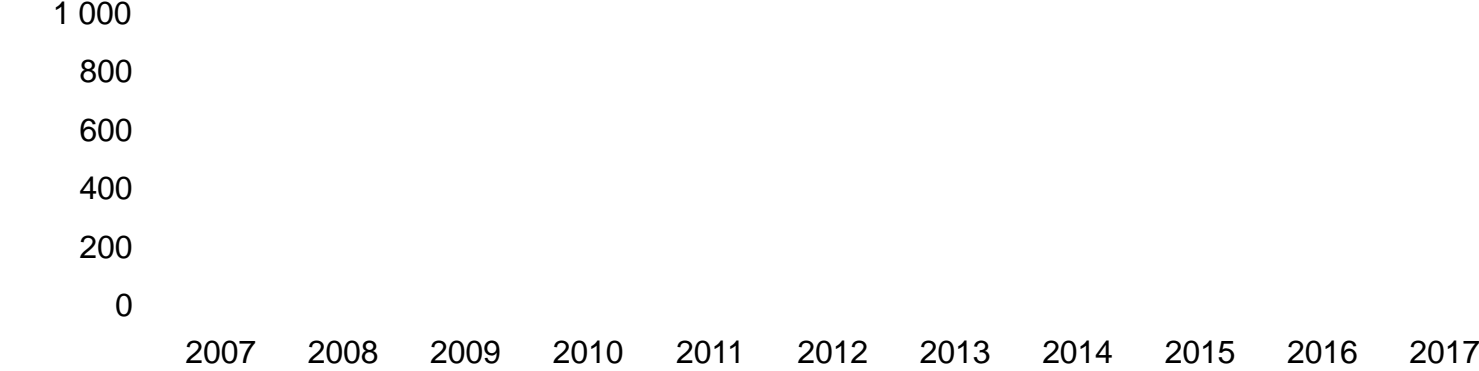
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Consommation	2 455,3	2 699,5	2 821,5	2 879,9	3 000,4	3 419,4	3 739,4	3 853,8	4 297,2	4 614,6	4 899,2
Administration centrale	241,2	299,4	328,6	329,0	342,5	389,4	419,3	420,4	439,3	481,1	501,2
Secteur privé	2 214,1	2 400,1	2 492,9	2 550,9	2 657,9	3 030,1	3 320,1	3 433,3	3 857,9	4 133,5	4 398,0
Formation brute de capital fixe	526,0	602,5	651,6	666,0	712,9	766,2	1 078,3	862,6	1 061,0	1 252,0	1 477,4
Administration centrale	198,4	174,7	302,3	177,1	226,6	217,3	288,1	294,8	403,7	506,9	638,1
Secteur privé	327,6	427,8	349,3	488,9	486,3	548,9	790,2	567,8	657,3	745,1	839,3
Variation des stocks	19,0	13,1	8,1	17,0	29,5	33,3	40,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Demande intérieure	3 000,4	3 315,1	3 481,2	3 562,9	3 742,8	4 218,9	4 858,5	4 716,4	5 358,2	5 866,6	6 376,6
Excédent (+)/Déficit (-) de ressources	-361,4	-344,6	-372,1	-313,0	-303,1	-367,9	-754,4	-303,4	-565,5	-665,7	-708,5
Exportation de biens et services, non compris les revenus des facteurs	646,3	730,0	682,7	821,3	782,5	944,9	1 145,3	1 235,7	1 346,8	1 477,1	1 626,7
Importation de biens et services, non Compris les revenus des facteurs	1 007,7	1 074,6	1 054,8	1 134,2	1 085,6	1 312,8	1 899,7	1 539,1	1 912,3	2 142,8	2 335,2
PIB aux prix du marché	2 639,0	2 970,5	3 109,1	3 249,9	3 439,8	3 851,0	4 104,1	4 413,0	4 792,7	5 200,9	5 668,1
Revenu net des facteurs et transferts provenant de l'étranger	124,4	104,6	65,8	50,3	59,6	87,2	104,7	90,7	102,1	109,5	115,7
RNBD	2 763,4	3 075,1	3 174,9	3 300,2	3 499,3	3 938,2	4 208,8	4 503,7	4 894,8	5 310,4	5 783,7



EPARGNE - INVESTISSEMENT (MRDS FCFA)

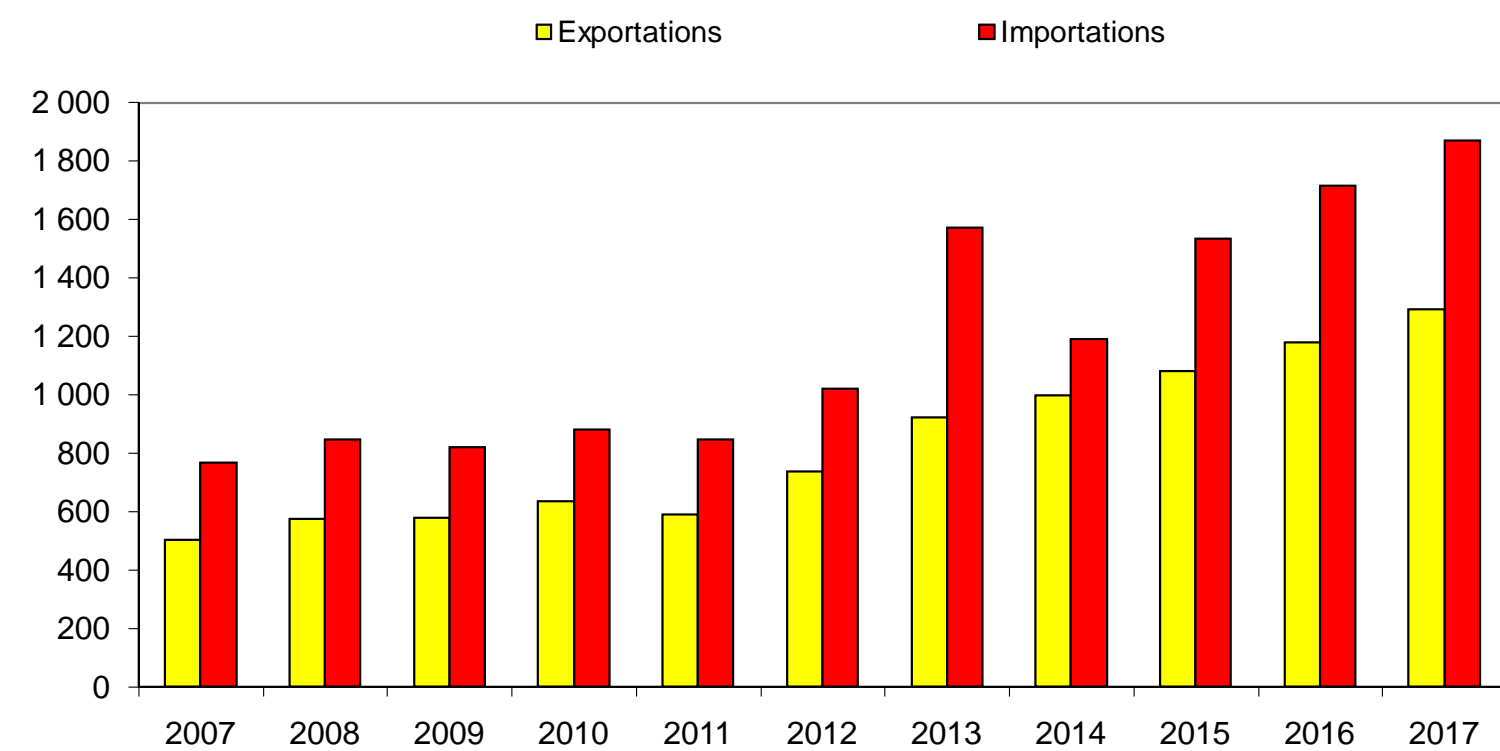
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Epargne Intérieure Brute	183,6	271,0	287,6	370,0	439,3	431,6	364,7	559,3	495,5	586,3	768,9
Publique	306,8	281,8	247,2	274,0	263,1	333,2	376,1	402,3	425,2	497,3	569,5
Privée	-123,2	-10,8	40,4	96,0	176,2	98,4	-11,4	157,0	70,3	89,0	199,4
Epargne Nationale Brute	308,1	375,6	353,3	420,3	498,9	518,8	469,4	650,0	597,6	695,8	884,5
Investissement Total	545,0	615,6	659,7	683,0	742,4	799,5	1 119,1	862,6	1 061,0	1 252,0	1 477,4
Public	198,4	174,7	302,3	177,1	226,6	217,3	288,1	294,8	403,7	506,9	638,1
Privé	346,6	440,9	357,4	505,9	515,8	582,2	831,0	567,8	657,3	745,1	839,3





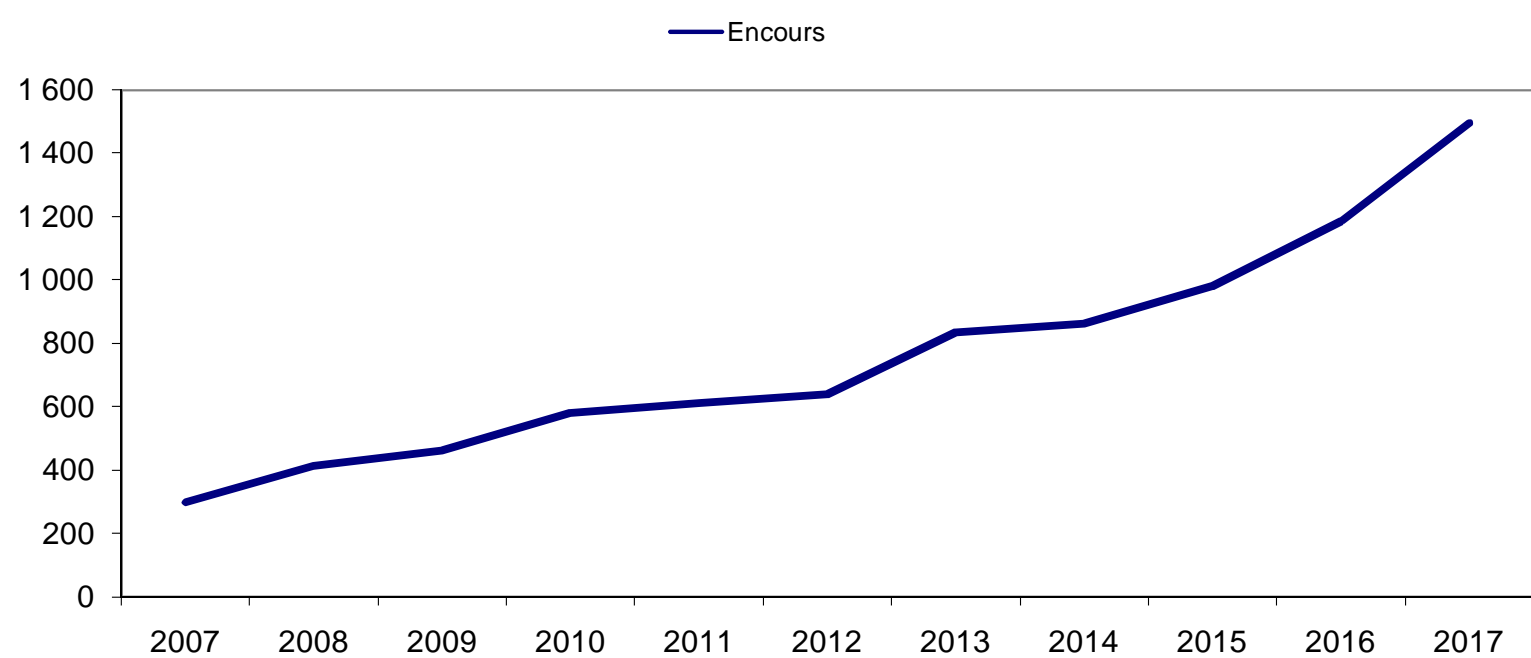
BALANCE DES PAIEMENTS (MRDS FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Balance commerciale	-266,0	-272,0	-242,2	-244,4	-259,3	-285,6	-649,6	-194,2	-450,5	-535,7	-578,1
Exportations	501,8	574,2	578,3	634,8	588,5	736,5	923,6	997,3	1 083,2	1 180,6	1 292,3
Importations	767,8	846,2	820,6	879,2	847,8	1 022,1	1 573,2	1 191,5	1 533,7	1 716,3	1 870,5
Balance des services	-99,6	-77,6	-145,5	-95,1	-51,1	-97,7	-119,6	-125,9	-131,5	-148,6	-150,6
Service facteur	-4,2	-5,1	-15,6	-26,5	-7,3	-15,4	-14,8	-16,7	-16,5	-18,5	-20,2
Service non facteur	-95,4	-72,5	-129,9	-68,6	-43,8	-82,3	-104,8	-109,2	-115,0	-130,0	-130,4
Balance des Transferts	128,7	109,6	81,3	76,8	66,9	128,7	119,4	107,4	118,7	128,0	135,9
Paiements courants	-237,0	-240,0	-306,4	-262,7	-243,5	-280,7	-649,7	-212,7	-463,4	-556,2	-592,9
Compte de capital	84,3	48,4	76,1	75,6	125,2	85,0	84,1	136,8	133,4	143,4	154,5
Capitaux non monétaires	294,0	228,6	184,1	270,3	106,5	265,3	664,7	263,9	340,7	635,5	949,3
Solde Global	141,4	37,0	-46,2	83,2	-11,8	141,4	99,0	188,0	10,7	222,6	510,9



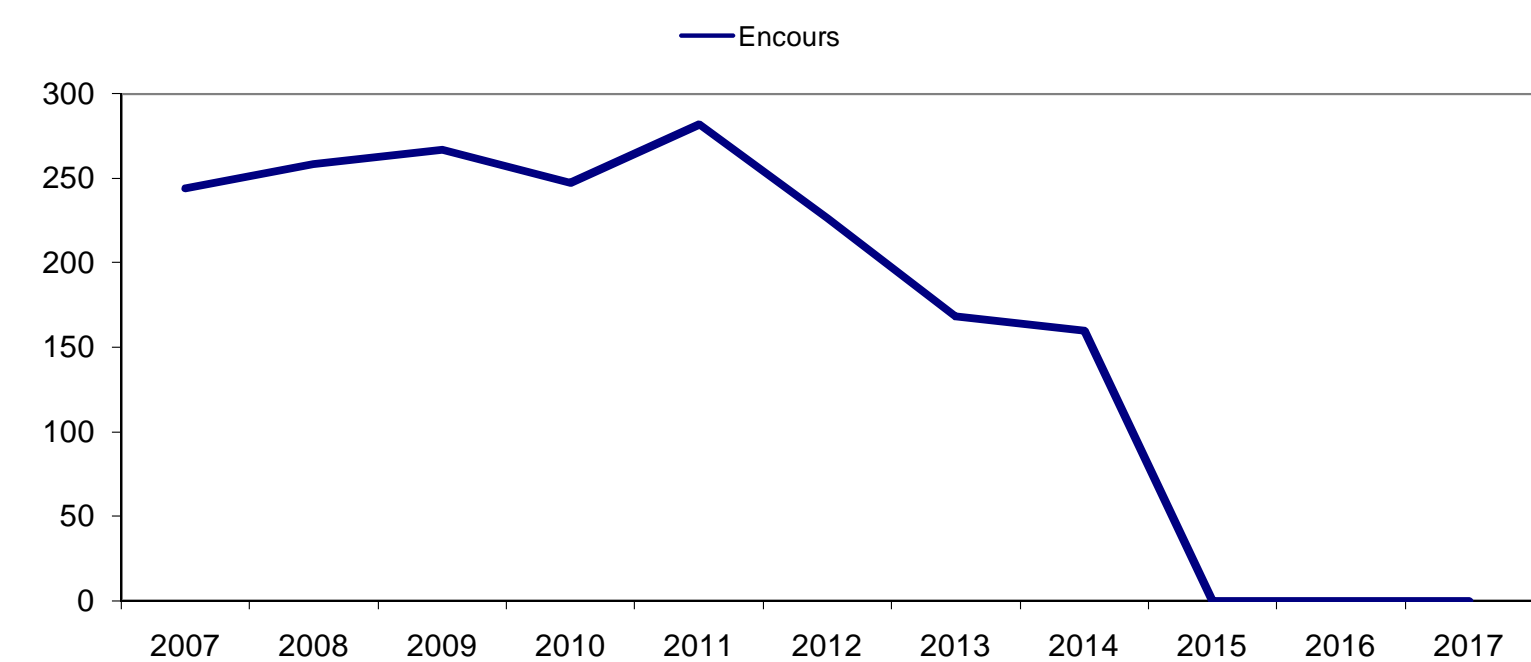
DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours	299,7	415,1	463,3	582,9	613,7	638,9	834,8	863,0	982,0	1 186,0	1 496,0
Dette Bilatérale	58,8	73,6	78,7	100,1	96,9	87,5	124,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette Multilatérale	240,9	341,5	384,6	482,7	516,7	551,4	710,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Service de la dette	15,2	17,0	34,4	20,4	25,7	35,7	53,3	55,1	62,8	75,8	95,6
Service assuré	15,2	17,0	34,4	20,4	25,7	35,7	53,3	55,1	62,8	75,8	95,6
Principal	10,1	8,9	22,9	14,5	17,9	25,0	41,2	42,6	48,5	58,6	73,9
Intérêts et commissions	5,1	8,1	11,5	5,9	7,8	10,6	12,1	12,5	14,2	17,2	21,7
Impayés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



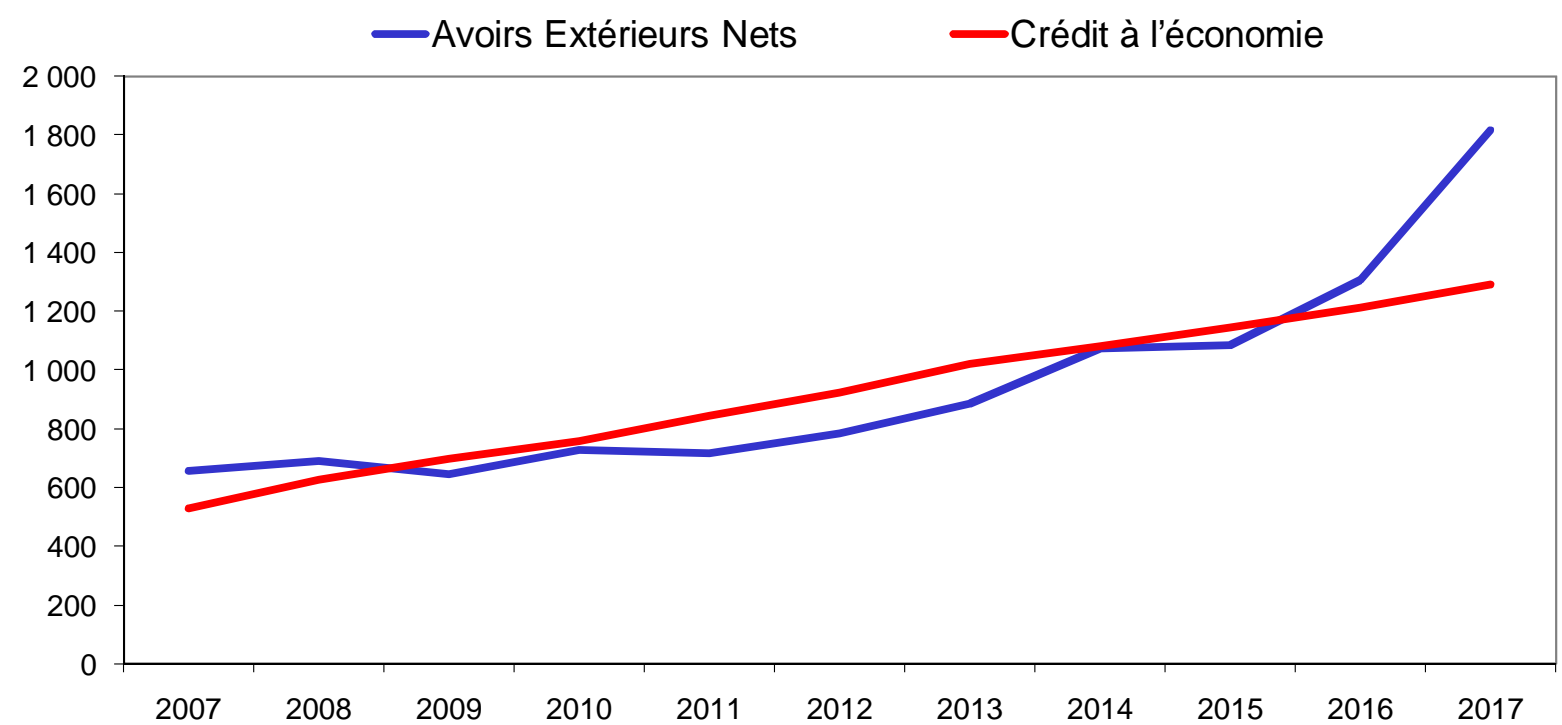
DETTE PUBLIQUE INTERIEURE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Encours	244,0	258,3	266,9	246,9	281,7	226,6	168,4	160,0	0,0	0,0	0,0
Titres FNI	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances sur l'Etat titrisées	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres obligataires	96,0	126,1	149,2	144,2	194,0	168,9	125,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts obligataires CAA	54,2	54,2	40,6	27,1	95,2	87,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations du Trésor	41,9	71,9	108,6	117,1	98,8	81,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés salariaux titrisés	147,2	132,2	117,7	102,7	87,7	57,7	42,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Service de la dette	0,0	0,0	0,0	34,7	23,7	49,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service assuré	0,0	0,0	0,0	34,7	23,7	49,4	54,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Principal	0,0	0,0	0,0	25,1	20,6	36,8	42,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts et commissions	0,0	0,0	0,0	9,6	3,0	12,6	11,3	0,0	0,0	0,0	0,0



SITUATION MONETAIRE (MRDS FCFA)

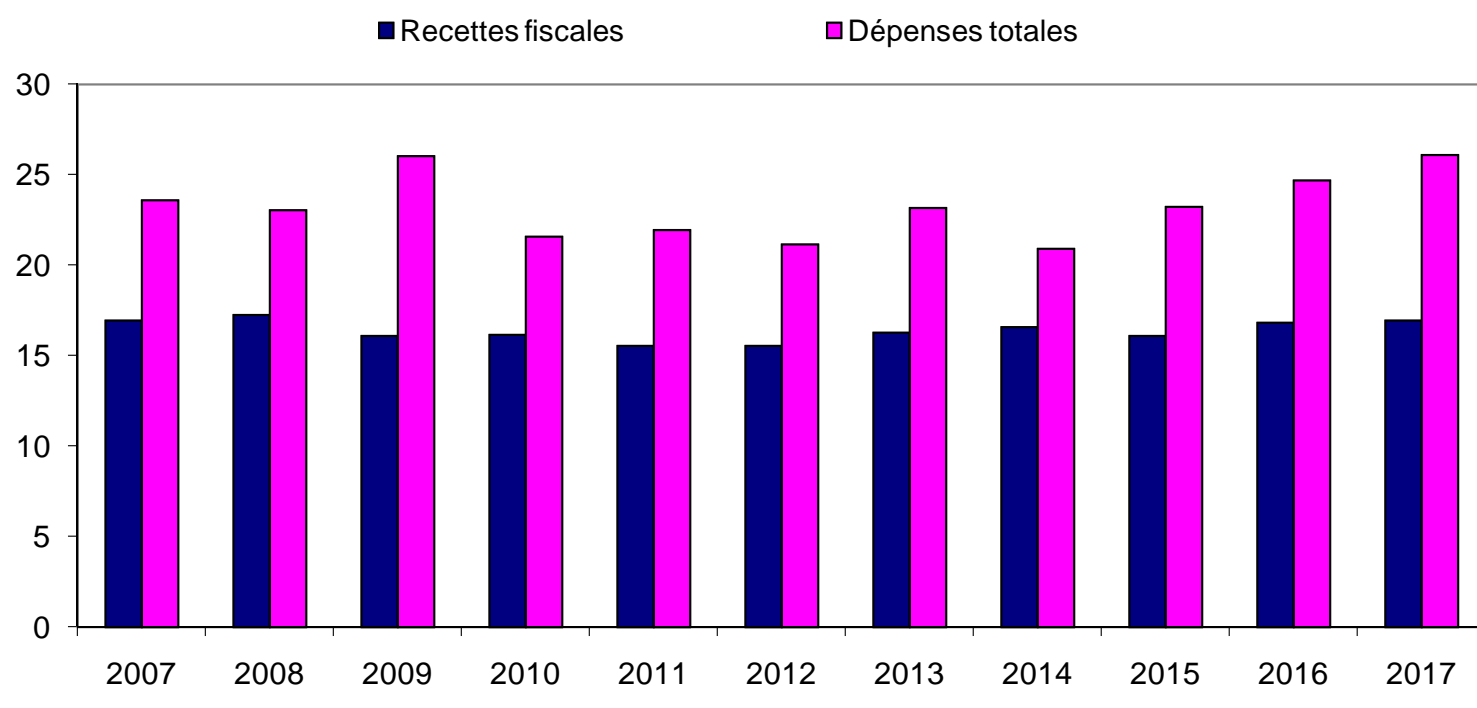
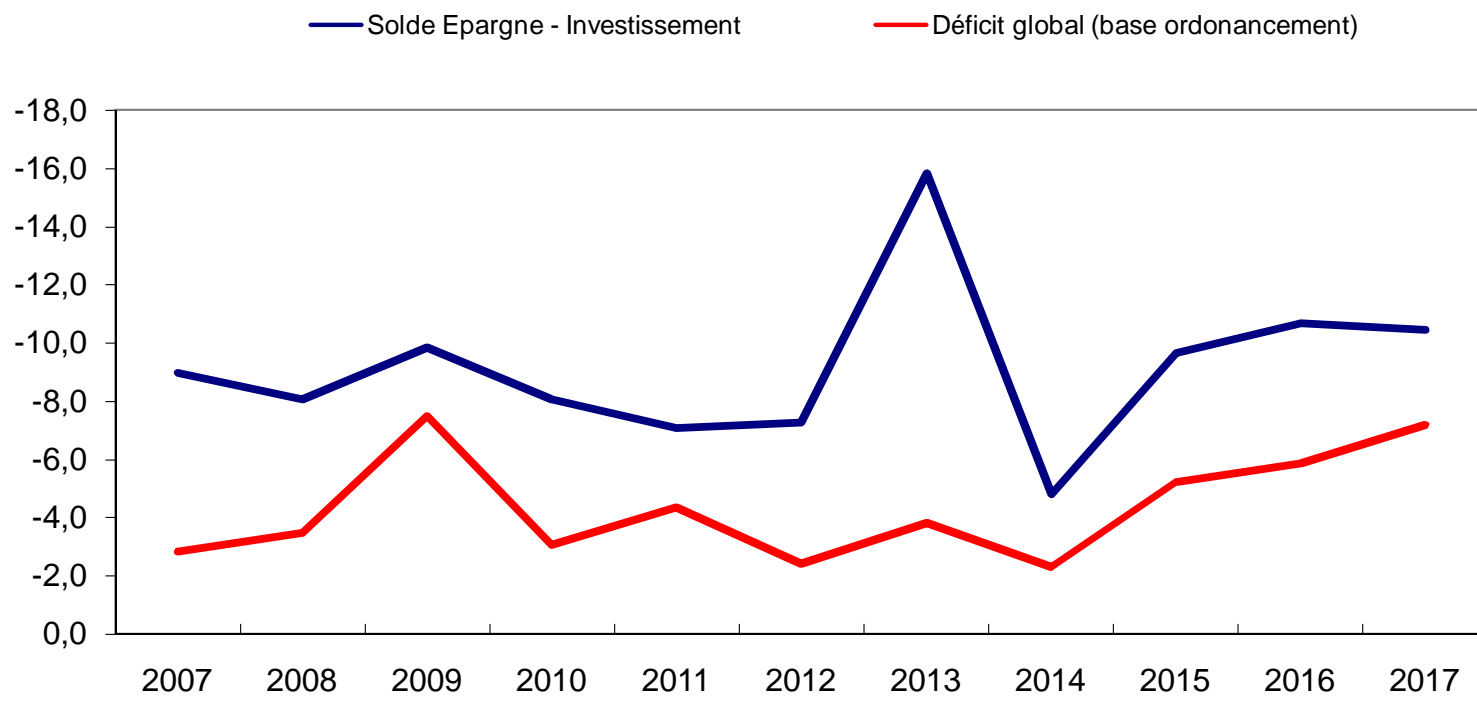
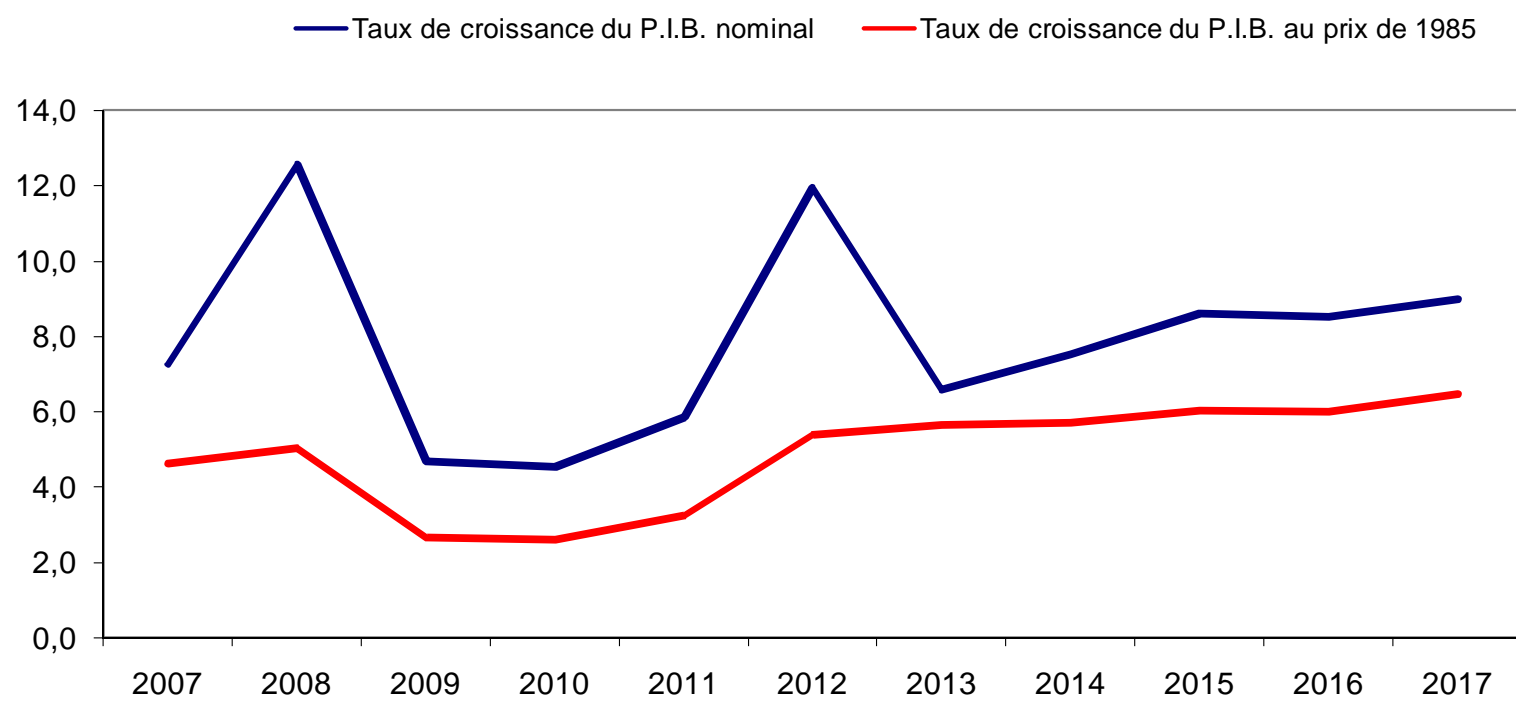
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Avoirs Extérieurs Nets	656,5	691,6	645,9	728,6	717,0	785,9	885,0	1 073,0	1 083,7	1 306,4	1 817,3
Banque Centrale	521,3	570,8	484,1	506,3	352,6	245,4	214,5	260,1	262,7	316,6	440,5
Banques	135,2	120,8	161,9	222,3	364,3	540,5	670,5	813,0	821,1	989,7	1 376,8
Crédit Intérieur	229,4	437,7	591,8	592,4	747,7	766,9	880,5	941,2	1 031,4	1 081,1	1 142,4
Position nette du Gouvernement	-298,2	-186,8	-106,7	-165,4	-97,2	-157,5	-142,1	-139,8	-114,6	-133,5	-150,7
Crédit à l'économie	527,6	624,5	698,5	757,8	845,0	924,4	1 022,6	1 081,0	1 146,0	1 214,6	1 293,1
ACTIF = PASSIF	886,0	1 129,3	1 237,8	1 321,0	1 464,7	1 552,8	1 765,5	2 014,3	2 115,1	2 387,5	2 959,7
Masse Monétaire	867,9	1 101,7	1 181,4	1 274,9	1 377,7	1 469,5	1 719,9	1 865,9	2 025,1	2 199,0	2 388,9
Disponibilité monétaire	246,4	365,6	341,1	355,4	385,1	409,9	512,6	537,8	564,3	592,1	621,3
Circulation fiduciaire	238,8	356,7	332,2	346,3	376,8	405,0	504,0	529,2	555,7	583,5	612,7
Dépôts en CCP	7,6	8,9	8,9	9,1	8,3	4,9	8,6	8,6	8,6	8,6	8,6
Dépôt en Banque	621,5	736,1	840,4	919,5	992,6	1 059,6	1 207,3	1 328,0	1 460,8	1 606,9	1 767,6
Autres Eléments (Postes) Nets	18,1	27,6	56,3	46,1	87,0	83,3	45,5	63,7	63,7	63,7	63,7



Taux de croissance du P.I.B. nominal Taux de croissance du P.I.B. au prix de 1985

14,0
12,0
10,0
8,0

INDICATEURS											
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Variations en %											
Taux de croissance du P.I.B. nominal	7,3	12,6	4,7	4,5	5,8	12,0	6,6	7,5	8,6	8,5	9,0
Taux de croissance du P.I.B. au prix de 1985	4,6	5,0	2,7	2,6	3,3	5,4	5,6	5,7	6,0	6,0	6,5
Recettes budgétaires totales	31,4	6,1	-0,9	4,7	0,4	19,3	10,1	3,4	5,1	13,2	9,4
Dépenses totales	28,6	10,0	18,2	-13,2	7,5	8,1	16,7	-2,9	20,6	15,1	15,3
Exportations de biens	30,5	14,4	0,7	9,8	-7,3	25,1	25,4	8,0	8,6	9,0	9,5
Importation de biens	40,4	10,2	-3,0	7,1	-3,6	20,6	53,9	-24,3	28,7	11,9	9,0
Ratios en % du P.I.B											
Epargne - Investissement											
Taux d'investissement	20,7	20,7	21,2	21,0	21,6	20,8	27,3	19,5	22,1	24,1	26,1
Public	7,5	5,9	9,7	5,5	6,6	5,6	7,0	6,7	8,4	9,7	11,3
Privé	13,1	14,8	11,5	15,6	15,0	15,1	20,2	12,9	13,7	14,3	14,8
Epargne Intérieure Brute	7,0	9,1	9,2	11,4	12,8	11,2	8,9	12,7	10,3	11,3	13,6
Publique	11,6	9,5	8,0	8,4	7,6	8,7	9,2	9,1	8,9	9,6	10,0
Privée	-4,7	-0,4	1,3	3,0	5,1	2,6	-0,3	3,6	1,5	1,7	3,5
Epargne Nationale	11,7	12,6	11,4	12,9	14,5	13,5	11,4	14,7	12,5	13,4	15,6
Solde Epargne - Investissement	-9,0	-8,1	-9,9	-8,1	-7,1	-7,3	-15,8	-4,8	-9,7	-10,7	-10,5
TOFE											
Recettes totales	20,8	19,6	18,5	18,6	17,6	18,8	19,4	18,6	18,0	18,8	18,9
Recettes fiscales	16,9	17,2	16,1	16,2	15,5	15,5	16,3	16,6	16,1	16,8	16,9
Recettes non fiscales	3,8	2,3	2,4	2,4	2,1	3,2	3,1	2,1	2,0	2,0	2,0
Dépenses totales	23,6	23,0	26,0	21,6	21,9	21,2	23,2	20,9	23,3	24,7	26,1
Masse salariale	5,4	6,1	7,3	7,3	7,4	7,3	7,3	7,0	6,6	6,5	6,3
Investissement public	7,5	5,9	9,7	5,5	6,6	5,6	7,0	6,7	8,4	9,7	11,3
Contribution budgétaire à l'investissement	3,2	3,5	7,1	3,1	3,1	3,4	3,3	3,6	3,4	3,5	3,6
Solde primaire (définition étroite)	3,1	0,7	-4,0	0,5	-0,1	0,6	0,7	0,9	0,7	1,0	1,3
Solde primaire (définition large)	-1,2	-3,1	-7,0	-2,5	-3,9	-1,8	-3,3	-1,8	-4,3	-5,2	-6,4
Déficit global (base ordonancement)	-2,8	-3,5	-7,5	-3,1	-4,3	-2,4	-3,8	-2,3	-5,2	-5,9	-7,2
Secteur Extérieur											
Exportations	19,0	19,3	18,6	19,5	17,1	19,1	22,5	22,6	22,6	22,7	22,8
Importations	29,1	28,5	26,4	27,1	24,6	26,5	38,3	27,0	32,0	33,0	33,0
Balance commerciale	-10,1	-9,2	-7,8	-7,5	-7,5	-7,4	-15,8	-4,4	-9,4	-10,3	-10,2
Taux d'ouverture	48,1	47,8	45,0	46,6	41,8	45,7	60,8	49,6	54,6	55,7	55,8
Balance courante (- = déficit)	-9,0	-8,1	-9,9	-8,1	-7,1	-7,3	-15,8	-4,8	-9,7	-10,7	-10,5
Balance globale	5,4	1,2	-1,5	2,6	-0,3	1,8	2,4	4,3	0,2	4,3	9,0
Indicateurs de la Dette											
Encours/PIB (%)	11,4	14,0	14,9	17,9	17,8	16,6	20,3	19,6	20,5	22,8	26,4
Encours / Export B & S(%)	46,4	56,9	67,9	71,0	78,4	67,6	72,9	69,8	72,9	80,3	92,0
Service dette/export B & S (%)	2,4	2,3	5,0	2,5	3,3	3,8	4,7	4,5	4,7	5,1	5,9
Interêt / Export B & S (%)	0,8	1,1	1,7	0,7	1,0	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,3
pour mémoire											
Exportations Biens et Services	646,3	730,0	682,7	821,3	782,5	944,9	1 145,3	1 235,7	1 346,8	1 477,1	1 626,7
Importations Biens et Services	1 007,7	1 074,6	1 054,8	1 134,2	1 085,6	1 312,8	1 899,7	1 539,1	1 912,3	2 142,8	2 335,2
PIB en milliards de fcfa	2 639,0	2 970,5	3 109,1	3 249,9	3 439,8	3 851,0	4 104,1	4 413,0	4 792,7	5 200,9	5 668,1



		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Critères de premier rang												
Ratio du solde budgétaire de base ¹	> 0	1,5	0,4	-4,5	-0,1	-0,5	0,0	0,2	0,4	-0,2	0,4	0,5
Taux d'inflation annuel moyen ³	< 3 %	2,5	7,2	2,0	1,9	2,5	6,2	0,9	1,7	2,4	2,4	2,4
Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB	< 70 %	20,6	22,7	23,5	25,5	26,0	22,5	24,4	23,2	20,5	22,8	26,4
Arriérés de paiement intérieurs	0	0,0	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Critères de second rang												
Masse salariale sur recettes fiscales	< 35 %	32,0	35,6	45,1	45,4	47,4	46,7	44,9	42,4	41,0	38,9	37,0
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapporté aux recettes fiscales	> 20 %	19,1	20,6	44,3	19,2	20,1	21,7	20,0	21,7	21,4	20,9	21,1
Ratio du solde extérieur courant hors dons par rapport au PIB	< 5 %	-11,1	-9,3	-11,4	-9,4	-7,5	-12,2	-16,1	-5,3	-10,1	-11,2	-10,9
Taux de pression fiscale ²	> 17 %	16,9	17,2	16,1	16,2	15,5	15,5	16,3	16,6	16,1	16,8	16,9

¹ Recettes totales (hors dons) - Dépenses courantes - Dépenses d'investissements publics financés sur ressources internes

² Recettes fiscales sur PIB nominal

³ Taux d'inflation = déflateur du PIB

